

**VIKING 2**  
devrait atterrir sur Mars  
dans la nuit  
de vendredi à samedi

LIRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 fr. 40 ; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 s. ; Danemark, 12 kr. ;  
Canada, 50 c. ; Espagne, 20 p. ; France, 1 fr. 40 ;  
Grande-Bretagne, 20 p. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ;  
Liban, 100 L. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse,  
1 fr. ; U.S.A., 65 c. ; Venezuela, 10 m. s. ;  
Taux des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CROISSANT 49  
C.C.P. 4394-25 Paris  
Rég. Paris n° 630572  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

## Torture et raison d'État

Dans un rapport de six cents pages qui vient d'être rendu public à Londres et à Dublin, la Commission européenne des droits de l'homme accuse la Grande-Bretagne d'avoir usé, il y a cinq ans, en Ulster, de méthodes « ressemblant clairement » à des tortures. Enumérant « cinq techniques » d'interrogatoires consistant à la convention des droits de l'homme, la Commission fournit ainsi à la Cour européenne les éléments d'un verdict définitif qui n'interviendra pas avant l'année prochaine.

Ainsi donc la Grande-Bretagne, embourbée depuis des années à Belfast dans le cycle funeste du terrorisme et de la répression, risque-t-elle à son tour d'être désignée aux yeux de l'opinion publique mondiale comme l'un des inévitables pays ayant fait bon marché, à un moment ou à un autre de leur histoire, de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Certes, il subsiste des degrés dans les pratiques condamnables. Sans vouloir polémiquer, on mesurera difficilement en parallèle les excès exceptionnels de l'armée britannique en Ulster et les « tortures institutionnalisées » de certaines dictatures sud-américaines, africaines ou européennes. Pourtant, le respect de l'homme est bien un tout. Et la machine à torturer, installée dans le temps, ne peut que fonctionner en continu. Or, quand le pays de « habeas corpus » et de la « démocratie médiévale » se trouve lui-même atteint par cette « peste », on peut légitimement s'interroger sur la valeur du symbole.

La dénonciation véhémente de la torture est le fait d'innombrables organisations ou associations internationales. Les progrès apparents de la conscience mondiale sont tels qu'on ne trouve plus guère de responsables civils ou militaires pour légitimer comme hier, à voir hanté, des « bavures » que l'on disait, il n'y a pas si longtemps, « inévitables » dans « certaines circonstances ». Officiellement, la fin ne justifie plus les moyens. Le paradoxe, clairement souligné par le dernier rapport d'Amnesty International est que ce nouveau consensus humanitaire coïncide, dans les faits, avec une extension générale de la torture. Champions des droits de l'homme et des libertés, les démocrates en guerre, du Vietnam à l'Algérie, se sont rendus régulièrement complices de ce crime d'autant plus grave que, dans leur cas, il est plus hypocrite.

Côté des tortures pratiquées sur une grande échelle dans le cadre d'un conflit armé, les policiers s'abandonnent de plus en plus souvent à des violences dégradantes qui participent de la même aberration. Abus à l'Est, à l'Ouest et dans le Sud, même la torture tend-elle à devenir le crime que l'on reproche à l'autre, sans tirer véritablement toutes les conséquences que la condamnation implique.

Ces conséquences devraient être poursuivies qu'elles soient politiques, juridiques, morales, ou même, comme on le voit, littéraires. Elles devraient être poursuivies par un autre, le droit, cette fois, qui ne s'agit pas de juger les individus, mais de juger les systèmes, de juger les conséquences. De même, la vraie lutte contre la torture ne pourra jamais se cantonner au terrain du droit international, des proclamations solennelles, ou de la politique. Les hommes, au sein des États, portent tout le poids en eux. L'insupportable et le repoussant de savoir, dans les valeurs et de quelle morale communes ils refusent un jour de céder à la peste, la plus secrète et la plus noire d'entre elles.

(Lire page 4)

## Les syndicats et la gauche contre le « super-impôt »

### L'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse serait de 6 milliards

La « rentrée sociale » paraît commencent : la grève des cheminots a réduit de moitié, ce vendredi 3 septembre, le trafic ferroviaire sur les lignes de la banlieue parisienne et perturbé les transports sur les grandes lignes plus que ne l'avait prévu la direction de la S.N.C.F. (voir page 24). Avant même que ne débute les entretiens de M. Baire avec les partenaires sociaux, la C.G.T. a proposé « une rencontre d'urgence » à l'ensemble des organisations syndicales « en vue d'ap-

ler tous les travailleurs à une action d'ampleur nationale pour la défense du pouvoir d'achat et contre le super-impôt ».

La couverture par la fiscalité de l'aide accordée aux agriculteurs victimes de la sécheresse (de l'ordre de 6 milliards, semble-t-il, voir page 22) continue d'ailleurs d'alimenter les controverses aussi bien dans les milieux politiques que syndicaux.

M. Raymond Barre a reçu à déjeuner,

vendredi, les têtes politiques de son gouvernement : MM. Guichard, Poniatowski, Lecanuet et Durafour.

De son côté, M. Mitterrand écarte l'idée d'un emprunt et propose un impôt sur les grands revenus et sur les sociétés pour indemniser les victimes de la sécheresse, tandis que le P.C. préconise une concertation et une action commune des partis de gauche face aux propositions du gouvernement.

## La concertation du gouvernement avec les cadres est un préalable à tout appui de la C.G.C.

nous déclare M. Charpentier

Le président de la C.G.C., M. Yvan Charpentier, qui doit être reçu par le premier ministre, mardi 7 septembre, puis par le président de la République vendredi, déclare au *Monde*, dans l'interview ci-dessous, que la poursuite de la concertation qui avait été engagée avec le premier ministre, du temps de M. Jacques Chirac, est un préalable à toute adhésion de la C.G.C. à la politique anti-inflationniste.

« La lutte contre l'inflation dans un esprit d'équité et de solidarité » a été présentée par le nouveau premier ministre comme le grand objectif du gouvernement. Si l'on suit ces déclarations officielles et compte tenu des études françaises ou internationales sur la grande inégalité des revenus en France, quelles sont, selon la C.G.C., la procédure et les moyens à adopter en matière de politique salariale ?

« Nous, par exemple, à la C.G.C., nous sommes pour une politique de rémunérations des cadres supérieurs qui ne soit pas une déviation sur la politique salariale. Il est certain qu'aujourd'hui la lutte contre l'inflation est l'objectif numéro un du gouvernement et que l'ensemble des Français ne peut que souscrire à une stabilisation des prix. Mais quelles seront les méthodes proposées et employées par le premier ministre ? Quelle est l'analyse exacte des causes de l'inflation que fait M. Raymond Barre ? C'est une réponse que nous devons avoir lors de notre entrevue, mardi 7 septembre, encore qu'il nous semble douteux que des mesures puissent être ajustées dans un délai aussi bref. »

Mais la lutte contre l'inflation, à notre avis, doit s'attaquer aux causes et non aux effets, et d'autre part on ne doit pas négliger à ce propos deux problèmes fondamentalement distincts, l'un qui est l'éventuelle dégradation des revenus, l'autre qui est une répartition des revenus. Vouloir, en premier, ne prendre en considération que les revenus à propos de l'inflation, c'est certainement aller à l'encontre de la rhétorique officielle, car ce sont les racines profondes de l'inflation qu'il faut extraire.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT. (Lire la suite page 20.)

## A bout de souffle

par JACQUES ATTALI

On peut dire de l'inflation ce que Brigitte Bardot disait de l'érotisme : « Ce n'est pas un problème, mais une solution ». Une solution que l'économie capitaliste a trouvée à ses difficultés. Vouloir la réduire sans les résoudre, c'est un peu comme essayer la tente à oxygène d'un malade sans avoir son préalable réajusté ses fonctions respiratoires : on lachera. La métaphore n'est pas innocente, car c'est bien des difficultés dont manque le plus, aujourd'hui, l'économie des principaux pays capitalistes ; et de son souffle essentiel, c'est-à-dire d'occasions

de profits considérables comme suffisantes pour investir. L'essentiel est là : le taux de rentabilité à partir duquel les responsables de l'industrie et des services acceptent d'investir, de produire et de faire circuler les stocks est aujourd'hui trop élevé. Il faut savoir que ce taux n'est pas le même pour tous les secteurs, mais une variable politique, indiquant la part du revenu national qu'exigent les firmes ou leurs propriétaires pour préparer l'avenir de la nation.

(Lire la suite page 21.)

## LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS EN AFRIQUE

### Une question sans réponse

par MICHEL TATU

M. Kissinger sera à Zurich, samedi 4 septembre, pour une nouvelle rencontre avec le premier ministre sud-africain, M. Vorster, avec lequel il s'entretiendra jusqu'à lundi. Le lendemain, le secrétaire d'État sera reçu à Paris par M. Giscard d'Estaing, puis il se rendra à Londres, où il examinera avec M. Callaghan les problèmes de la Rhodésie et de l'Afrique australe.

« Vous me demandez de répondre à une question à laquelle personne n'a encore été capable

de répondre. » Cet aveu de M. Jimmy Carter, dans ses récentes déclarations à l'Express, en réponse à une question sur ce que pourrait être la politique américaine à l'égard de l'Afrique australe est significatif. L'Afrique est le seul domaine dans lequel le candidat démocrate admet aussi ouvertement son impuissance et sa réponse reflète, très probablement la stricte vérité. Compte tenu de l'évolution prévisible dans la région, on ne voit pas par quel moyen le meilleur « polycopieur » d'outre-Atlantique pourrait concilier le maintien des intérêts géopolitiques et économiques des États-Unis avec leurs propres principes.

M. Kissinger est bien placé pour le savoir, qui multiplie ces dernières semaines ses activités africaines, mais n'a avancé jusqu'à présent que des suggestions très partielles, toujours en retard de plusieurs temps sur l'évolution. Car le premier handicap de la « nouvelle politique africaine » du secrétaire d'État est son caractère tardif. Sa rencontre avec M. Vorster à Zurich est la seconde en moins de trois mois, et le voyage qu'il fera peut-être ensuite en Afrique sera le second en cinq mois, mais il aura fallu attendre 1976, c'est-à-dire la huitième année de son passage au pouvoir, pour le voir se rendre sur le continent noir.

Or ce retard n'est pas seulement du au surmenage du « pompier de la paix », trop occupé à éteindre d'autres incendies. Il découle aussi d'une fausse évaluation, faite dès le départ, de la situation en Afrique australe. Une étude faite en 1969 sous les auspices de M. Kissinger, alors conseiller du président Nixon, concluait que les « mouvements nationalistes noirs dans les territoires alors sous contrôle portugais n'avaient aucune chance de mener à terme leurs guerres de libération. La politique préconisée à l'égard tant du Portugal que des autres régimes blancs d'Afrique australe était celle du statu quo : pas de soutien politique ouvert, mais maintien des relations existantes sur tous les plans, sans exercer aucune pression pour une évolution. Ainsi, si l'embarquement sur les livraisons d'armes à Pretoria a été respecté par les États-

que ses amis étaient favorables à la solution de l'emprunt. Un emprunt vert, contre les députés de l'U.D.R. l'avaient suggéré dès le mois de juillet. Le même débat — emprunt ou impôt ou les deux ? — va se dérouler au parti socialiste, dont le comité directeur se réunit le 11 septembre. M. Mitterrand écarte, pour sa part, le principe d'une ponction spécifique sur l'épargne au profit d'un impôt sur les gros revenus et les bénéfices des sociétés. Sa proposition aura d'ailleurs plus de poids auprès de ses amis qu'elle se rapproche de la prise de position du P.C. contre un « super-impôt giscardien ». La concertation préconisée sur ce point par les dirigeants communistes devrait en être facilitée si elle est acceptée par leurs partenaires.

Sans les refuser systématiquement, les socialistes ne se précipitent pas toujours aux actions communales organisées à l'initiative du P.C. Quelle que soit la décision prise en la circonstance, il restera des déclarations de M. Mitterrand à l'Europe 1, jeudi soir, que le P.S. va s'occuper essentiellement de ses intérêts jusqu'aux élections législatives de 1978.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 21.)

## AU JOUR LE JOUR

### LA PUISSANCE ET LE POUVOIR

Si vraiment les Italiens et les Japonais ont l'intention de construire avec la firme Boeing un concurrent au Mercure-200 que les Français ont l'intention de construire avec la firme Douglas, cela donne une image bien étrange de la politique internationale actuelle.

Les conflits entre nations industrielles se trouvent ramené à l'échelle de concurrents plus ou moins savages entre industries nationales américaines. Est-ce là ce qu'on appelle l'atlantisme ? Si cela peut éviter les guerres, tant mieux ; mais quand on redoute qu'une puissance soit un État dans l'État, un État peut-il accepter de n'être que l'agent technique d'une puissance ?

ROBERT ESCARPIT.

### 1900 «NOVECENTO» DE BERTOLUCCI

### Un roman du vingtième siècle

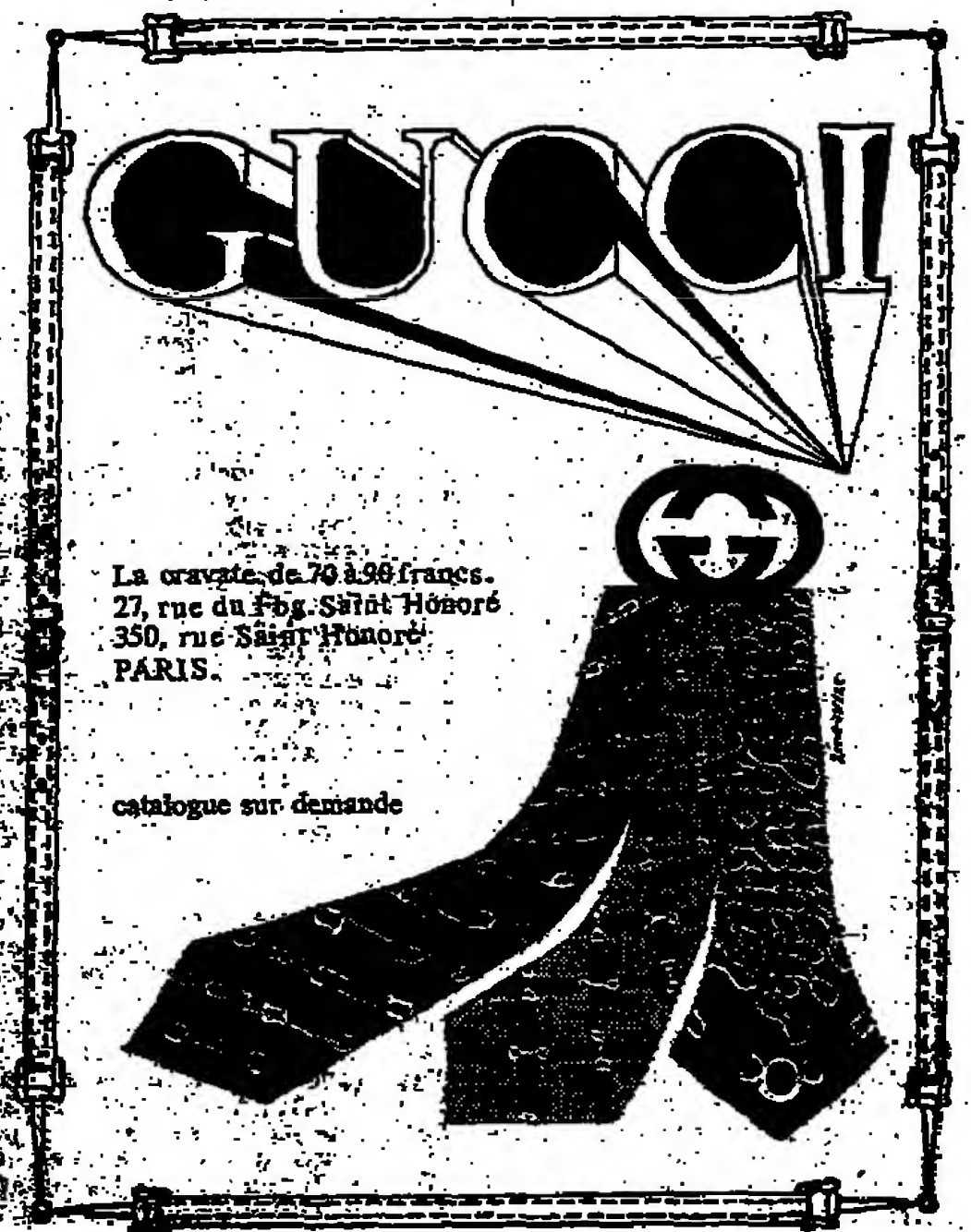
Ce fut l'événement du Festival de Cannes. Ce film arrivait précédé par les trompettes et les tambours de la propagande. Un coût de fabrication dépassant les 3 milliards d'anciens francs, un temps de tournage qui s'était prolongé sur plusieurs saisons, des acteurs prestigieux (les Américains Burt Lancaster, Robert De Niro, Sterling Hayden, le Français Gérard Philipe) et la Française Dominique Sanda, les Italiens Stefania Sandrelli, Laura Betti, Alida Valli, des kilomètres de pellicule impressionnée, et, pour finir, un film-feuille, un film-fondation de cinq heures vingt minutes, divisé en deux « époques » (1).

Ce gigantisme rappelait évidemment celui de certaines super-

productions hollywoodiennes, et le rappelait d'autant plus que trois compagnies d'Hollywood avaient participé au financement de l'œuvre. Cependant le nom de Bernardo Bertolucci rassurait sur l'emploi qui avait pu être fait de la main américaine.

JEAN DE BARONCELLI. (Lire la suite page 16.)

(1) La première « époque » vient de sortir à Paris. La seconde sortira au mois d'octobre. On ne peut que regretter le temps qui va s'écouler entre la présentation des deux parties d'un film dont l'unité est évidente et qu'il faut voir dans son ensemble pour le juger. De plus, « 1900 » traduit fort mal le titre italien en ital dominant au pasteur et Balle Spinoza ? « Novecento » signifie le vingtième siècle.





## PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### Le numéro deux du Fath affirme que les Palestiniens sont prêts à faire de nombreuses concessions

Les affrontements et les bombardements se sont poursuivis jeudi 2 septembre à Beyrouth et dans la montagne libanaise. Le *Voix du Liban*, contrôlée par les Phalangistes, a annoncé que deux attaques lancées par les troupes palestino-progressistes dans la montagne avaient été repoussées. Les combats continuent également autour du port de Tripoli, dans le nord du pays, ainsi que dans le Sud-Liban, autour de la localité à majorité chrétienne de Jezine.

Dans une interview au quotidien *Kissling*, Corrie de Ser, Abou Ayad, numéro deux du Fath, affirme que les Palestiniens sont disposés à faire de nombreuses concessions, condition que les Syriens acceptent simultanément de retirer par étapes leur corps expéditionnaire. « Nous sommes prêts à évacuer nos troupes des montagnes, nous acceptons le plan de paix de la Ligue arabe, nous sommes prêts à rentrer dans les camps de réfugiés et à respecter le texte des accords signés au

Caire avec le gouvernement libanais, déclare-t-il, mais les Syriens doivent aussi cesser leur intervention. Si l'on n'arrête pas la machine de guerre, si l'on nous pousse au désespoir, on assistera alors à une extension sauvage de la guerre aux quatre coins du Liban ».

L'accord du Caire de 1969 réglementant la présence des Palestiniens au Liban est actuellement au centre des polémiques. Dans une déclaration à l'hebdomadaire conservateur *Al Sayyid*, M. Soliman Frangieh, président de la République en exercice, a affirmé que tout ce qui avait été noté sur cet accord n'était que « spéculations », car le texte est toujours secret. « Je peux révéler cependant », a-t-il dit, que le président Frangieh a déclaré que le nombre des Palestiniens autorisés à séjourner au Liban est celui correspondant au nombre de réfugiés enregistrés par l'U.N.R.W.A. soit environ cent vingt-cinq mille. M. Eddé, leader des chrétiens modérés, a démenti, dans une déclaration diffusée par radio progressive, les propos du chef de l'Etat. Selon lui, l'accord de 1969 prévoit en fait la liberté d'action des forces palestiniennes à partir du territoire libanais, et la possibilité pour eux de s'armer à volonté. Il a ajouté que « les dirigeants maronites qui combattent aujourd'hui les Palestiniens sont les mêmes qui avaient accepté l'accord du Caire ». M. Pierre Gemayel, chef des Phalangistes, a estimé quant à lui, jeudi, qu'il était temps de toute façon de « considérer l'accord libano-palestinien du Caire comme caduc à la suite de l'obstination des agresseurs palestiniens à n'appliquer aucune de ses clauses ».

M. Frangieh, jeudi, M. Raymond Eddé, que le gouvernement français a resté plus que jamais attaché à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Liban ».

● A PARIS, M. Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, a déclaré, en réponse au message que lui avait adressé M. Raymond Eddé, que le gouvernement français « reste plus que jamais attaché à la sauvegarde de l'unité et de l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Liban ».

● M. Imad Fakhri, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a informé jeudi 2 septembre l'U.R.S.S. que les récents articles de la *Pravda* sur le rôle des troupes syriennes à la frontière libanaise (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre) sont considérés par le Liban comme « une infraction dans les affaires intérieures de l'Egypte ».

M. Fakhri a également accusé l'U.R.S.S. de mener une « campagne » dans les capitales arabes.

## DIPLOMATIE

M. GISCARD D'ESTAING  
RECEVRA M. KISSINGER  
A PARIS LE 7 SEPTEMBRE

M. Giscard d'Estaing recevra le 7 septembre prochain, à 9 h. 30, le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, annonce-t-on à l'Elysée.

Cet entretien a été demandé par le secrétaire d'Etat américain, M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, y participera.

M. Kissinger arrivera à Paris après avoir séjourné les 4 et 5 septembre à Zurich, où il aura des entretiens avec le premier ministre d'Afrique du Sud, M. John Vorster.

LE QUAI D'ORSAY  
ESTIME « CHOQUANTES »  
LES METHODES  
DE GOUVERNEMENT  
DE PHNOM-PENH

M. Louis Jung, sénateur (Union centriste, Bas-Rhin) avait demandé, le 27 avril, au ministre des affaires étrangères s'il était en mesure de confirmer les informations parues dans la presse concernant la situation intérieure au Cambodge. Dans la mesure où les informations relatives au sort fait à une partie de la population (exécutions, brimades, vexations) seraient exactes, il lui demandait quel rôle le gouvernement comptait prendre pour qu'une commission d'enquête des Nations unies permette d'établir la vérité des faits ainsi rapportés.

Dans le *Journal officiel* du 2 septembre, le ministre répond : « Les informations sur la situation qui parviennent actuellement au Cambodge restent rares et fragmentaires, mais, si l'on écarte un certain nombre de récits contradictoires et controuvés, elles confirment que le peuple cambodgien connaît depuis plus d'un an une suite d'épreuves cruelles. Le sort de ce peuple, auquel nous attachons une ancienne et profonde sympathie, appelle d'autant plus notre sollicitude que les souffrances injustifiées imposées à une population par des méthodes de gouvernement brutales et chaotiques, sont toujours injustes. La suggestion de l'honorable parlementaire mérite considération et se trouvant à l'étude. Elle risque cependant d'être difficile à mettre en œuvre, dans la mesure où une telle commission ne pourrait se rendre au Cambodge qu'avec l'autorisation du gouvernement de Phnom-Penh ».

● Les Etats-Unis étaient arrivés à leurs tentatives d'abattre ou d'éloigner un arbre situé dans la zone démilitarisée de Corée du Nord, lorsque le 13 août, des responsables des départements d'Etat et de la défense déclarent que les Etats-Unis et la Corée du Sud de chercher à provoquer une guerre. Le 6 août, une équipe avait été envoyée pour abattre l'arbre. Elle avait dû se retirer après que des troupes nord-coréennes eurent demandé qu'elle laisse l'arbre intact. C'est alors que le commandement des forces de l'ONU avait décidé d'éloigner l'arbre au lieu de l'abattre. « Nous étions inquiets à ce sujet. De toute évidence, c'était un problème », a déclaré M. Abramowitz, secrétaire adjoint américain à la défense.

## AMERIQUES

Etats-Unis

### Le duel télévisé des candidats à la Maison Blanche risque d'être préjudiciable à M. Carter

De notre correspondant

Washington. — A moins d'une semaine de l'ouverture de la campagne électorale, qui s'ouvre traditionnellement le jour de la « fête du travail » (Labor Day, 1<sup>er</sup> septembre), les stratégies présidentielles envisagent maintenant sérieusement la possibilité pour le président Ford de répéter le « coup » de Truman en 1948, et de l'emporter en novembre, démentant ainsi pronostics et sondages.

Leur analyse indique clairement qu'en dehors du Sud, où M. Carter distancie très largement son concurrent, les deux hommes sont également populaires dans le reste du pays. Il n'est pas douteux que le président Ford a cessé d'être l'« underdog », le « locard », partant irrémédiablement battu dans la course électorale.

L'optimisme de la Maison Blanche se fonde aussi sur les difficultés récentes de la campagne de M. Carter. En effet, le candidat démocrate perd des points dès qu'il se trouve obligé de sortir des généralités du plan politique, dans lequel il s'est complu jusqu'à présent. Tant à propos de l'embargo sur les exportations de céréales que de l'avortement, de l'annulation des dettes du Vietnam, M. Carter a dû faire des déclarations qui ont provoqué de vifs remous et même des réactions négatives chez les fermiers, les anciens combattants et, plus encore, les électeurs catholiques qui jouent un rôle important dans certains Etats industriels.

Mais surtout les responsables de la campagne présidentielle estiment, à tort ou à raison, que M. Carter n'a pas réussi à capter l'imagination, encore moins à provoquer l'enthousiasme du grand public, de la rousse des électeurs flottants qui hésitent à confier les responsabilités suprêmes à ce personnage nouveau et inexpérimenté. Ils ont, en outre, expérimenté que le président en exercice, apparemment, il est assez difficile à M. Carter de guider l'hétéroclite coalition du

parti démocrate, qu'un président de frapper les éléments conservateurs d'un parti républicain plus homogène mais dont l'unité n'est sortie indemne de la convention de Kansas-City qu'en se repliant désolé avec les positions de droite.

En outre, sa qualité de président « excentrique » assure à M. Ford des avantages certains. Il occupe la devant de la scène et il est en mesure de se mettre en vedette par des initiatives spectaculaires, comme le serait, par exemple, un éventuel « sommet » avec M. Brejnev, plus facile à organiser maintenant que M. Brejnev a été éliminé. Enfin, comme l'écrit le journaliste Joseph Kraft, ses faiblesses, ses maudissements, ses balourdises, tant verbales que physiques, représentent finalement un atout auprès de très nombreux électeurs qui se retrouvent plus et peut-être mieux dans ce personnage familier que dans M. Carter dont les humbles sur Dieu, la famille et le pays, déconcertent.

Le « Jerry and Jimmy show »

Les débats télévisés mis au point après de laborieuses tractations entre les deux camps, acquièrent dans ces conditions beaucoup d'importance, surtout pour M. Carter. Le « Jerry and Jimmy show », comme on l'appelle déjà, doit, en effet, avoir un impact plus grand sur l'électeur que le débat Kennedy-Nixon de 1960, ne serait-ce qu'en raison de l'opposition sensible du nombre des électeurs qui ne réclament d'aucun des deux grands partis. D'autre part, le spectacle devrait révéler l'intérêt encore sommeillant des électeurs envers deux candidats qui, de toute évidence, n'ont pas réussi à les galvaniser.

L'épreuve s'annonce plus délicate pour M. Carter, qui préfère jouer de son charme dans le

contact direct avec les électeurs plutôt que d'affronter l'immense audience invisible de la télévision. Selon toute vraisemblance, le candidat démocrate entend mener la « campagne de papa », qui lui a si bien réussi dans les primaires. Il a déjà annoncé qu'il voulait rencontrer les humbles, s'asseoir aux tables de réfectoires, plutôt que de recevoir les personnalités politiques. Et finalement il va revenir à la formule du train spécial facilitant le contact direct au cours de nombreux arrêts, et devenue cependant désastreuse avec le développement de la télévision.

M. Carter ne pouvait cependant ignorer la puissance du médium. Le débat télévisé lui donne l'occasion de faire preuve de ses capacités et surtout de se dégager du vague et de l'ambiguïté de sa pensée. Jusqu'à présent, sa personnalité semble passer moins bien sur le petit écran que dans la rue. Son talent d'orateur est limité, ses réponses sont parfois confuses et imprécises ; il donne souvent l'impression de ne pas posséder son sujet. Enfin, au départ, le débat télévisé favorise le président supposé avoir une connaissance plus approfondie des problèmes.

S'adressant à un président en exercice, M. Carter se doit, vis-à-vis de la masse des électeurs impressionnés par la fonction, d'observer une certaine modération dans ses critiques du chef de l'Etat. Néanmoins, il a relevé le défi et compte utiliser au maximum le délai de trois semaines obtenu par ses amis (M. Ford voulait engager le débat immédiatement sur le sujet de la défense nationale, où il se sent fort) pour lui permettre de bien préparer la discussion. Mais, contrairement à M. Ford, il n'a pas l'intention de choisir un partenaire qui, au cours de « répétitions », lui donnerait la réplique, l'entraînant à encaisser et à donner les coups.

HENRI PIERRE.

## A travers le monde

### Allemagne fédérale

● M. WALTER STORSEL, actuellement ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, a été nommé jeudi 2 septembre ambassadeur à Bonn. Il remplacera M. Hillenbrand, qui demeurera en fonction jusqu'après les élections en R.F.A. le 3 octobre prochain.

### Argentine

● LA SOUS-COMMISSION DES NATIONS UNIES chargée de la lutte contre les mesures discriminatoires, a adopté le 31 août à Genève, une résolution relative à l'Argentine. Elle s'y déclare « profondément préoccupée par les renseignements qu'elle reçoit et dont il semble ressortir que les droits fondamentaux de l'homme et les libertés fondamentales (y) sont actuellement menacés », notamment en ce qui concerne les réfugiés latino-américains. Elle exprime « l'espoir que les normes internationales (y) seront respectées ».

### Pakistan

● LE PAKISTAN a catégoriquement démenti, jeudi 2 septembre, l'information publiée par l'hebdomadaire américain *Aviation Week*, selon laquelle M. Shuhro aurait accepté de renouer la construction d'une usine française de traitement de déchets nucléaires en échange de la livraison de cent dix avions de combat A-7 (le Monde du 2 septembre). Islamabad confirme, en revanche, que le premier ministre pakistanais a refusé de céder aux pressions américaines.

### Paraguay

● LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, dans un rapport présenté le 2 septembre à New-York, a accusé le gouvernement du Paraguay de procéder à des arrestations massives et arbitraires et d'utiliser systématiquement la torture. De cinq cents à mille cinq cents personnes ont été arrêtées au cours des dix-huit derniers mois. Plusieurs prisonniers ont « disparu » ou ont été tués.

### Seychelles

● L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE A APPROUVE jeudi 2 décembre, par 24 voix contre 1, un projet de loi instituant le français comme langue officielle au même titre que l'anglais.

## ASIE

### Chine

#### LES SEQUELLES DU SEISME DE TANG-CHAN

### « Le Quotidien du peuple » dénonce les actes de saccage et de pillage

Pékin (A.F.P.). — Pour la première fois depuis le tremblement de terre du 28 juillet à Tang-Chan, la presse chinoise a révélé, jeudi 2 septembre, l'existence de pillages et de saccages dans la zone sinistrée, et a réclamé la répression des contre-révolutionnaires. Dans son discours de mercredi le premier ministre, M. Hua Kuo-feng, avait dénoncé « les ennemis de classe engagés dans des opérations de sabotage » et réclamé leur châtiment conformément à la loi (le Monde du 3 septembre). Jeudi, le *Quotidien du peuple* écrivait : « Il faut fustiger les ennemis de classe dans leurs activités de sabotage, punir les contre-révolutionnaires et ceux qui se livrent aux bagarres, au saccage et au pillage. »

Cependant, dans sa traduction en anglais de l'édition de Chine nouvelle n'a pas repris cette phrase. Le *Quotidien du peuple*, après M. Hua Kuo-feng, mercredi, fait plus seulement référence, comme par le passé, à « une poignée d'ennemis de classe », mais aux « ennemis de classe ». D'autre part, alors que M. Hua Kuo-feng

avait seulement fait une allusion rapide à la lutte contre la ligne « révisionniste » de M. Teng Hsiao-ping, l'édition s'étend longuement sur la critique des idées de l'ancien vice-premier ministre, et ajoute : « En critiquant Teng Hsiao-ping, on persévère dans la ligne révolutionnaire du président Mao, on maintiendra la juste orientation de la lutte contre les séquelles du séisme et on secourra les sinistrés avec davantage de conscience. »

L'organe du parti conclut en soulignant que « si faut fustiger les ennemis de classe dans leurs activités de sabotage », on donne en exemple la Chine toute entière. « L'esprit révolutionnaire » des populations sinistrées qui ont « fait preuve de bravoure dans la production, de développer l'économie et d'atteindre les objectifs du plan économique national pour cette année ».

C'est la seconde fois que la presse émette ces déclarations, la nécessité de réaliser le plan pour 1976, ce qui illustre l'importance des difficultés économiques engendrées par le séisme.

#### Un témoignage français

### UN VASTE MOUVEMENT DE SOLIDARITE

M. Maurice Monge, qui se trouvait à Tang-Chan, en Chine, lors du séisme du 28 juillet, à la tête d'un groupe de vingt-trois Français appartenant aux Amis de la Chine (français-chinois) et dont un membre a été tué, nous adresse son témoignage.

Quatre heures après la secousse principale qui a rasé la ville, tous les habitants valides, au moins six cent mille, sont habillés de neuf. Les paysans des environs quittent leurs champs, où ils sont en sécurité, pour venir à la ville, en longues files, apporter leur production de melons, de tomates, de pastèques et la distribuent aux sinistrés. Toutes les communications sont coupées. Jamais une bureaucratie délinquante et autoritaire, selon l'expression de M. Pablo de la Higuera dans son « Au jour le jour » du Monde du 26 août, n'aurait pu provoquer un tel mouvement de solidarité.

En dehors des vingt-deux membres de mon groupe, il ne peut y avoir de témoignage direct de source française sur ces faits.

Avec un ami du groupe resté avec moi à Pékin pendant deux

### LE CHEF DE L'ETAT SAMOAN EN VISITE OFFICIELLE A PEKIN

Pékin (A.F.P.). — Le chef de l'Etat des Samoa occidentales, Son Altesse Malietoa Tanumafili, est arrivé à Pékin, pour une visite officielle d'environ une semaine. Le chef de l'administration néo-zélandaise, le premier chef d'Etat étranger à être reçu en Chine depuis le tremblement de terre de Tang-Chan — a été accueilli par le premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, le ministre des relations économiques avec les pays étrangers, M. Fang Yi, et le vice-ministre des affaires étrangères, Mme Wang Hui-jung. Un protocole de coopération économique entre les deux pays pourrait être signé.

Le voyage du chef de l'Etat samoan s'inscrit dans le vaste contexte de la rivalité entre Grands dans le Pacifique, et notamment dans la zone méditerranéenne. Pékin avait dénoncé en septembre 1975 « l'expansionnisme » soviétique en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Monde du 2 septembre 1975). Le ministre des affaires étrangères de ce pays avait d'ailleurs visité la Chine peu de temps auparavant, mais il s'est aussi rendu à Moscou cette année.

La polémique a repris au début de cet été lorsque l'ambassadeur d'U.R.S.S. en Nouvelle-Zélande s'est rendu à Tonga pour établir les relations diplomatiques avec ce royaume, a été reçu par le monarque et lui a offert l'assistance technique de son pays : un aéroport international serait modernisé, ainsi que le port, et il fut aussi question de l'exploitation de pêcheries. M. Muldoon, chef du gouvernement conservateur néo-zélandais, réagit sévèrement à la nouvelle : Canberra et Washington s'inquièrent aussi. En juin, alors qu'il visitait les Samoa Occidentales, qui fêtaient le quarantième anniversaire de leur indépendance, le chargé d'affaires chinois aux Iles Fidji dénonça les ingérences soviétiques dans la région — il faisait allusion aux relations entre Tonga et Moscou — et assura que l'U.R.S.S. « veut pas tel pour aider, mais pour contrôler ».

● LE CONSEIL ECONOMIQUE DES SOLIDES lance un appel au président Park Chung Hee pour qu'il accorde une amnistie aux dix-huit opposants emprisonnés à la fin d'août en Corée du Sud.



150

# AFRIQUE

## La politique américaine en Afrique

(Suite de la première page.)  
Entre-temps, rien ou presque n'a été fait pour empêcher les pourparlers de paix de Salisbury — dernière chance d'une solution pacifique — de s'effondrer en 1975.

### Une « structure interne injuste »

Aujourd'hui la ligne est mieux tracée, au moins en ce qui concerne le diagnostic. Comme il l'a expliqué le 31 août à Philadelphie, M. Kissinger établit une nette distinction entre la Namibie et la Rhodésie, d'une part, où régnent des « structures coloniales », la République Sud-Africaine d'autre part, dont le gouvernement doit, lui, être considéré comme « africain », bien qu'il soit doté d'une « structure interne injuste... qui doit être changée ».

Franchissant un pas de plus depuis son discours de Lusaka, en avril dernier, le secrétaire d'Etat proclame en effet, au grand dam de M. Vorster, que « l'Afrique du Sud doit venir, elle aussi, à la loi de la majorité », même si c'est « par une voie différente de ce qu'elle sera en Namibie et en Rhodésie ». Il faut dire qu'entre-temps les émissaires de Soweto et d'ailleurs ont montré que l'accélération de l'histoire n'épargnait pas le royaume de l'apartheid. Là encore, la diplomatie américaine s'est contentée de suivre l'événement, d'un peu plus près que par le passé, il est vrai.

Mais les actions concrètes proposées risquent, elles aussi, d'être vite délaissées. Le secrétaire d'Etat se borne à préconiser des transitions pacifiques ménageant les droits des communautés blanches, même si celles-ci sont dans une minorité, en second lieu, à chercher à améliorer les positions des Etats-Unis auprès des gouverne-

ments des pays de la « première ligne » des combats à venir : Zambie et Tanzanie, notamment. Cela ne va pas très loin, car l'heure de la négociation est passée pour la Rhodésie et peut-être aussi pour la Namibie, malgré la promesse d'indépendance en fin de mandat, dans un délai d'un peu plus de deux ans. Les ressources de la diplomatie aux-quelles le secrétaire d'Etat fait appel sont limitées d'autant.

Il n'a pas grand-chose d'autre à faire. Le but premier de Washington, quel qu'en disent les responsables, ne peut pas être de lutter activement contre l'apartheid, ni même contre les autres régimes de domination blanche dans la région. D'une part, parce que les Etats-Unis et les autres puissances occidentales se sont très bien accommodés de leur maintien jusqu'à présent, ensuite parce qu'ils ne pourront jamais mettre à cette tâche la même ardeur que les pays d'Afrique noire ou du camp socialiste. Trop d'intérêts économiques s'y opposent, et aussi une sorte de solidarité de race et de civilisation non exprimée. Même si les vingt-cinq millions de Noirs américains sont appelés à peser sans doute davantage que par le passé sur la définition de la politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique (M. Carter, notamment, a des idées sur la question), le homme partie de l'opinion américaine n'est pas prête à pousser les Blancs au sacrifice, encore moins à les pousser à l'indépendance et les violences dont ces derniers risquent de souffrir à leur tour.

Dans ces conditions, il s'agit plutôt pour Washington de baliser les débats, et surtout d'empêcher les Soviétiques d'investir la région à la faveur des événements. On retrouve là une préoccupation classique de la diplomatie américaine, plus que jamais d'actualité après ce que s'est passé en Angola.

Les perspectives de succès ne sont pas précisément brillantes à cet égard. Les Etats-Unis seront sans doute conduits à manifester une sympathie croissante aux mouvements de guérilla de Rhodésie, de Namibie et du jour d'Afrique du Sud, ils n'ont pas, à moins d'une révision drastique, l'habitude de soutenir de telles luttes armées. Mais, à l'inverse, les Etats-Unis ont une certaine confusion à l'entre-tenir autour de cette rencontre dominicale, M. Ford Brown, porte-parole du département d'Etat, avait tout d'abord indiqué que les conversations seraient interrompues dimanche. M. Kissinger profitant de cette pause pour se rendre en Allemagne. Puis, revenant sur ses déclarations, M. Brown a précisé que la séance de pourparlers de dimanche serait remplacée par un déjeuner. Du côté sud-africain, on affirme que M. Vorster souhaitait, en raison de ses convictions religieuses, respecter le repos dominical.

Ces hésitations sur l'ordre du jour de Zurich semblent participer d'une petite « guerre des nerfs » diplomatique. M. Vorster aurait notamment voulu que les conversations soient interrompues dimanche, M. Kissinger profitant de cette pause pour se rendre en Allemagne. Puis, revenant sur ses déclarations, M. Brown a précisé que la séance de pourparlers de dimanche serait remplacée par un déjeuner. Du côté sud-africain, on affirme que M. Vorster souhaitait, en raison de ses convictions religieuses, respecter le repos dominical.

Ces hésitations sur l'ordre du jour de Zurich semblent participer d'une petite « guerre des nerfs » diplomatique. M. Vorster aurait notamment voulu que les conversations soient interrompues dimanche, M. Kissinger profitant de cette pause pour se rendre en Allemagne. Puis, revenant sur ses déclarations, M. Brown a précisé que la séance de pourparlers de dimanche serait remplacée par un déjeuner. Du côté sud-africain, on affirme que M. Vorster souhaitait, en raison de ses convictions religieuses, respecter le repos dominical.

● A New-York, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, qui présentait jeudi son rapport annuel, a estimé que « les éléments potentiels d'une catastrophe en Afrique australe étaient rassemblés ».

● Au Cap, le quartier commercial a été jeudi le théâtre de violentes échauffourées entre les forces de l'ordre et trois mille manifestants noirs. Dans un quartier périphérique, un métis a été tué par la police. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

rompu avec le Kremlin après avoir traversé une période de forte dépendance, doit inciter à la prudence. Un succès est rarement total, comme le montre aujourd'hui la poursuite de la guérilla en Angola, malgré la présence prolongée des troupes cubaines. En outre, l'U.R.S.S. et ses alliés ne retrouveront pas toutes les conditions à leur idéalisme qui ont permis leur intervention dans ce pays l'an dernier.

Certaines d'entre elles resteront : notamment le refus des Etats-Unis de s'engager activement en envoyant à leur tour des troupes, ainsi que la présence d'un ennemi pour ainsi dire idéal, des régimes racistes ou coloniaux placés au ban de l'opinion africaine et mondiale. En revanche, l'intervention massive des Soviétiques en Angola n'a été possible que parce que les mouvements nationalistes étaient divisés. C'est précisément parce que le M.P.L.A. était trop faible pour remporter la victoire à lui tout seul qu'il a fallu lui prêter main-forte en envoyant des contingents cubains. Dans des conditions « normales », si l'on peut dire, les mouvements nationalistes ont besoin d'armes et d'instructeurs, non de troupes étrangères pour mener leur combat. A l'égard de la Chine, d'une intervention extérieure paraissent plus favorables en Namibie, où la SWAPO n'a pas pu encaisser toute la population, et en Rhodésie, où un commandement unique a été créé et dont le territoire n'est, par ailleurs, pas directement menacé de l'Angola.

### La rivalité soviéto-chinoise

Un autre facteur à considérer sera la rivalité soviéto-chinoise, qui a joué sans doute dans les événements d'Angola un rôle au moins aussi important que le désir de Moscou de marquer un point contre les puissances occidentales : c'est, entre autres raisons, parce que la Chine avait, en 1974, de bonnes positions auprès du Front du Mozambique, du F.N.L.A. en Angola, ainsi qu'en Zaire, qui est resté encore un pays neutre. L'estime nécessaire de frapper un grand coup. Mais, à l'encore, tout dépendra de la cohésion des mouvements nationalistes. Les divisions internes, surtout les interventions extérieures, dans la mesure où chaque faction est tentée de chercher ailleurs une aide d'autant plus importante que ses forces sont plus faibles.

On comprend donc que le soulèvement de la plupart des dirigeants africains soit pour une fois partagé par M. Kissinger : consolider l'unité des mouvements nationalistes afin de faire apparaître des dirigeants capables d'assurer la transition la moins désordonnée possible et tenir leur pays à l'écart des luttes des Grands. Compte tenu de ces moyens d'action, la diplomatie américaine a-t-elle remporté un succès presque inespéré si elle parvenait, au cours des dix prochaines années, à limiter l'influence soviétique dans la région au niveau où elle se trouve aujourd'hui. Au regard d'une telle entreprise, le sort du régime de M. Smith, et même de celui de Vorster, ne pèse pas d'un grand poids.

MICHEL TATU.

## DURS LENDEMAINS DE VICTOIRE

### III. — Cinq ans d'instabilité

L'Angola, cruellement éprouvé par la guerre, subit encore une guérilla, menée surtout par l'UNITA, et reste en mauvais termes avec ses voisins du Zaire et de la Zambie, sans parler de l'Afrique du Sud. Pour réaliser l'immense tâche de reconstruction nationale, Luanda dispose d'atouts naturels — dont le pétrole et le café — mais souffre gravement de l'effondrement de la production et de la désorganisation des transports. Le M.P.L.A. a décidé de « réprimer le sabotage économique » et freine sévèrement les revendications de salaires — irréalistes. — (Le Monde — des 2 et 3 septembre.)

De notre envoyé spécial  
RENÉ LEFORT

Un nouveau slogan a fait, en effet, son apparition sur les murs des bidonvilles : « A bas le gouvernement blanc, à bas le gouvernement multicolore, vive le Black power. »

Un deuxième criant au sein du M.P.L.A. se veut plus réaliste. L'un de ses membres nous expose son analyse : « On ne peut pas modifier les rapports de production tant qu'on ne produit rien du tout ; il faut d'abord remettre tout le monde au travail. La petite bourgeoisie est la seule à connaître toutes les ficelles de l'administration. Elle nous est indispensable, même si nous devons étroitement la contrôler. L'extrême gauche est une force insignifiante et retrouvera sa place dans le mouvement le jour où elle aura compris qu'on ne peut pas brûler les étapes. » Les chefs historiques du M.P.L.A., dont de nombreux méritent, au moins pour leur part, d'être considérés comme des révolutionnaires, ne se contentent pas de dire cela. Ils ont fait, à leur tour, à la guerre n'est pas finie » et il faut continuer à rassembler toutes les forces dans un « large front ».

Les Cubains présentent dans ce débat politique ? Ils continuent à jouer en Angola un rôle primordial dans la réorganisation des forces armées et dans la lutte anti-guérilla, bien qu'on leur ait retiré le pouvoir pour cette dernière activité. Tout le monde, à commencer par les combattants angolais, leur reconnaît d'ailleurs une compétence militaire et une discipline qui font accepter aisément leur présence. Dans les entreprises, où ils semblent assumer de plus en plus souvent des fonctions techniques, leur assiduité et leur discipline tranchent sur le laisser-aller dans lequel les ouvriers se sont parfois

installés. Le premier ministre a fait allusion pour la première fois à cette situation lors d'une visite de la fazenda « Tentativa », où travaillent une cinquantaine de conseillers cubains.

Les Cubains se retirent-ils graduellement du pays ? On ne possède à Luanda aucune preuve de cette information, mais depuis sa fondation, le M.P.L.A. s'est toujours battu pour sauvegarder son indépendance malgré le besoin vital d'une aide étrangère. On sait, en revanche, que les Cubains soutiennent sans ambiguïté l'équipe angolaise au pouvoir. La position soviétique ne semble pas aussi limpide, et le président Neto, en déclarant récemment : « Nous ne comprenons pas l'inter-nationisme prolétarien, comme une dépendance », semblait bien viser Moscou, qui s'est toujours mal accommodé de son intran-sigeance.

Dans un pays immense et sous-développé, sorti ravagé de la guerre, les dirigeants avouent qu'ils manquent cruellement d'expérience. L'ordre colonial s'est effondré dans des conditions particulièrement brutales. Les différents groupes sociaux, sur un vieux fond de divisions ethniques, prennent lentement conscience de leurs intérêts particuliers et cherchent à définir leur place dans le nouvel Etat. Le bouleversement est trop profond pour ne pas se refléter au sein du M.P.L.A. celui-ci doit-il donc mener une ligne politique précise et un programme rigoureux ? Pour M. Agostinho Neto, qui tout le monde appelle familièrement « le vieux », le bouillonnement actuel témoigne d'un dynamisme qu'il ne faut pas briser. Il confie récemment qu'il se souvient de la révolution cubaine, qu'il n'est pas mieux à même de porter un tel jugement.

FIN

### Témoignage

## J'ai retrouvé Savimbi...

par DOMINIQUE DE ROUX (\*)

M. Dominique de Roux, qui a rencontré, le mois dernier, en Angola, M. Savimbi, président de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), nous raconte son retour au pays où il a pu voir de près l'homme qui dirigeait une guérilla active (voir l'article de René Lefort dans le Monde du 2 septembre), nous a adressé le témoignage suivant.

J'ai retrouvé Savimbi tel qu'avant le 25 avril 1974, dans la pénombre de la forêt angolaise, au sud du fleuve Lingue Bungo, à peu près là où il menait la guérilla contre les Portugais.

Le 10 février 1976, l'UNITA, battus militairement par les forces castristes, dont les chefs étaient le dernier retenu par le régime de Gênes, abandonna Huambo, sa capitale, refugiant en désordre jusqu'à la frontière namibienne, de se ressaisir et de continuer la guerre par d'autres moyens, comme avant la décolonisation.

Rencontre Savimbi, aujourd'hui, c'est suivre l'UNITA dans ses déplacements, le long du fleuve, jusqu'au plateau de Blé, qui se maintient aux environs de 1.200 mètres d'altitude, couvert de forêts disséquées par de nombreux petits fleuves. Une région traditionnellement fidèle à Savimbi.

Dans cet espace immense où les Ovimbundu forment l'essentiel de la population d'Angola, plusieurs milliers de « soldats au coq noir » (1) sont retournés à la guérilla, profitant à nouveau de cet avantage, insaisissable, comme autrefois.

Savimbi connaît toutes les portes secrètes de la forêt, se déplaçant sans cesse, son entourage se compose d'une dizaine de personnes, à l'épave, choisissant la liane où ses hommes et lui feront sauter le convoi qui avance entre Luso et Silva Porto sur la ligne du chemin de fer de Benguela, qui n'a pu ensuite être rouvert.

Il a bon moral. Il n'a jamais été si heureux. Il a retrouvé son élément, resserré les rangs de l'UNITA, fait jaillir une meilleure sève de la défaite et il profite de cette troisième guerre pour former dans le combat des cadres politiques qui, demain, la paix revenue — mais pas la paix hostile et trompeuse — reconstruiront le pays avec les deux autres parties, M.P.L.A. et F.N.L.A. Ne sont-ils pas séparés aujourd'hui ? La lutte rend solidaire ! Et l'Angola est un tout au-delà des idéologies. Un jour où l'autre un même nationalisme les unira tous. UNITA ne veut-il pas dire :

(1) Emballage de l'UNITA.

### UNE CERTAINE CONFUSION A PRÉLUDE AUX ENTRETIENS VORSTER-KISSINGER

L'ordre du jour des entretiens de Zurich entre MM. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, et John Vorster, premier ministre sud-africain, comportera deux demi-journées de travail — samedi après-midi 4 septembre et lundi matin 5 — et un déjeuner — samedi 4 septembre — dimanche. Une certaine confusion a été entretenue autour de cette rencontre dominicale, M. Ford Brown, porte-parole du département d'Etat, avait tout d'abord indiqué que les conversations seraient interrompues dimanche. M. Kissinger profitant de cette pause pour se rendre en Allemagne. Puis, revenant sur ses déclarations, M. Brown a précisé que la séance de pourparlers de dimanche serait remplacée par un déjeuner. Du côté sud-africain, on affirme que M. Vorster souhaitait, en raison de ses convictions religieuses, respecter le repos dominical.

Ces hésitations sur l'ordre du jour de Zurich semblent participer d'une petite « guerre des nerfs » diplomatique. M. Vorster aurait notamment voulu que les conversations soient interrompues dimanche, M. Kissinger profitant de cette pause pour se rendre en Allemagne. Puis, revenant sur ses déclarations, M. Brown a précisé que la séance de pourparlers de dimanche serait remplacée par un déjeuner. Du côté sud-africain, on affirme que M. Vorster souhaitait, en raison de ses convictions religieuses, respecter le repos dominical.

● A New-York, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, qui présentait jeudi son rapport annuel, a estimé que « les éléments potentiels d'une catastrophe en Afrique australe étaient rassemblés ».

● Au Cap, le quartier commercial a été jeudi le théâtre de violentes échauffourées entre les forces de l'ordre et trois mille manifestants noirs. Dans un quartier périphérique, un métis a été tué par la police. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

## COMBATS POUR L'ORDRE FINANCIER

(1925-1972)  
Il s'agit du titre d'un ouvrage de 480 pages, écrit par Jacques Rueff en 1972, en vente chez Plon.

### SORTIR DE L'INFLATION

en moins de 40 pages, écrit par Jacques Rueff, l'inflation fait de la renaissance l'instrument nécessaire de la sauvegarde des niveaux de vie. Bien plus que l'enseignement marxiste, elle engendre la lutte des classes et mène le monde à la ruine.

Et il faut comprendre que l'inflation est la conséquence de la mauvaise gestion des finances publiques !

Dans les images de mon ouvrage postérieures au 23 août 1976, je consacre une page à décrire les trois moyens à adopter pour SORTIR DE L'INFLATION.

Ce sont, d'une part, ceux qu'a indiqués Jacques Rueff, d'autre part, ceux qu'il n'a pas indiqués. En résumé, c'est un parti MANUEL POUR LES PARFAITS MINISTRES DES FINANCES.

Voici déjà 15 ans que je m'emploie vainement à instruire ces ministres. Peut-être se trouvera-t-il parmi mes lecteurs des électeurs qui auront fait valoir cet ouvrage auprès des députés et auprès des sénateurs, qui réussiront à influencer la législation dans le sens logique qui m'a toujours été celui des gouvernements français. Voir notamment l'ouvrage d'Alfred Sauvy, intitulé « De Léon Blum à Charles de Gaulle », et l'ouvrage de Jacques Rueff, qui s'arrête à Valéry Giscard d'Estaing.

J'envoie mon Ouvrage par poste, moyennant une participation de 30 francs, versément à l'avance, par chèque ou par chèque postal 3 votes. Cet Ouvrage n'a pas de Copyright. Reproduction autorisée.

Emile JORIS, ex-Chef d'entreprise, 7, rue d'Anjou, 75006 Paris.

C.C.P. PARIS 1030-11

Téléphone : (1) 265-58-76

A ses lecteurs qui vivent hors de France

## Le Monde

présente une Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

ison Blanche  
Carter

A travers  
le monde

amagno fédéré

Argentine

Pakistan

Paraguay

Seychelles



# EUROPE

## Grande-Bretagne

APRÈS UNE ENQUÊTE DEMANDÉE PAR DUBLIN

### La Commission européenne des droits de l'homme accuse les Britanniques d'avoir pratiqué la torture en Ulster en 1971

De notre correspondant

Belfast. — Dans un rapport rendu public le jeudi 2 septembre, la commission européenne des droits de l'homme accuse le gouvernement britannique d'avoir torturé des détenus en Irlande du Nord, en août 1971, et d'avoir autorisé des mauvais traitements par l'armée et la police, lors d'interrogatoires de prisonniers pendant l'automne de cette année. L'internement sans procès avait été introduit par l'ancien premier ministre d'Ulster, M. Brian Faulkner, le 9 août 1971 (grâce à l'article 12 du Special Powers Act d'Irlande du Nord de 1922), à la suite d'une grave dégradation de la situation dans la province. Aussitôt, des témoignages révélant que des internés avaient été brutalisés et torturés par les troupes britanniques et la police nord-irlandaise. Dès le 18 août, le gouvernement de M. Lynch faisait savoir à Dublin qu'il demanderait une enquête sur le traitement des prisonniers et des internés à la commission européenne des droits de l'homme. Le 16 décembre 1971, le République d'Irlande déposait à Strasbourg une série de plaintes contre la Grande-Bretagne, accusant celle-ci d'avoir violé la convention européenne des droits de l'homme; la commission n'a adopté son rapport que le 25 jan-

vier 1976. Le 10 mars dernier, le gouvernement irlandais décidait de porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme. Le rapport de la commission est un document détaillé et complexe de cinq cent soixante-trois pages, il est divisé en trois parties qui étudient successivement l'internement sans procès, le traitement des internés, et la nécessité de maintenir les libertés fondamentales.

● **L'internement sans procès** : la commission conclut que les mesures d'internement étaient dictées par les besoins de la situation et qu'elles ne constituaient pas une violation de la convention des droits de l'homme; en ce qui concerne la discrimination pratiquée lors des arrestations, la commission considère que l'IRA (Armée républicaine irlandaise) n'était pas, en 1971, la seule organisation extrémiste en Ulster, mais que la violence organisée par les loyalistes était minimale comparée à celle de l'IRA. La commission a trouvé cependant que les autorités d'Irlande du Nord avaient en fait pratiqué une distinction entre les loyalistes et les républicains. Cette discrimination était justifiée, d'après la commis-

sion, qui estime que la détention et l'internement furent appliqués de la même façon pour les deux camps extrémistes à partir du 5 février 1972.

● **Le traitement des détenus** : les différentes méthodes d'interrogatoire « poussées » ayant été officiellement abandonnées après la publication en Grande-Bretagne des rapports Compton et Parker (en novembre 1971 et mars 1972), le gouvernement britannique avait demandé que la commission n'exprime pas d'opinion sur les techniques de désorientation sensorielle. Le 2 mars 1972, aux Communes, le premier ministre britannique, M. Edward Heath, avait annoncé que ces méthodes seraient bannies, mais que « l'interrogation en profondeur » serait maintenue. Il n'avait cependant pas expliqué ce que cette expression vague recouvrait.

La commission examine en détail les cinq techniques de désorientation sensorielle pratiquées en Ulster lors des interrogatoires : 1) rester immobile, debout, face au mur, appuyé sur les doigts pendant plusieurs heures; 2) avoir été enfoncé dans un sac noir; 3) être soumis à un bruit persistant et strident; 4) être privé de sommeil; 5) être privé de nourriture et de boisson.

La commission conclut que ces techniques sont une infraction à l'article 3 de la convention et constituent une torture. Elle souligne que les policiers ou les membres de l'armée britannique n'ont fourni aucun témoignage à ce sujet et que Londres avait ordonné à ces témoins de ne pas répondre aux questions concernant les cinq techniques et portant sur un « séminaire » tenu en avril 1971 en Ulster, où ces méthodes avaient été enseignées oralement à des membres de la police nord-irlandaise par des officiers de l'Intelligence Service britannique.

En ce qui concerne les mauvais traitements et les brutalités infligés aux détenus, la commission note que quatre cent soixante-treize d'entre eux ont déjà reçu des indemnités, ce qui, bien que n'étant pas une preuve formelle, permettrait cependant « de tirer certaines conclusions ». La commission s'est penchée essentiellement sur les faits de l'automne 1971, et n'a retenu que seize cas « typiques » de personnes interrogées pour fonder son opinion. La commission considère que la torture a été pratiquée systématiquement, et « que les supérieurs des différents officiers chargés des interrogatoires étaient informés de ces méthodes ».

● **La nécessité de maintenir les libertés fondamentales** : le rapport conclut que d'importantes mesures ont été prises par la Grande-Bretagne pour la sauvegarde de ces droits, dans le cadre de la situation exceptionnelle existant en Ulster, et souligne que le gouvernement britannique est prêt à indemniser tous ceux qui ont été victimes de brutalités aux mains des autorités. Mais le gouvernement irlandais n'avait pas considéré ces mesures comme satisfaisantes, un « arrangement à l'amiable » n'aurait pas été possible.

## U.R.S.S.

Vers le remplacement de M. Kossyguine ?

### M. Tikhonov est nommé premier vice-président du gouvernement

Moscou. — Par décret du présidium du Soviet suprême, M. Nicolas Tikhonov, vice-président du conseil depuis 1965, a été nommé, le 2 septembre, premier vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. Depuis 1973, lorsque M. Polanski fut nommé à l'agriculture, M. Kossyguine n'avait qu'un seul « premier adjoint » : M. Cyrille Mazourov.

Cette nomination (qui renoue avec une vieille tradition) a relancé les rumeurs sur l'aggravation de l'état de santé de M. Kossyguine (dont on a remarqué l'absence lors du départ de M. Brejnev pour Alma-Ata). En effet, habituellement, c'est lors de sa session bi-annuelle que le Soviet suprême ratifie d'éventuels remaniements du gouvernement. La hâte avec laquelle M. Tikhonov, qui est âgé de soixante et onze ans, spécialiste de l'industrie (comme M. Mazourov) et membre du comité central depuis 1965, a été désigné pourrait s'expliquer par la crainte de voir une vacance du pouvoir à la tête du gouvernement soviétique. A moins que M. Mazourov ne soit bientôt appelé à d'autres fonctions ou sein du bureau politique, dont il est membre de plein droit depuis onze ans.

D'autre part, M. Leonid Brejnev a quitté Moscou le 2 septembre pour Alma-Ata, où, selon l'agence Tass, le secrétaire général du parti communiste soviétique doit participer à une réunion des responsables du parti et de l'économie du Kazakhstan. L'annonce de cette visite a quelque peu surpris à Moscou, d'abord parce que

(Né en 1903 en Ukraine, M. Tikhonov, mécanicien de profession, a été rapidement directeur d'une usine métallurgique à Dnepropetrovsk, dans la région orientale de l'U.R.S.S. Dans les années 50, il fut ministre de l'Industrie et, en 1963, devint vice-président du Soviet suprême. Après l'arrivée de M. Khrouchchev, il devint, en 1965, l'un des vice-présidents du conseil des ministres.)

Au cours de cette enquête, le gouvernement britannique a fait valoir que les techniques d'interrogatoire incriminées n'étaient plus utilisées, et que, le 5 décembre 1978, l'internement administratif avait été supprimé en Ulster (mais les lois permettant sa réintroduction existent toujours).

On peut s'étonner de l'acharnement de Dublin à première vue, l'attitude du gouvernement irlandais d'aujourd'hui semble la même que celle du gouvernement de M. Lynch en 1971, année particulièrement mauvaise pour les relations entre les deux pays. En fait, si les travaillistes en Grande-Bretagne ont mis fin à l'internement et palent les pots cassés par les conservateurs, Dublin tient, lui, à poursuivre une ligne purement juridique qui ne s'apparente pas aux intentions « revanchardes » de M. Lynch. Le gouvernement de M. Cosgrave cherche à faire établir par une haute autorité juridique de réputation internationale que la Grande-Bretagne a été coupable d'avoir violé certains articles de la convention. En refusant un règlement à l'amiable, l'Irlande a voulu porter l'affaire devant la Cour — et non devant le conseil des ministres de l'Europe — afin que la Cour porte un jugement qui fera jurisprudence auprès des Etats membres de la convention. Les décisions de la Cour n'ont-elles pas amené la Belgique et l'Autriche à modifier leur code pénal respectif ? De son côté, Londres a cherché à persuader Dublin de ne pas poursuivre plus avant la procédure. Les Britanniques expliquent qu'ils ont déjà essuyé de nombreux procès de la « tourbière irlandaise » sans que l'on ajoute une accusation de torture.

Les relations anglo-irlandaises ne risquent pas cependant de se dégrader après la publication officielle de ce rapport. Dans les deux capitales, on est soucieux de souligner que les gouvernements maintiennent depuis quelques années d'excellentes relations.

La Cour européenne des droits de l'homme devrait siéger au début de l'année prochaine, et son verdict pourrait être connu début 1978. Son arrêt est définitif et sans appel. Dans un communiqué, Dublin a déclaré qu'il n'y avait pas de raison de penser que l'affaire sera jugée par la Cour — et maintenir « une étroite coopération avec Londres dans une lutte commune contre le terrorisme, qui nous tous les droits de l'homme ». La réaction du gouvernement britannique a été exprimée depuis Belfast dans une déclaration du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees. Il regrette que Dublin continue à se pencher sur des faits vieux de cinq ans. Mais les commentaires les plus surprenants ont été faits respectivement par l'ancien premier ministre d'Ulster, M. Brian Faulkner — en place en août 1971 — et son ministre de l'Intérieur, M. John Taylor : ils ont assuré ne pas avoir été informés de ces méthodes d'interrogatoire qui, d'après eux, étaient appliquées à leur insu par les autorités britanniques.

RICHARD DEUTSCH.

## Italie

### « L'Unità » polémique avec le « Rudé Pravo » sur les événements en Tchécoslovaquie

De notre correspondant

Rome. — Par l'intermédiaire de leurs journaux respectifs, les partis communistes tchécoslovaque et italien ont franchi un pas de plus dans la polémique qui les oppose depuis le « printemps de Prague » de 1968. Dans un article particulièrement sévère publié le 2 septembre, *Rudé Pravo*, organe du P.C. de Tchécoslovaquie, a accusé *L'Unità* de « jeter dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie et, en conséquence, de ne pas respecter l'accord de non-ingérence conclu par les partis communistes européens à la conférence de Berlin-Est. *L'Unità* réplique ce vendredi 3 septembre sur un ton modéré pour rejeter l'accusation et affirmer qu'elle n'a aucune raison de se départir de sa liberté d'expression.

Les griefs du *Rudé Pravo* portent sur toute une série d'interventions en faveur des partisans de M. Dubcek mais particulièrement sur l'article publié le 21 août dernier par l'organe du P.C.I. à l'occasion du huitième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie. « Les journalistes de *L'Unità* », écrit le *Rudé Pravo*, « ont raconté, au temps de 1968, et ils ont encore la tête remplie des idées d'alors. Pour eux, c'est comme si les développements intervenus en Tchécoslovaquie depuis quelque temps n'existaient pas ». Et de citer « le développement positif de l'économie nationale, le niveau de vie augmentant, la confiance du peuple tchèque dans la politique du parti communiste ».

Accusant les journalistes du

P.C. italien de faire preuve de « partialité » et de « se mettre du côté des calomniateurs », le quotidien de Prague poursuit : « Ils ne peuvent nier le fait que les « renégats du socialisme en Tchécoslovaquie » sont devenus les « renégats du mouvement communiste » qui directement les agents des centres de propagande anticommuniste ».

Dans sa réponse, M. Luca Favonini, directeur de *L'Unità*, reconnaît les efforts accomplis par la Tchécoslovaquie dans le domaine économique, avant d'ajouter : « A notre avis, il est tout à fait inadmissible que restent, plus qu'ailleurs, en suspens des problèmes politiques graves, dérivant étroitement de la manière dont l'expérience du « nouveau cours » a été bloquée et interrompue l-1, mais nous refusons de considérer comme renégats ceux qui, dans leur patrie, ou contraints à l'émigration, sont restés fidèles aux idées du socialisme, même s'ils ont été privés de la carte communiste, de leurs emplois et même de leur citoyenneté ».

Rejetant les accusations d'ingérence dans les affaires tchécoslovaques, M. Favonini conclut : « En cette question comme en d'autres, nous considérons de notre droit et de notre devoir, avant tout au regard de nos militants, d'exprimer l'opinion que nous avons sur les faits et les événements de quelque pays que ce soit. De même que nous n'avons jamais refusé d'écouter et de prendre en considération les opinions d'autrui sur notre parti et notre politique ».

ROBERT SOLÉ.

## Espagne

### LES DIRIGEANTS DE LA COORDINATION DEMOCRATIQUE SE RÉUNIRONT SAMEDI À MADRID SANS LES CATALANS.

Madrid. (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol ne s'opposera pas à la réunion, samedi 4 septembre, dans un grand hôtel de Madrid, des dirigeants des différentes formations de la Coordination démocratique, qui regroupent les principaux partis de l'opposition de gauche. Conformément à la nouvelle loi sur le droit de réunion, la police a été informée de la convocation de la conférence, qui se tiendra dans un local fermé.

Les formations politiques régionalistes ont été invitées à cette réunion, mais le Conseil des forces politiques de Catalogne a déclaré de ne pas se rendre à Madrid. Au sein du Conseil catalan, les démocrates-chrétiens, les libéraux et les sociaux-démocrates avaient fait valoir, mardi 31 août, que les négociations avec la Coordination démocratique pourraient gêner des négociations directes avec le gouvernement et que de toute façon le problème des nationalités ne serait pas mis au premier rang des discussions à Madrid. En revanche, les communistes et les socialistes du Conseil avaient souhaité aller à la réunion de Madrid mais n'avaient pas obtenu le consensus nécessaire.

### M. VINCENT ANSQUER A INAUGURÉ LA 44<sup>e</sup> FOIRE EUROPÉENNE DE STRASBOURG

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Sous un ciel gris, M. Vincent Ansquer, ministre de la Qualité de la Vie, a inauguré, jeudi 3 septembre, la quarante-quatrième Foire européenne de Strasbourg.

Dans le discours qu'il a prononcé au par des expositions, M. Vincent Ansquer a d'abord lancé un appel à la solidarité et à l'union dans la lutte contre l'inflation, en expliquant que le succès ne dépendait pas de la seule action du gouvernement. « Notre tâche prioritaire est de gagner la bataille contre l'inflation, car il s'agit bien d'une bataille. Une bataille contre nous-mêmes et contre certains éléments de l'extérieur », a déclaré M. Ansquer, qui a précisé que le gouvernement « s'attachera aux racines du mal et pratiquera la concertation la plus active. Qui aurait peur de la vérité et de l'effort lorsque le sort du pays est en jeu ? », a-t-il souligné. Le ministre a également évoqué les problèmes que posait le maintien de l'emploi. Après avoir indiqué qu'il fallait « rationaliser le travail manuel », M. Ansquer a ajouté qu'il était « urgent d'alléger certaines charges, notamment les charges sociales » et a annoncé que le gouvernement venait de décider de supprimer les charges sociales sur les salaires des apprentis.

# LES RENAULT 5 AIMENT BIEN LA CONCURRENCE



RENAULT 5 A PARTIR DE 1000 CC.

recommande Elf

سكوتيا ١٠٠٠







**M. JEAN-PIERRE LECLERC**  
**DIRECTEUR DU CABINET**  
**DE Mme FRANCOISE GIROUD**

**M. JACQUES BAUDOUIN**  
**DIRECTEUR DU CABINET**  
**DE M. ROBERT BOULIN**

● **M. Mikioir Stirn**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des DOM-TOM, a déclaré jeudi 2 septembre à Montpellier devant l'université polivariante des grandes écoles de jeunes diplômés du mouvement Génération sociale et libérale : « Les gauchistes, quelle que soit leur couleur, ne peuvent pas se retrouver dans l'action du gouvernement d'aujourd'hui. Le gauchisme, ce n'est ni une doctrine ni une méthode, c'est une attitude, une volonté de dignité pour la France et les Français. Le gouvernement, parce qu'il a, dans le cadre de la République, une volonté la justice, pour méthode la rigueur, et le refus de toute fatalité, aura un comportement différent des gauchistes pourant qu'ils soient ».

● **Un nouveau mensuel, Enfants magazine, sera lancé le 8 septembre** par l'équipe rédactionnelle qui a déjà créé *Jacinthe* (tirage 220 000 exemplaires), magazine destiné aux jeunes filles. Edité par Publications groupes media, dirigé par Mme Elizabeth Lefebvre, *Enfant magazine* paraîtra le premier mercredi de chaque mois (prix, 5 F), comportera 120 pages ; le premier numéro sera tiré à 310 000 exemplaires (11, rue Sainte-Félicité, 75015 Paris).

● **La cession de France-Soir à M. Winkler et l'avis de M. Darnon.** Sur sa demande, le Syndicat général des journalistes Force ouvrière a été autorisé le 2 septembre en référé, par M. Darnon, vice-président du tribunal de Paris, à assigner le 2 septembre des représentants à la réunion d'information à laquelle M. Stéphane Thouvenot, expert consultant, désigné le 28 août par M. Delmas-Goyon, premier vice-président, a convoqué des représentants du Syndicat national des journalistes (autonome) et du Syndicat C.F.D.T. des journalistes.

**M. PIERRE ACHARD**  
**DIRECTEUR DE CABINET**  
**DE M. ANDRÉ ROSSI**

● **M. Michel Albert**, commissaire général adjoint au Plan, vient d'être nommé chargé de mission au cabinet de M. Lecaen, ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, tout en gardant ses fonctions rue de Valenciennes. Rappelons que M. Michel Albert fut, jusqu'en 1968, directeur de l'Institut de la structure et développement économique à la commission de Bruxelles, chargée plus spécifiquement de la « programmation européenne », à travailler sous les ordres de M. Jean Monnet, alors vice-président de la commission du Marché commun.

Le livre de M. Valéry Giscard d'Estaing sur la société libérale avancée devrait être publié par les éditions Fayard à la fin du mois de septembre. Il pourrait être mis en vente à un prix de l'ordre de 15 F.

Le président de la République a indiqué récemment qu'il accepterait de débattre du contenu de son livre avec des journalistes au cours d'une émission de télévision.

● M. Olivier Guichard, ministre de l'Etat, garde des Sceaux, ministre de la justice, interrogé par M. de La Chapelle le 27 septembre, sur le « oui », si « de M. Chaban-Delemas, a déclaré : « Quand on est au gouvernement on ne peut pas dire que l'on n'a rien fait. On a eu 11 réussites, les « oui, mais », les « oui et », tous les « oui » assortis tant qu'on l'intéresse relatif. »

**RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que le Monde du 29 septembre a écrit, M. Roger Fournier, député réformateur, ne se présentera pas à l'élection municipale partielle à Saugues (Haute-Loire) mais à Saugues (Charente-Maritime), mais au Puy (Haute-Loire), où un siège est vacant depuis le décès du maire, Césaire Guinleau. Le premier tour de ces élections municipales sera fixé au dimanche 23 septembre.

## LES DIRIGEANTS RADICAUX REPOUSSENT LE CONGRÈS DE LEUR PARTI

la déclaration adoptée par le bureau du parti, on lit notamment : « La composition du nouveau gouvernement confirme le rôle prépondérant du président du parti et du parti à la majorité présidentielle en direction de la gauche non-collectiviste (...). Cet élargissement correspond à la volonté du parti d'ouvrir ses perspectives politiques définies à l'initiative des membres du parti ».

Le bureau s'est aussi exprimé « au sujet de son attitude » : « M. Péronnet. Participaient notamment à cette réunion, MM. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, André Rousset, ministre de l'Industrie, de l'Énergie et Pierre Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat ».

Après avoir approuvé le principe de l'indemnisation des agriculteurs en difficulté, le bureau politique du P.C.F. réaffirme, dans une déclaration publiée jeudi 2 septembre, « l'opposition résolue du P.C.F. au super-impôt giscardien et sa proposition d'assurer une juste indemnisation des agriculteurs par une taxation exceptionnelle des profits des trusts alimentaires qui ont tiré bénéfice de la sécheresse, par une taxe sur les profits spéculatifs des

trousses sociétés, par un pré-  
lèvement sur le montant non justifié  
de la contribution de la France  
à la Commission du communisme  
qui s'élève à 20 milliards d'anciens  
francs pour 1976, par une  
contribution du budget de l'Etat  
sans recours à l'impôt ».

Le bureau politique du P.C.  
s'est donc intéressé les prises de  
position des différentes instances  
organisations syndicales, profes-  
sionnelles de salariés et d'agri-  
culteurs s'opposant à la décision  
gouvernementale.

Il se prononce, sur le plan poli-  
tique, sur la concertation et l'action  
commune des partis  
de gauche ».

Lors du quatrième congrès du parti communiste réunionnais, qui s'est tenu du 29 août à Saint-Denis-de-la-Réunion, des protestations avaient été émises à l'annexion de Madagascar par l'Union soviétique. Les délégués de Madagascar qui affirmèrent avoir été empêchés de se rendre dans l'île française, furent notamment accusés d'avoir interdit aux délégués de l'A.R.F.M. (parti pour l'indépendance de Madagascar) de participer au congrès du MONIMIA (« Madagascar aux Malgaches », pro-chinois) de débarquer dans le département.

Le jeudi 2 septembre, M. Robert Jaumy, préfet de la Réunion, a déclaré avoir pris une telle mesure. Il a fait remarquer que, dans la défilé, les délégués vietnamiens n'ont pas de son ressort mais de celui de l'ambassade de France à Madagascar et que, d'autre part, les délégués vietnamiens ne sont pas des personnes n'ayant pas pris l'avion de débarquer à Saint-Denis-Philos, aéroport de la Réunion.

Le même jour, l'annexion à la France de Madagascar, a été rendue publique par le MONIMIA, qui a adressé à l'ambassade de France, qualifiée « la décision prise par le gouvernement français, de l'atténuer », et de « marquer d'intimité entre le peuple malgache tout entier ».

**LA COMMISSION GUICHARD  
VA PROPOSER  
UNE « RÉPONSE GLOBALE »  
AUX PROBLÈMES  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

**MM. LECAUET ET BARROT  
VONT EFFECTUER  
UN « TOUR DE FRANCE  
POLITIQUE »**

MM. Jean Lecanuet et Jacques Barrot, respectivement président et vice-président du Centre des démocrates sociaux, effectuèrent, du 24 au 26 septembre prochain, un « tour de France politique » qui les conduira dans une dizaine de capitales régionales. Ils se rendront successivement à Lille, Nancy, Metz (25 septembre), Lyon, Marseille, Montpellier, Bordeaux (le 26), Poitiers, Rennes et Rouen (le 28).

Cette opération, baptisée « Solitaire heures pour le C.D.S. », aura pour objectif de présenter à l'ensemble de la presse régionale, le mouvement qui aura été le dernier de la fusion du Centre démocrate et du C.D.F.

A la liste des organisations syndicales et professionnelles qui seront reçues par le premier ministre, du lundi 6 septembre au jeudi 9 (le Monde du 3 septembre) s'ajoutent la FEN (vendredi 10 septembre à 10 h. 30) et la C.G.P.M.E. (le même jour à 15 h.).

● **L'UNAP demande à M. Barre une « politique familiale globale ».** — Dans une lettre adressée au premier ministre, l'Union nationale des associations familiales approuve la décision de l'attelage de l'insflation pour le dollar franc, mais lui demande de « développer une politique familiale globale ». M. Roger Burel, président de l'UNAF, souligne que les principales victimes de l'inflation sont les catégories les plus vulnérables (personnes âgées, familles nombreuses, veuves) et réclame le « développement d'une politique globale de compensation, tant en matière de compensation que de fiscalité directe et indirecte ». Il souligne aussi que son organisation ne suit rien à l'heure actuelle, et qu'il est de matinée, la réponse du premier ministre n'étant pas encore connue.

« M. Gérard d'Estang, à la suite du décès de M. Marcel Antona (remplacé par M. Antona-tembre), ancien secrétaire d'Etat au tourisme, vice-président de la commission nationale, député R.I. de l'Ain, a adressé, jeudi 2 septembre, au conseil municipal de Divonne-les-Bains le télégramme suivant :

« J'ai appris avec une grande tristesse la disparition de mon ami personnel, le président Marcellin. Homme d'initiative, comme tous ses concitoyens, j'ai suivi avec angoisse les progrès de sa maladie. Depuis plus de trente ans, il était le chef de la famille, celui qui habitait chez sa famille, député depuis un quart de siècle, membre du gouvernement, vice-président de l'Assemblée nationale, il laisse le souvenir d'une vie publique dévouée et exemplaire.

« Sa fidélité à ses concitoyens et à ses amis ne s'est jamais démentie. Surtout, je m'honore en sa personne d'avoir eu un tel mandataire d'exprimer à nos concitoyens mes profondes condoléances ».

## La Turquie a entrepris de contrôler la culture du pavot

Ankara. — « Le système turc de lutte contre le trafic de l'opium est une véritable catastrophe », déclare M. Korkut Ozal, ministre turc de l'agriculture. Le ministre estime que la Turquie a gagné beaucoup d'argent grâce à son trafic illégal : empêcher la reprise du trafic de l'opium tout en autorisant de nouveau la production et l'exportation des capsules de la plante était interdit aux paysans, les-ci ne peuvent pas produire la fumée qu'ils veulent que se transforme en opium ne peut plus être produite.

Ainsi, nous avons permis aux paysans de récolter des centaines de tonnes de capsules et de les vendre à la douane centrale du représentant turc culture millénaire, source de revenus et d'emplois (1), dit M. Ozal. Mais nous n'avons pas pris de mesures pour empêcher le trafic de l'opium, qui, légitimement, inquite l'opinion mondiale. » L'Office des productions agricoles turques ne peut pas empêcher la délivrance des permis de cultiver le pavot : (de 10 à 60 ares par famille) et détent le monopole d'achat de l'opium. L'Etat turc a autorisé tout accord des permis (d'une vingtaine d'ares en moyenne) à environ cent mille cultivateurs. Mais un autre article de la loi est exécuté par quelle quatre mille gendarmes et policiers en civil, assésés de huit cents surveillants spécialisés attachés à l'Office des productions agricoles. Ce contrôle a rencontré peu d'obstacles : la région de culture, relativement inscrite, est d'accès facile, et les paysans ont des contacts avec les maîtres « coopérants ».

La police n'a découvert, l'an dernier, que 90 hectares environ de cultures illégales. Les récoltes ont été détruites et les cultivateurs payés ou arrêtés. Mais ceux-ci, selon M. Yusef Soleymez, directeur au ministère des affaires étrangères, n'avaient pas craint les sanctions. Ils ont continué à s'occuper de la fabrication illégale d'opium.

Cette année, plus de cent cinquante mille hectares ont été autorisés à cultiver le pavot sur une surface totale d'environ 30 000 hectares. On prévoit une récolte de 15 000 à 16 000 tonnes — le chiffre était de l'ordre de 20 000 tonnes l'an dernier — sur une récolte que 5 000 tonnes. Ce qui a amené certains milieux étrangers à soupçonner un trafic d'opium à l'échelle internationale.

Le ministre explique le volume modeste de cette récolte par les conditions atmosphériques défavorables (gel et inondations) et les mauvaises qualités des semences. On conserve plusieurs années M. Ozal reconnaît que quelques trafiquants ont encore été arrêtés cette année. Mais, il affirme qu'il n'y a pas de quantité de drogue saisies par les policiers turcs ou leurs collègues européens proviennent soit d'autres pays, soit de stocks antérieurs.

Le ministre a fait passer les fameuses *French-Turkish Connections* à

« gros bonnets » n'est plus... »

Il paraît être l'avis des autorités américaines, comme des représentants des organisations classées par l'ONU, telles que M. John T. Cusack, chef de l'administration chargée de la lutte contre la drogue (Drug Enforcement Administration), que seule « une infime quantité » d'opium entrant illégalement aux Etats-Unis pouvait venir de la Turquie, du Triangle d'Or, du Sud-Est asiatique (2), demeurant les fournisseurs principaux. Et M. Jacobo Arce, directeur exécutif du Fonds de l'ONU pour la lutte contre les stupéfiants, affirme : « L'opium cultivé l'année dernière en Turquie est en entières contrôlé par l'Etat. »

Accompagné du docteur Georges Ling, chef de la division des stupéfiants à l'ONU, et de M. Paul Gervais, professeur à l'Université de la Haye, le directeur, président de la Conférence internationale de contrôle des stupéfiants, M. de Beus a fait, au début de l'été, une visite de plusieurs heures dans la région de production de l'opium cultive le pavot. Après leur retour, les trois experts se sont déclarés convaincus que le système « marche bien ». Le Japon a dit, mais l'ONU a dit, ont pris une décision « risquée et courageuse », et leur programme, « le plus vaste et le plus réussi que l'ONU ait jamais eu dans le domaine des narcotics, peut constituer un exemple pour les autres pays concernés ».

L'organisation internationale a fourni 35 millions de dollars à la Turquie, 22 millions de dollars seront notamment consacrés à la mise en place, à partir de l'an prochain, d'un système de contrôle aérien de la région de culture.

La MOPS (Multispectral Poppy Sensor Project, ou système de détection du pavot à plusieurs lentilles) est un premier contrôle aérien, les avions ont contrôlé un second, équipé d'une caméra spéciale à quatre lentilles, les photographes : sur le film développé, des points rouges marquent les zones de culture de pavot.

Depuis deux ans, l'ONU a déjà fourni à la Turquie des véhicules, des hélicoptères et des appareils de télécommunications, ainsi qu'un grand nombre de dépôts. Ces dépôts de dépôts le tout représentant 4 millions de dollars.

De son côté, le gouvernement turc va commencer bientôt la mise en place d'un système de contrôle d'Aydon, d'un complexe chimique qui produira, à partir de 1978, des alcaloïdes indispensables à l'industrie pharmaceutique et des bases chimiques pour la production de pavot. L'opération, entièrement financée par la Turquie, doit coûter environ 1 milliard de livres turques (3).

ARTUR UNSAL

(1) Le pavot sert à la fabrication de l'opium utilisé par l'industrie pharmaceutique.

(2) Laos, Thaïlande, Birmanie.

(3) 1 franc français = 3,38 liras.

## Une coopération européenne renforcée est un préalable à la collaboration avec les constructeurs américains

**Londres (A.F.P.).** — Les principaux constructeurs aéronautiques de la Communauté européenne réunis à Londres ont reconnu, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, l'intérêt de coopérer plus étroitement dans les projets d'association avec les Américains.

Malais, si l'on en juge d'après les déclarations prononcées à la conférence sécrépétulaire du *Financial Times* de Londres, les Allemands et les Hollandais ne sont pas encore tout à fait d'accord sur les meilleurs moyens de réaliser les projets de coopération européenne plus intéressants qu'utiles. A la veille d'accords possibles avec les Américains, il est évident que nos nationaux s'efforcent d'obtenir les meilleures conditions pour leurs missions collaborer avec succès les uns avec les géants », a dit M. Gerrit Klappwijk, président de la société néerlandaise de coopération internationale : « Jusqu'ici la collaboration entre les Européens n'a pas été vraiment bonne. » M. Klappwijk a fait remarquer que le principe de coopération récemment par France et la société américaine McDonnell-Douglas pour la construction d'un moyen-courrier Mercure 300.

Lord DeJwick, président du comité d'organisation de la nouvelle société British Aerospace, qui a répondu à la reproche que nous avons conduit avec McDonnell-Douglas un accord qui ne laisse pas assez de place à la participation nouvelle des autres constructeurs européens (notamment en 1980), a déclaré : « Réajuster ce que nous pouvons et devons diffuser pour nous-mêmes ne doit pas empêcher la coopération avec les autres ». Il a conclu : « Les plans-Uni, nous les faisons une coopération plus efficace en Europe ».

M. Gerald Kaufman, ministre

**TREC  
EPEDA  
SIMMON  
CAPELO**



1500

RELIGION

L'OPPOSITION DU FONDATEUR D'ÉCONE A L'ÉGLISE CONCILIAIRE

Un évêque ne peut s'arroger seul l'autorité de tous les évêques réunis en concile écrit le cardinal Garrone

De notre correspondant

Cité du Vatican. — L'Observateur romain continue de consacrer une large place à l'affaire Lefebvre. Dans son numéro daté vendredi 3 septembre, le quotidien du Vatican publie en première page un article du cardinal Gabriel-Marie Garrone, proche de la congrégation pour l'éducation catholique, intitulé « A propos d'extrémismes opposés ». Ce titre introduit un pressant appel aux catholiques indigènes pour qu'ils rejoignent l'Eglise de Vatican II et y apportent une contribution dont cette dernière aurait « absolument besoin ».

L'OSSERVATORE ROMANO CRITIQUE LA LOI CALIFORNIENNE SUR LE DROIT DE MOURIR

Cité du Vatican (A.P.). — Pour l'Observateur romain, la législation sur le droit de mourir, qui vient d'être adoptée en Californie (le Monde du 1er septembre), risque d'être une recrudescence des cas d'euthanasie. Une telle initiative « ne peut être ignorée par nous, nous considérons que tous les hommes sont dans cette catégorie — qui sont les gardiens jaloux de leur vie, aussi bien que celle des autres », écrit l'auteur du texte. « La vie — et cela tout la peine d'être répété — que les hommes ont le droit de mourir, et doit être considérée comme une valeur intrinsèque qui est la sienne, quel que soit l'état physique ou mental de l'individu. La publication, qui ajoute : « Ignorer ces principes revient à ouvrir la porte à l'euthanasie ».

de refus. Il s'agit en vérité de l'Eglise, dont le concile est une des supérieures expressions. Le collège épiscopal, que le concile rassemble, succède au collège apostolique. Un évêque ne peut s'arroger seul un magistère équivalent et jusqu'à être opposé à celui du collège. Répondre en concile, les évêques sont garants de l'authenticité de la foi, et cela le distingue absolument d'un simple congrès de théologiens ou de pasteurs.

TRECA EPEDA SIMMONS Les 3 grands noms de la littérature exposent leur gamme complète chez CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI - TEL. 357.46.35 Métro : Parmentier

L'ÉVÊQUE DE SAINT-FLOUR : Beaucoup de chrétiens sont mal informés.

Mgr Maurice Pourchet, évêque de Saint-FLOUR, estime dans un éditorial publié dans son bulletin diocésain, que l'Eglise doit réfléchir sur les raisons de l'affaire Lefebvre et en informer les chrétiens sur celles-ci.

« Il me semble, ajoute-t-il, que cela commande pour nous un double devoir : écouter seriemment sur le véritable sens de cette sanction. (Le suspens a été levé) et réfléchir nous-mêmes sur certaines causes de ces démentis, même si l'on nous remettrait nous-mêmes en question. »

DÉFENSE

Un porte-avions de poche est actuellement mis au point en Grande-Bretagne par les chantiers navals Vesper Thorogood, de Portsmouth. Baptisé Harrier Carrier, d'un déplacement de 100 tonnes seulement et ayant 13 mètres de longueur, il pourrait transporter huit chasseurs à décollage vertical Harrier ou huit gros hélicoptères anti-sous-marins de type Sea King, avec un équipage de 35 matelots et officiers. Son rayon d'action, compte tenu d'une vitesse de 16 nœuds, est de 450 milles nautiques.

POINT DE VUE

L'amour et la beauté

par GABRIEL MATZNEFF (\*)

MONSIEUR L'ÉVÊQUE, je vous remercie de votre lettre du 17 août. Elle m'a été très précieuse. Elle m'a permis de mieux comprendre votre pensée. Elle m'a permis de mieux comprendre votre amour. Elle m'a permis de mieux comprendre votre beauté.

hasard si le plus considérable des recueils de textes ascétiques de l'Eglise orthodoxe se nomme la Philocalie, qui signifie « l'amour de la beauté ».

Je n'entends rien à la théologie conceptuelle. J'ai besoin, pour vivre, de l'idée d'un Dieu existant, de la splendeur des chants, du ballet multicolore des prières, de la chaleur des cierges qui brûlent devant les icônes, des volutes parfumées de l'encens, de la coupole, ronde comme un sein de femme, qui ras-

semble et protège le peuple tourné vers l'autel. « Que ma prière s'élève comme l'encens devant Toi, et l'élevation de mes mains comme le sacrifice vespéral », chantons-nous chaque soir, à vespres. Le monde moderne, qui est si terre et si sec, doit se livrer à cette fontaine jaillissante de la prière liturgique ; le monde moderne a soif de l'ère, de tendresse et de beauté. Le seul sera la redécouverte par l'homme de la divinité de son existence et de son être. C'est un des grands spirituels de l'Orient arabe, saint Théophile d'Antioche, qui disait déjà : « Montre-moi ton homme, et je te montrerai mon Dieu. »

CORRESPONDANCE

Le chameau et le moucheron

Nous avons reçu la lettre suivante de M. C. Saint-Girons, ancien ministre, président du Conseil général de Saône-et-Loire :

Le trouble d'une fraction si importante des catholiques français devant l'attitude de Mgr Lefebvre n'est que l'indice d'un mal plus profond, d'une préférence pour le latin, même si les chants traditionnels soulèvent naturellement, chez beaucoup d'adultes, la vague nostalgique qui s'attache aux souvenirs de jeunesse.

L'explication du phénomène est donnée dans le Monde du 17 août par un dominicain d'obédience gauchiste qui, mêlant tous les problèmes, évoque successivement le génocide nazi, les massacres de Tel-el-Khader, le clergisme, l'ordre conservateur, les Russes crucifiés, la presse au ordre, responsable du rejet dans les ténébreuses extérieures de Roland Agret, la pollution de son environnement par des adversaires de l'assassinat politique institutionnalisés (par des ennemis de la peine de mort, probablement).

voir la bénédiction des dominicains. Ce n'est pas la messe en latin, le clergisme, le conservatisme, l'égoïsme et le refus d'un changement indispensable qui rendent attentifs aux positions de Mgr Lefebvre tant de Français qui ne peuvent être tous réactionnaires, intégristes, gallicans : c'est l'indigestion — le mal du bol — pour être résolument moderne — de ce neo-conformisme marquant, indéfiniment ressassé par les médias, l'intelligentsia, l'Eglise, l'Université, la Justice et dont Jean Cardonnel nous donne un si parfait concentré en essayant de faire peur aux moucheronniers avec son histoire de chameaux.

La vraie question

Nous avons reçu la lettre suivante de M. C. Saint-Girons, ancien ministre, président du Conseil général de Saône-et-Loire :

S'ils ne peuvent rien pour vos cheveux ils vous le diront aussi

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris-1<sup>er</sup> Tel. 260-38-84

Rencontrez de nouveaux marchés La 52<sup>e</sup> Foire Internationale de Marseille, première foire industrielle de France, réunit 60 pays. En particulier, 11 pays d'Afrique associés à la C.E.E. et la plupart des pays du Sud-Est asiatique seront présents.



**Bacheliers !**

Un Groupe d'Enseignement renommé  
**LE GROUPE E.S.S.E.C.**  
vous propose d'apprendre en deux ans un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

**Ecole des Praticiens du Commerce International**  
Enseignement supérieur privé

Vous êtes bachelier ou vous êtes étranger. L'E.P.S.C.I. créée par le Groupe E.S.S.E.C. peut vous apporter la formation que vous souhaitez. Session d'admission en septembre.

**LIQUIDE DES INSCRIPTIONS : LE 10 SEPTEMBRE 1976.**

M. .... Adresse .....

désire recevoir la documentation de l'E.P.S.C.I.  
E.P.S.C.I. B.P. 105 95001 Cergy. Téléph 030-40-57

**D.E. de PSYCHOREEDUCATEUR**

Les étudiants titulaires de l'attestation délivrée par la Direction Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale doivent, si cela n'est pas déjà fait, adresser cette attestation et leur dossier dans les meilleurs délais à leur école :

**INSTITUT SUPERIEUR LIBRE DE REEDUCATION PSYCHOMOTRICE**  
PARIS, 16, avenue George-V, 75008 PARIS. Tél. : 225-85-90.  
BORDEAUX SUD-OUEST, 29, allée de Chartres, 33000 BORDEAUX. Tél. : 44-95-57.  
NICE SUD-EST, 18, boulevard Dubouché, 06000 NICE. Tél. : 85-51-11.

**ÉDUCATION EN SUISSE**  
**ÉCOLE DES ROCHES**

3961 BLUCHE - MONTANA - CRANS-SUR-SIERRE  
Tél. : (27) 41-12-23 - Tél. 38 453 ROCHES CH

Internat et externat pour jeunes gens et jeunes filles, de 8<sup>e</sup> à Terminale

Préparation au Baccalauréat français  
90 % de réussite aux examens de Baccalauréat et de B.E.P.C. de 1966 à 1976.

Baccalauréat suisse et italien, nord-américain, section Ecole de Commerce et Langues Modernes  
préparation à l'Ecole Motélière

**TOUS LES SPORTS D'ÉTÉ ET D'HIVER**

Marcel Clivaz, directeur,  
recevra du 3 au 5 septembre 1976  
Grand Hôtel, rue Scribe, à Paris  
(Tél. 260-33-50)

de France, veuillez vous adresser directement  
Pour des rendez-vous dans d'autres régions à la direction de l'école.

**Le Monde de l'éducation**

Le numéro de septembre est paru

**LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES**  
Alsacien - Basque - Breton  
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III<sup>e</sup> République, emportés par l'onde du XX<sup>e</sup> siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

**Dans le même numéro**

Une interview de François Billeloux : le théâtre pourrait servir de base à l'enseignement. Des propositions pour un nouveau calendrier scolaire... Les Arabes ont-ils inventé l'université ? Les métiers de la banque. La formation continue à la Banque de France. Les livres et les revues.

**Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)**  
France : 50 F - Étranger : 68 F  
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

## SCIENCES

L'arrivée de la deuxième sonde américaine sur Mars

### Le pari de Viking-2

Sous réserve des derniers contrôles, c'est dans l'après-midi de vendredi, après avoir pris connaissance des dernières prévisions de météorologie martienne, que les responsables de la mission Viking devraient autoriser l'atterrissage de Viking-2 sur la planète Mars. Un atterrisseur sera envoyé à la sonde pour la séparation, à 21 h. 40 (heure de Paris) de ses deux modules : l'orbiter continuant à tourner autour de Mars, à photographier la planète, et à servir de relais aux informations transmises par le lander. Ce dernier descendra vers la surface de Mars, devra faire un tour sur lui-même pour qu'elle soit stérilisée par les ultra-violets solaires, l'enveloppe dans laquelle il est enfermé depuis son départ de la Terre. Débarassé de cette enveloppe, le lander devra se freiner de lui-même en entrant dans l'atmosphère martienne. Une fois la vitesse suffisamment réduite, un parachute devra soulever à 800 mètres d'altitude et les trois pieds télescopiques devront se déployer : à 300 mètres d'altitude, après l'abandon du parachute, la descente finale devra être contrôlée par des rétrofusées. Si tout se passe bien, Viking-2 devra se poser en douceur à 1 heure du matin le samedi 4 septembre.

**Un risque calculé**

Le site retenu, après que deux autres aient été rejetés, se trouve dans la plaine Utopia, par 48° de latitude nord et 134° de longitude est (1). Par rapport à Chryx, où s'est posé Viking-1 (23° nord et 41° ouest), il est plus septentrional — mais la température y est pourtant plus élevée. C'est en effet le plein été dans l'hémisphère nord de Mars, et comme cette saison y est presque deux fois plus longue que sur la Terre (l'année martienne compte six cent quatre-vingt-sept jours), la zone « tempérée » où atterrira Viking-2 peut se réchauffer suffisamment pour devenir plus chaude que la zone équatoriale.

Plus chaude — tout est relatif et la température ne devrait pas dépasser 10° Celsius — Utopia est aussi plus humide, ce qui pourrait être plus favorable à la présence de la vie.

Mais tout cela suppose que l'atterrissage se déroule sans problème, et c'est là que les responsables de la mission ont pris un risque calculé. Pour l'atter-

risage de Viking-1, le critère essentiel était la sûreté du site. Celui-ci a été abondamment photographié par la sonde avant qu'elle n'atterrisse : mais n'apparaissent sur ces photographies que les structures géographiques que les cartes géographiques indiquent. La dimension de la plaine Utopia est de 800 kilomètres. C'est le radar installé sur le Viking-1 qui a « certifié » le site en excluant la présence de gros rochers ou d'irrégularités de terrain capables de faire basculer la sonde quand elle se poserait. Le site d'Utopia, trop au nord, est hors de vue du radar de Viking-1, et les responsables ont dû se décider sur la base de photographies prises depuis l'orbite martienne plus accidentée que celle de Viking-1, mais qui semblent recouvrir d'une épaisse couche de sable, ou du moins d'un matériau apporté par le vent : les spécialistes espèrent qu'il aura recouvert tout rocher pouvant représenter un danger pour la sonde.

C'est le bon fonctionnement de Viking-1 qui a conduit au choix d'un site présentant des risques pour Viking-2. Les deux sondes sont absolument identiques et font les mêmes expériences. La mission de Viking-2 était essentiellement de compléter Viking-1 si celle-ci tombait en panne. Or Viking-1 a remarquablement fonctionné après quelques années d'attente : la seule panne sérieuse est celle des sismographes, qui n'ont pu enregistrer d'éventuels tremblements de terre martiens. Compte tenu de l'absence de deux sondes, on n'apprendrait pas grand-chose en posant Viking-2 dans une zone trop semblable à celle où Viking-1 travaille. En posant Viking-2 beaucoup plus au nord, les scientifiques espèrent avoir des informations très différentes sur la géologie et la météorologie martienne sur la base de la vie. Mais ils font un pari. On saura sous peu s'il est gagné.

**MAURICE ARVONNY.**

(1) Le point de mêmes coordonnées sur la Terre est voisin de Khavak, à la frontière de la Mandchourie et de l'Extrême-Orient russe. (2) Le point de mêmes coordonnées sur la Terre est à Cuba et la Mauritanie.

Rien entendu, cette correspondance — utile pour se représenter la position relative des deux sites — ne tient pas compte des déformations des origines conventionnelles choisies pour les longitudes. C'est ainsi que la Terre et le « halo » diurne sont sur Mars.

La séance de clôture du congrès, qui a eu lieu jeudi, a été marquée par l'élection du nouveau président de l'U.A.I., le professeur Adrian Blaauw, de l'université de Leyde (Pays-Bas), spécialiste de la dynamique des galaxies. M. Charles Fehrenbach, directeur de l'observatoire de Haute-Provence, représentera la France au comité exécutif international pendant encore trois ans, c'est-à-dire jusqu'à la dix-septième assemblée générale de l'U.A.I. prévue, à Montréal, en 1979.

**CLAUDE FRANCILLON.**

**LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS**

pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**scripte**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF**  
16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

## ÉDUCATION

### L'UNEF assigne en diffamation le secrétaire d'État aux universités

Les dirigeants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau), proche du P.C., ont annoncé le jeudi 2 septembre qu'ils avaient chargé l'avocat de l'organisation, M. Roland Weyl, de délivrer une assignation à M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, devant le tribunal civil de Paris, en dommages et intérêts pour les propos qu'elle a tenus le 20 août sur Europe n° 1, au cours de l'émission « Expliquez-vous ».

Interrogé par Ivan Léval sur les raisons qui l'avaient conduit à supprimer la subvention de 30 000 F accordée en 1975 à l'UNEF, le secrétaire d'État aux universités avait répondu que cette organisation syndicale « bafouait la liberté du travail, empêchait les étudiants de faire des études, et même contribue à la dégradation des outils de travail (...), ouvre la porte au terrorisme intellectuel et même au terrorisme physique » (Le Monde du 21 août). L'UNEF trouve ces propos diffamatoires.

Les dirigeants de l'UNEF ont, d'autre part, demandé une audience à M. Raymond Barre, premier ministre. De lui ont fait parvenir un mémorandum de « propositions » pour la rentrée 1976. Ce texte reprend la plus grande partie du programme de l'UNEF :

● Celle-ci souhaite en particulier que soient abrogées les décisions d'invalidation prises par les recteurs, afin de « faciliter le déroulement des examens en septembre et octobre ».

● Pour améliorer la vie des étudiants, l'UNEF souhaite que l'on attribue aux bacheliers des universitaires une allocation de rentrée de 700 francs et que l'on bloque les tarifs des restaurants et cités universitaires et des loyers des chambres d'étudiants.

en ville. L'UNEF demande aussi la mise en place d'un système d'allocations-études pour tous les étudiants qui en ont besoin.

● Pour résorber le chômage des diplômés et assurer des débouchés aux étudiants, elle souhaite notamment l'augmentation du nombre de postes d'enseignants, en particulier pour l'éducation physique, le réemploi et la titularisation des maîtres-auxiliaires et la création d'un organisme paritaire pour l'emploi des étudiants.

L'UNEF insiste aussi sur la reconnaissance de tous les diplômes des conventions collectives et notamment le diplôme de sortie des instituts universitaires de technologie.

Enfin, l'UNEF demande, outre l'abrogation de la réforme du deuxième cycle et la suppression du quorum dans les élections universitaires — qui aboutit à réduire le nombre de députés étudiants dans les conseils, le rétablissement de la subvention de 30 000 francs qui lui était accordée en 1975.

● Le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) souhaite être reçu par M. Jean-Pierre Soisson, nouveau secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, pour lui demander de « mettre fin à la dégradation accélérée de l'éducation physique à l'école et à la mauvaise santé du sport en France, en consentant un effort budgétaire substantiel ». Le SNEP réclame notamment deux mille cinq cents postes d'enseignants supplémentaires pour la rentrée 1976, et, à court terme, trois mille cinq cents pour assurer trois heures d'enseignement par semaine à tous les élèves des établissements secondaires.

**CLAUDE LÉVY.**

**A L'HOPITAL JEANNE-D'ARC DE TOUL**

**Une greffe de bras a été pratiquée sur un enfant victime d'un accident**

De notre correspondant

Nancy. — Un écolier lorrain de six ans, Théodore Richard de Lel-ling, près de Saint-Avoird (Oise), vient de subir une greffe du bras à l'hôpital Jeanne-d'Arc de Dommarville-lès-Toul.

Le 14 juillet dernier, le garçonnet avait eu le bras gauche happé et scié par une poulie de tracteur. A l'hôpital Jeanne-d'Arc de Toul, l'équipe chirurgicale de garde décida de tenter la greffe. Elle travailla durant sept heures au microscope sur un arrachement au niveau de l'épaule, compliqué d'une fracture de l'avant-bras.

« Il a fallu raccourcir, indique le professeur Jacques Michon qui dirige le Centre d'assistance main de l'hôpital, les ligaments et les vaisseaux de 5 centimètres. Le problème majeur était de rétablir la circulation sanguine dans des vaisseaux de bonne qualité et, par-dessus, la suture du nerf de main, de rendre sa fonction. Nous ne faisons pas de prothèse, nous redonnons aux opérés l'usage de leur membre. L'opération n'est pas nouvelle en Europe, bien que relativement rare en France ».

Le professeur ne considérera la greffe réalisée que lorsque le petit Théodore Richard aura retrouvé, dans un délai de deux ans, l'usage complet de son bras. En attendant, le garçonnet pourra prendre sa place sur les bancs de l'école à la rentrée.

**une école "vivante"**

**ESD**  
SOUFFLOT

un enseignement "sur mesure" à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés par le Service de Placement de l'Association des anciens élèves

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

**Ecole des Secrétaires de Direction**  
(enseignement privé)  
15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez une documentation

nom .....  
prénom .....  
adresse .....  
niveau études .....

150



1500

# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

15 000 jeunes en vacances sur le tas

## LES COMPAGNONS AUX REMPARTS

**L'**INVASION touristique a atteint Saint-Mont. Il aurait fallu un miracle pour que les grandes migrations estivales épargnent ce village du douzième siècle, niché sur les premières hauteurs du Bas-Vivarais, à quelques kilomètres seulement du Rhône.

La nuit venue, Saint-Mont retrouve encore sa tranquillité. Mais pour combien de temps ? Déjà les vacanciers, les randonneurs occupent la place jusqu'à l'heure de l'apéritif. « Ils vont se vaxer sur les plages », puis, pour se donner bonne conscience, ils défilent dans les rues jusqu'à la messe, pour une journée. Celui qui parle n'est pas du village, il a dix-huit ans, le « Jean » du touriste moyen et, à la table voisine, ses compagnons parlent fort.

Il rassemble trait pour trait à ceux qu'il connaît. Pourtant, avec vingt-cinq garçons et filles, il a choisi de consacrer ses vacances à une idée généreuse, le retour à la vie du village. Il a dix-huit ans, le « Jean » du touriste moyen et, à la table voisine, ses compagnons parlent fort.

Car Saint-Mont, comme de nombreux sites redécouverts depuis peu, possède son « charme de jeunesse ». Un vocabulaire dénotant pour une réalité multiple. Les détracteurs de ce mode de « loisir actif » ont souvent la parole belle. Une commune souhaite-elle faire restaurer une abbaye ou construire un foyer à trois étages ? Elle fait appel à une association. Les jeunes arrivent durant l'été et s'attellent bénévolement à la tâche.

La méconnaissance de la philosophie des « chantières » conduit certains à passer pour des bénévoles. Ils sont chaque année près de quinze mille, âgés de quinze à vingt-cinq ans, fournissant globalement trois cent mille journées de travail. L'essentiel est de découvrir les joies du travail manuel, de la sueur détrempée et de l'amitié. L'œuvre entreprise peut donc ne pas avoir de but précis ou durer une décennie. Pour que le « chantier » soit ouvert et accueille des centaines de jeunes.

On imagine la part que les collectivités soucieuses de réaliser des économies peuvent tirer de cette œuvre. Aussi le système a-t-il ses règles : le « bailleur » de chantier, par exemple, ne peut pas être un particulier, et l'association responsable du travail des jeunes rejette les propositions qui émettent des communes disposant pour le projet, de moyens financiers suffisants. Mais les exceptions subsistent.

**Se débrouiller seuls**

A Saint-Mont, de l'avis général, « la cause est noble » et les jeunes, envoyés par l'association Études et Chantières, sont les bienvenus depuis 1969, date du premier démarrage. Ce qui est, dit-on, le gage d'un chantier sain. Quelques-uns viennent, bien sûr, pour la beauté de l'Ardeche. Mais les occupants temporaires du « vieux-bourg » avancent une autre raison : il est important, affirmant-ils, que la maison de la « Manchette » — on dit de cette femme qu'elle lavait le linge de tout Saint-Mont — accueille un jour prochain des « classes vertes ». Il est urgent, aussi, que le « vieux-bourg » se transforme en un lieu de vie pour les jeunes permanents, afin qu'une nouvelle population prenne la direction du village. Et la sauve.

Saint-Mont comptait sept cents habitants en 1969, dit M. Jacques Dupret, un enfant du pays, animateur et inspirateur du « chantier ». « Il en reste cent vingt. Les touristes

ne leur donnent aucune qualité de vie au village en janvier. »

Jacques Dupret soutient que le « vieux-bourg » peut retrouver toute l'année une seconde jeunesse. « Quand les gens des villes de la région verront le village terminé, dit-il, ils quitteront leurs H.L.M. » Trouveront-ils du travail entre Orange et Montélimar ? En s'ouvrant à la vallée du Rhône, ce coin d'Ardeche ne risque-t-il pas de vendre son âme au diable ? Ces questions rythment les journées du « chantier ». L'avenir du lieu a même fini par constituer l'unique sujet d'une leçon de choses toujours recommencée.

Les volontaires apprennent aussi à se débrouiller seuls dans les gorges de l'Ardeche, en avril d'habitude, doit devenir un centre d'accueil pour les jeunes. Quand ? « Dans cinq, dix ou vingt ans, nous n'en avons aucune idée », répondent Pierre et Catherine, les animateurs. Nous ne ressentons pas le problème comme une urgence.

Pas d'urgence, en effet. Le « Vieux-Audon » illustre bien l'objectif que les associations de chantiers cherchent à atteindre à leur création : permettre à des jeunes lycéens et étudiants de « revenir un temps vers des modes plus concrets », de s'habituer au travail manuel, aux mille et un secrets de la restauration.

Peu de dangers, d'ailleurs, que ce « monde concret » s'épuise. Avec des bénévoles, saisonniers, sans compétence technique spéciale, le « chantier » ne prend forme que très lentement.

« Notre intention n'est pas de créer des structures définitives : ni une forme précise d'animation », dit Pierre. Même lorsque le hameau sera rebâti, les jeunes continueront à y travailler. « Car, il est bon, précise-t-il encore, que les lycéens puissent s'exprimer collectivement à travers une tâche précise. La vie, par ailleurs, leur impose de se débrouiller seuls. »

Le lieu se prête bien à cette recherche de l'effort en commun. Aucune route d'accès ne mène au hameau. Il faut acheminer le matériel, le ciment, le bois d'homme sur près de 12 kilomètres ou par flottage sur l'Ardeche. Le sable, les galets, dont on fera les maisons, sont ensuite hissés aux hauteurs du « Vieux-Audon », à l'aide d'un treuil.

Un chantier de cette sorte présente malgré tout un danger d'isolement. Qui penserait à témoigner un quelconque intérêt à l'entreprise publique, selon les responsables eux-mêmes, c'est l'aspect pédagogique de la restauration et non son aboutissement qui constitue l'ob-

Intervenir. Il vient d'arriver à Malleval, après un séjour dans un chantier belge spécialisé dans la réinsertion des jeunes délinquants (Les enfants du Juge).

C'est l'autre face des « chantières », œuvre d'entraide africaine qui « met les jeunes en contact direct avec la réalité sociale de leur pays ». Le dévouement, cette fois, a ses contreparties : les volontaires tiennent toujours à savoir pour qui et pour quoi ils travaillent. Aussi la nature des « chantières » a-t-elle suivi, depuis plusieurs années, l'évolution des bénévoles eux-mêmes. Mai 68, ici aussi, a creusé de profondes sillons. Au domaine de Malleval, par exemple, certains s'interrogent déjà sur l'utilité idéologique d'un centre de biodynamique.

On retrouve, d'ailleurs, ces questions à l'échelle nationale. « Nous appartenons à la jeunesse », disent les bénévoles, qu'on leur demande les animateurs des Compagnons. Notre existence n'a-t-elle pas pour principale conséquence la réalisation d'économies non négligeables ?

Les Compagnons bâtisseurs français ont refusé, jusqu'à présent, la tentation partisane, mais leurs camarades italiens, qu'on dit proches de l'extrême gauche, sont désormais leur propre « bailleur de chantiers ». Les Compagnons du Nord (Allemagne de l'Ouest), encore influencés par un courant anticomuniste — l'association avait été créée en R.F.A. pour accueillir les réfugiés d'Europe de l'Est — souhaitent l'exclusion de la branche italienne.

L'équipe française tente désormais de contourner cette difficulté nouvelle en multipliant les missions auprès des groupes marginaux. Des « volontaires à long terme » (V.L.T.) — qui passent une année au moins chez les Compagnons — prennent contact avec les animateurs de chantiers, ou créent des COP (Coopératives ouvrières de production). En attendant que les événements extérieurs offrent d'autres perspectives.

L'avenir est incertain pour les « chantières de jeunes ». Giscard ou Mitterrand, les cités d'urgence ne fermeront pas leurs portes, note un V.L.T., qui rejoindra cet automne l'équipe du Journal Combat non violent.

De nombreux volontaires, après avoir fréquenté les lieux de restauration, se tournent vers l'action sociale, et optent souvent pour une action moins temporaire. Quatre garçons envisagent, par exemple, d'ouvrir un chantier dans la capitale, traditionnellement délaissée par les associations de chantiers. D'autres expériences sont lancées ailleurs, souvent dans les centres urbains — au cœur des pollutions — et non plus dans les campagnes préservées.

« Ça bouge, ça bouge », répète un garçon de vingt ans, qui espère qu'un jour « les chantiers descendront dans la rue ».

PHILIPPE BOGGIO.

(1) Études et Chantières et les Compagnons bâtisseurs, ainsi que sept autres associations, Alpes de jumelles, Concordance les Moutons des Alpes, Veigas et Marcellins, Bampart, la Section des jeunes chrétiens pour la paix et le Service civil international (S.C.I.), se sont regroupés dans un organisme de gestion pour le travail volontaire des jeunes (COTRAVJ), 11, rue de Cléry, 75009 Paris 12, tel. : 77-79-20, qui accueille plus de dix mille jeunes et fournit deux cent mille journées de travail.

Une autre association, le Club du vieux masot (10, rue de la Concorde, 75011 Paris, tel. : 508-30-40), organise des chantiers pour près de cinq mille lycéens et étudiants et fournit à elle seule près de cent mille journées de travail bénévole chaque année.

## Premiers comptes, premiers mécomptes

**M**AUVAISE saison pour les uns, bonne saison pour les autres. Le soleil qui a grillé les récoltes et rôté les prés a fait le bonheur des vacanciers. Jamais, dans les jours plus longs de la nouvelle heure d'été, la mer n'aura été si chaude, la campagne ou la montagne si accueillante. Double paradoxe : la Côte d'Azur, par exemple, et son arrière-pays ont moins de d'autres pôt du manque d'eau, mais les touristes leur ont souvent préféré des régions moins connues mais plus clémentes en ces temps caniculaires : l'Auvergne, les Vosges, le Nord même ou l'Est. Cet été de la sécheresse aura été pour beaucoup le premier été des vacances vertes. Qui s'en plaindra ? En tout cas, pas ceux qui, depuis longtemps, militent pour que les Français acceptent enfin de découvrir la France, toute la France, et non plus seulement quelques plages encombrées. Reste à nourrir ce désir nouveau.

Et aussi à s'interroger sur la façon d'harmoniser, dans la province fragile, les besoins des visiteurs et les droits de leurs hôtes. Il en est du vacancier comme du travailleur étranger. On n'a jamais pu déterminer avec précision à partir de quelle proportion il devient inacceptable pour la collectivité qui le reçoit. A partir de quel moment l'habitant d'un bourg ou d'un village a-t-il l'impression d'être dépossédé par « ses » touristes ? Lorsqu'ils sont trop nombreux mais aussi lorsqu'ils oublient qu'ils ne sont que des hôtes de passage auxquels l'argent qu'ils laissent dans le pays ne donne pas le droit de le saccager ou de le mépriser.

Conflit traditionnel, avivé parfois cet été par les caprices de la météo. Plusieurs stations de la côte ouest étaient déjà au bord du rationnement en eau lorsque arrivèrent les premiers vacanciers. Elles n'en souffrirent pas, réduisant de se faire une contre-publicité. Mais elles durent bien à la fin d'août, en venir à l'inévitable et fermer les robinets durant la plus grande partie de la journée. Colère justifiée des touristes, qui ont crié à l'imprévoyance, voire à la malhonnêteté. Réplique compréhensible des habitants : « Pour ne pas mécontenter nos hôtes saisonniers, écrit un journal vendéen, nous leur avons laissé boire notre eau jusqu'à la dernière goutte. Mais les plus à plaindre ce sont ceux qui restent. Il ne leur restera que leurs yeux pour pleurer, ce qui, à l'évidence, est bien insuffisant pour remplir les barrages ! » Chacun croit avoir raison. Il est décidément bien difficile de vivre ensemble... même en vacances.

(Lire page 10 un premier bilan des vacances : « Embouteillage autour du lac »)

## ÉCHANGES Les mauvaises réservations

**L**E comité d'organisation des échanges scolaires francophones de Montélimar, dans la Drôme, nous écrit :

Depuis près de quinze ans un groupe de parents et de professeurs de plusieurs lycées ou collèges de Montélimar et de ses environs a pris la responsabilité d'organiser chaque année des échanges d'élèves avec des établissements scolaires d'une ville du nord de l'Angleterre. Ce sont chaque année près d'une centaine de jeunes de treize à dix-huit ans qui participent à ces échanges. Ils sont accompagnés, tant à l'aller qu'au retour, par quatre ou cinq professeurs.

(...) Depuis quelques années, la qualité des services que l'on pouvait attendre de la S.N.C.F. (Société nationale de chemins de fer) a cessé de se dégrader. Les démanches exprimées par les responsables n'ont en aucun effet.

(...) Le nécessaire est fait par les responsables auprès de la S.N.C.F. plusieurs mois à l'avance

et sans aucun retard. En dépit de ce délai, les places effectivement attribuées ne correspondent pas toujours au nombre de places demandées ; trop souvent, les places ne sont pas groupées, ce qui ne facilite pas la surveillance par les accompagnateurs.

Les responsables ne sont avisés qu'à la dernière minute de la suite donnée à leur demande huit jours avant un départ insuffisant, compte tenu des retransmissions nécessaires et des difficultés pour joindre les familles à cette époque de l'année, et de ce d'attente plus que la demande a été faite trois mois plus tôt. Pour le retour, les accompagnateurs n'ont même aucune information sur la manière dont celui-ci se déroulera, la S.N.C.F. s'obligeant à envoyer — trop tard — les réservations à Montélimar au lieu de les envoyer aux accompagnateurs en Angleterre, faute de les leur avoir fait parvenir avant leur départ de Montélimar.

Il est anormal de ne pas pouvoir se trouver en face d'une personne qui soit responsable de l'acheminement du groupe sur le terrain du trajet (de Calais à Montélimar), et ce en dépit de l'existence de deux réseaux, celui du Nord et celui du Sud-Est. L'empressement dont ont toujours fait preuve les agents le cas de la S.N.C.F. ne pouvant suffire à pallier toutes les difficultés.

## VÉLO Sur les rails ?

**L**A voiture, le camion, le train, tiennent le haut du pavé. La bicyclette n'a pas de domaine à elle. Le plus souvent, elle utilise — à ses risques et périls — celui des autres. Comment favoriser la pratique de la randonnée sur deux roues hors des sentiers battus ?

Pour M. Jacques Médécin, secrétaire d'État au tourisme, qui répond à cette question dans le Journal officiel du 19 août, « la création de pistes ou de bandes cyclables est justifiée » dans les zones vertes de détente et de loisirs à forte fréquentation touristique ainsi que dans les zones urbaines. En revanche, elle ne l'est pas dans les départements ruraux de fréquentation diffuse.

Cependant, précise M. Médécin, des dispositions sont envisagées en vue de la création d'un réseau pédestre, cycliste ou équestre à partir des anciens chemins ruraux à l'abandon et des voies désaffectées comme les chemins de halage et les anciennes voies ferrées.

Pour ce qui concerne les chemins de halage, une action de promotion est en cours sur le canal de Nantes à Brest ainsi que sur certains canaux de Bourgogne, indique le secrétaire d'État. Pour ce qui concerne les lignes désaffectées de la S.N.C.F., « des subventions pourraient être accordées aux collectivités locales pour l'acquisition de tels terrains, à charge pour elles de préserver la continuité des lignes ».

## COTE BASQUE Biarritz sans Espagnols

**M** GUY FRET, sénateur (in-dépendant) et maire de Biarritz, a diffusé auprès de ses administrés une lettre dans laquelle il s'ingénie de la quasi-disparition de la clientèle espagnole, qui a cessé de venir au cours de la dernière saison.

« Si, écrit-il, la clientèle espagnole a effectivement déserté non seulement notre ville, mais toute la Côte basque, il ne faut pas se tromper de coupables. »

« Les vrais coupables sont ceux qui, l'an dernier, ont organisé pendant toute l'agone du général Franco des manifestations dans la rue à Bayonne, à Hendaye et même à Saint-Jean-de-Luz, contre le régime espagnol, ce qui a profondément blessé beaucoup d'Espagnols, même ceux qui n'étaient pas partisans du régime, nos voisins n'admettant pas que l'on se mêle de leurs affaires. »

« A-t-on oublié qu'en 1975 des touristes espagnols ont été molestés par des groupes de Basques révolutionnaires, qu'un grand nombre de voitures automobiles immatriculées en Espagne ont fait l'objet de graves dégradations, quelques-unes ont même été brûlées, et que les pneus de ces voitures furent systématiquement crevés ? »

M. Petit ajoute : « En cas de détournement la clientèle espagnole traditionnelle qui venait sur notre

**VOYAGE CULTUREL**  
**MALTE DES CHEVALIERS**  
du 16 au 23 octobre 1976  
avec Mme M. MASDUPUY,  
Conferencières d'Histoire de l'Art  
Renseignements et inscriptions à  
**BIBLE ET TERRE SAINTE**  
5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS  
Lic. d'Etat 309 A

Pour des Français à l'esprit et au cœur ouverts qui tentent de rencontrer un peuple, une civilisation.

**AU CŒUR DU YEMEN**  
(avec l'aide d'un arabisant qui aime le pays)

**DU 2 AU 16 OCTOBRE**  
**AMIS DE L'ORIENT**  
Renseignements : 19, avenue d'Iéna - Tél. : 723-64-85  
Tous les après-midi de 14 h. 30 à 18 h. 30 (sauf dimanche 10 h. à 12 h.)

**NOËL EN INDE**  
18 DÉCEMBRE - 3 JANVIER

**L'INDE VIVANTE**  
avec des rencontres dans les villes et les villages  
1<sup>er</sup> JANVIER - 16 JANVIER

**VERMOREL PAU**  
MAGNIFIQUE  
**HOSTELLERIE** PLAGE  
3 étoiles N.N. - 8.000 m2 - Piscine  
S'adresser :  
M. BAQUO, 27, rue Montpessier  
64000 PAU - Tél. (20) 27-40-30



## Tourisme

### Un premier bilan des vacances

#### LES VOSGES : EMBOUTEILLAGE AUTOUR DU LAC

LORSQUE le poète François de Noailles décrivait avec les métaphores de l'époque le lac de Gérardmer comme « une perle dans son érin », son imagination ne l'éloignait pas trop de la réalité. Les grands sapins sombres qui à l'entour des « roches noires », viennent ombrager le lac dans un miroitement d'émeraude, le ciel qui, au printemps, se reflète en un bleu profond et, l'hiver, la surface glacée des eaux converties de cristaux : Gérardmer, la « perle des Vosges », invite à ces faciles mais évidentes comparaisons.

Très tôt, la cité, située à l'entrée de la « vallée des lacs » — Gérardmer, Longemer, Retournemer, — a attiré les visiteurs. Le « petit train du plaisir », au début du siècle, y déversait, à la belle saison, des Parisiens privilégiés qui, pendant de longues semaines, dans les hôtels nombreux et bien équipés, venaient respirer l'air balsamique des sapins et se refaire une santé pulmonaire.

L'industrie textile, les coupes de bois, l'extraction du granit, représentaient alors l'essentiel de la vie économique de la cité ; le tourisme ne pesait pas lourd. Les hôteliers, pour la plupart des fils de rudes paysans, ne faisaient d'ailleurs pas de grands efforts pour retenir n'importe quelle clientèle : il y avait pour eux les habitués, « les amis » et les autres, « les oiseaux de passage ». Aujourd'hui, tout est changé. Le tourisme est devenu l'une des principales ressources de Gérardmer. En quinze ans, les hôteliers de la station ont investi plus de 1 milliard d'anciens francs. Il y a désormais dans la commune plus de mille six cents chambres d'hôtel, et la population de la ville passe pendant les mois de juillet et d'août de dix mille à cinquante mille habitants environ.

#### Une Forêt-Noire meilleur marché

Cette année, tous les records ont été battus. Gérardmer a dû refuser des clients. Le beau temps, les prix encore assez bas, l'engouement pour la forêt et une certaine lassitude du bord de mer expliquent, en partie, ce succès sans précédent. « Nous avons dû refuser des gens jusqu'à Saint-Dié et Remiremont ; tous les hôtels, ici, étaient complets. Les campeurs ne savaient plus où planter leur tente, et nous sommes intervenus contre le camping sauvage. Bien des loueurs de terrains ont dépassé le nombre d'installations autorisées », avoue M. Charles Morel, président du syndicat d'initiative. Le casino a atteint dès le mois de juillet le chiffre d'affaires de 1975 pour ce qui concerne les jeux (1246 000 francs). Le nombre des adhérents du club nautique a doublé, et dans l'ensemble de l'hôtellerie géro-moise, les premières estimations font ressortir une augmentation de 20 % à 25 % du chiffre d'affaires, par rapport à l'an dernier.

#### Un automne en Rouergue

Vivre l'automne au rythme de la campagne et au contact de ses habitants. C'est la saison des champignons, de la pêche à la ligne, des promenades à pied ou à cheval, et... des feuillages flamboyants. Le Rouergue offre aux mois de septembre et d'octobre un vaste choix de « moult sans surprise » à ceux qui prennent leurs vacances sur le tard.

\* Meublés sans surprise en Rouergue. APATAR. Chambre d'agriculture, 12009 Rodez.

#### VOYAGE CULTUREL LA PERSE BIBLIQUE

du 27 sept. au 12 octobre 1976 avec le R.P. DALMAIS Professeur à l'Institut Catholique de Paris

Renseignements et inscriptions Les grands itinéraires de Bible et Terre Sainte

5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS Tél. 266-31-66

Le succès de Gérardmer, la station-phare des Vosges, n'est que l'exemple le plus évident de celui du massif dans son ensemble. La région, qui depuis très longtemps ne connaissait dans le domaine touristique qu'une activité régulière mais modeste, doit aujourd'hui répondre à la forte pression des estivants. Le département accueille chaque année des millions de visiteurs — plus de dix millions de journées en 1975, — dont 85 % de Français et 15 % d'étrangers, pour la plupart des Belges ou des Allemands, pour qui les Vosges sont une Forêt-Noire meilleur marché.

Mais, tenu à l'écart du rush touristique des années 60, le département comprend aujourd'hui qu'il doit continuer à se garder des déferlements dévastateurs. Déjà, l'association départementale du tourisme, émanation du conseil général, a établi un plan d'aménagement et délimité les zones qui resteraient intactes. Ainsi, les crêtes du massif ne seront jamais touchées. C'est en accord avec les services départementaux de l'équipement, l'Office national des forêts et les municipalités que les implantations touristiques à venir ont été localisées.

« Nous aurions pu développer plus rapidement nos équipements d'hiver et faire de Gérardmer une station de ski plus importante, mais cela ne correspondait pas aux habitudes des gens du pays : les hôteliers faisaient leurs affaires l'été et cela leur suffisait », déclare un restaurateur géro-mois, qui ajoute : « Et puis, vous savez, ici, il ne fait pas toujours beau, les contraintes géographiques empêchent le développement des structures d'accueil ; on ne voit pas comment on aurait pu faire davantage. » C'est dans cette sagesse inattendue que se trouve peut-être l'avenir même du tourisme des Vosges, région plus défavorisée par le climat, mais qui est restée plus près de l'homme parce que moins gâtée par une surpopulation saisonnière qui encourage les excès. « Les Belges sont les rois de la station, les Allemands se croient en pays conquis, le Parisien sait tout et il est toujours pressé » ; on se permet même de critiquer le client. C'est aussi dire qu'on le considère encore comme une personne, et non pas comme un consommateur à « cracher du profit ».

#### Nature brute

« Hier, je suis allé avec une vingtaine d'estivants de l'hôtel à la recherche de champignons, nous avons fait un feu de bois et nous avons grillé des côtelettes. » Le président du syndicat des hôteliers de Gérardmer, M. Jeansen, a une façon de traiter ses pensionnaires, que l'on ne retrouve plus guère ailleurs.

Dans ces régions en cul-de-sac, l'écho du monde, de ses modes passagers et de ses pratiques moutonniers n'arrive que très assourdi. On aime le jazz et l'on porte des jeans comme les autres, mais on sait aussi apprécier l'épaulement et la « blando ». A quelques centaines de mètres des implantations touristiques, c'est encore et à nouveau la grande forêt sauvage, les Vosges de tous jours. Le petit lac de Retournemer, au bout de la vallée, sept kilomètres plus loin, avec le pré qui glisse sous ses eaux et les grands arbres ombreux, a le charme des paysages inviolés. Cette nature brute, aux portes de l'hôtel, c'est sans doute ce qui explique l'attrait grandissant des Vosges.

Ce sont aussi les hommes, bien sûr, qui ne veulent rien perdre de leurs canotiers, l'été, un peu partout dans les hameaux, sur la montagne, on danse la « soyotte », on allume de grands feux, des « chavandes », on organise des courses à travers bois, entre Vosgiens, pour le plaisir des Vosgiens... et, si des estivants s'y joignent, ils sont les bienvenus. Ici, le tourisme n'a pas encore souillé le pays et les hommes à son action niveleuse. M. Jean-Pierre Houot, un artisan de Rochesson, qui a rafistolé de vieux métiers et qui tisse, comme autrefois, a reçu dans son atelier douze à quinze mille visiteurs cette année. « Avec une telle clientèle, je pourrais m'industrialiser, mais je ne le ferai jamais. » Une résolution que rien n'a pu ébranler, on se sent, pas même cette grosse artillerie-là : un car de Japonais qui, un matin de juillet, s'est pointé au bout de son chemin.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## Chasse

### UNE INTERVIEW DU MINISTRE DE LA QUALITÉ

#### M. ANSQUER : La démocratie ne signifie pas

« **H**ORMIS le jour de l'ouverture, peu de chance de voir beaucoup de gibier cette année. » Cette phrase, que ne l'a-t-on entendue depuis près de deux cents ans, tantôt rageuse, tantôt amère ou triomphante. Depuis que le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon, dans la nuit du 4 août 1789, mémorable veille, firent voter dans l'enthousiasme général entre autres suppressions de privilèges féodaux celui de la chasse.

Depuis lors, la pression cynégétique n'a jamais faibli, sinon sous les occupations diverses que connaît le pays. Il était mal vu alors de se promener fusil en main par plaines et par bois. Les lapins profitèrent de l'entracte. Pas pour longtemps. Aux chasseurs se joignirent « épidémies », calamités, aux autoroutes le béton des villes tentaculaires,

à la démolition la pollution. Ce que l'on appelle les effets du progrès.

Aussi faut-il s'étonner qu'aujourd'hui soient encore quelques perdreaux et faisans et courants dans les fourrés quelques lièvres, toute une population élevée dans la majorité des cas comme le sont les animaux de basse-cour, mais lâchés jennes ou à naître sur les territoires de chasse. Bon gré mal gré, on s'aime, prolifère et vit en attendant l'ouverture. Et cette présence on la doit... aux chasseurs qui la permettent eux-mêmes, à ceux qui gèrent avec raison leurs territoires, repeuplent, respectent, à ceux qui limitent leurs prédations. Une évolution qui s'affirme chaque jour. Cela, tout observateur de bonne foi le sait. Pourtant une fraction de l'opinion condamne globalement l'action de chasser et réclame quasiment la suppression

« Monsieur le ministre, où en est, en France, la chasse en 1976 ? »

— Jusqu'à ces dernières années, une sorte d'équilibre s'est maintenu entre le nombre des chasseurs et le développement de la chasse grâce aux corrections de la nature ou à l'intervention des pouvoirs publics, en liaison avec les représentants des organisations cynégétiques.

Aujourd'hui, la pression exercée par l'augmentation du nombre des chasseurs, le développement des activités industrielles, la destruction progressive de certains milieux pour l'aménagement des espaces ruraux menacent gravement l'avenir de la faune sauvage.

Dans le milieu rural, la chasse se heurte de plus en plus à d'autres intérêts et à d'autres activités : la promenade, la protection des forêts ou des zones agricoles ; le droit de propriété.

La chasse ne concerne pas seulement les chasseurs, elle préoccupe un très grand nombre de Français non chasseurs. Elle doit donc être organisée pour rester populaire.

— Il semble que la loi Verdelle soit contestée par une fraction de l'opinion. Qu'en pensez-vous ?

— La loi Verdelle interdit, dans un certain nombre de départements, aux propriétaires de lots de moins de 20 hectares de refuser le droit de chasse aux associations communales de chasse.

Cette disposition est critiquée à la fois par les uns au nom du droit de propriété, par les autres au nom de la protection de la faune. Ainsi, parfois, les écologistes viennent au secours des propriétaires.

La suppression radicale de ce droit de propriété, à remettre en cause l'intérêt, et donc l'existence, des associations communales de chasse, la possibilité de chasser pour les personnes aux revenus modestes, et, en définitive, la chasse démocratique.

L'article 24 de la loi sur la protection de la nature précise que

les propriétaires peuvent, quelle que soit la superficie de leurs terres, après avis du conseil municipal de la commune intéressée, demander aux pouvoirs publics de mettre leurs propriétés en réserve naturelle. Cela ne paraît un assouplissement raisonnable de la loi Verdelle.

— Quel est l'avenir de la chasse démocratique ?

— Je suis très attaché au caractère démocratique de la chasse, principe qui ne sera pas remis en cause. Mais cela ne signifie pas un régime de « laissez-faire » généralisé. Bien au contraire. Aujourd'hui, l'accroissement du nombre des chasseurs et la restriction du gibier se poursuivent à un rythme tel que, si rien n'est fait, l'avenir même de la chasse serait compromis. Nous devons donc agir.

La réglementation actuelle offre aux chasseurs de nombreux moyens d'organiser rationnellement l'exploitation de la chasse et de sauvegarder un capital de gibier reproducteur, c'est-à-dire d'assurer un repeuplement normal.

Mais ces dispositions ont, pour la plupart, un caractère facultatif — sur le plan de la chasse, par exemple, — et c'est aux collectivités communales ou départementales de chasseurs d'en demander la mise en œuvre.

Comme nous rencontrons parfois des difficultés pour obtenir de l'ensemble des chasseurs l'adhésion à un régime de discipline volontaire, nous envisageons, en plein accord avec le Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, le dépôt d'un projet de loi. Il permettra de faire prévaloir davantage l'intérêt général.

Bien entendu, il est exclu que cette réforme conduise à une sélection par l'argent du nombre des chasseurs, c'est-à-dire à une augmentation brutale et importante des taxes et redevances. Un relèvement est certes nécessaire pour tenir compte des dépenses nouvelles qu'implique notamment le renforcement de la surveillance et de la garde. Mais il est très limité (le permis n'a pas augmenté depuis deux ans et les redevances envisagées pour l'an prochain suivront seulement l'évolution du coût de la vie).

J'ajouterais qu'à l'heure actuelle le prix du permis représente au plus 3 à 5 % du budget du chasseur. Ce n'est vraiment pas cette somme qui l'empêche de chasser.

— Quelles sont les dispositions que vous proposez de faire figurer dans le projet de loi sur la chasse ?

— En 1973, un projet de loi sur la chasse avait été élaboré à la demande des chasseurs et déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Depuis cette date, la réforme du régime du permis est intervenue et a rendu un examen obligatoire. La loi sur la protection de la nature, par ailleurs, a prévu la limitation de la chasse en enclos. Aussi faut-il remettre en forme l'ancien projet pour le présenter à nouveau au Parlement. Il y aura pas de novation importante par rapport au premier projet déjà adopté par le gouvernement en voici les points forts.

L'établissement d'une liste limitative des espèces de gibier qu'il sera permis de chasser. Il devra s'agir d'espèces à la fois non menacées de disparition et dignes de la chasse comme véritablement comme un sport. Les espèces rares seront exclues ;

la possibilité de prendre des mesures de limitation des prélèvements sur le gibier, soit en diminuant le nombre des jours et des heures de chasse pendant la période d'ouverture, soit en appliquant le plan de chasse à de nouvelles espèces de gibier ;

la possibilité d'interdire la commercialisation de certaines espèces. Cela contribuera à protéger le gibier mais aussi à affirmer le caractère purement sportif (et non lucratif) de la chasse ;

enfin, de nouvelles possibilités d'investigation seront données aux agents chargés de la répression du braconnage. Ils pourront ainsi fouiller les voitures.

— L'avenir de la chasse passe-t-il par le repeuplement artificiel ou par l'interdiction pure et simple du tir de certaines espèces ?

— L'avenir de la chasse dépend de deux séries d'actions qui concernent les chasseurs et le gibier.

Pour le gibier, le repeuplement artificiel peut donner des résultats satisfaisants à court terme. Mais ces efforts n'auront d'effet durable que s'ils s'appuient sur l'amélioration des conditions du milieu, l'aménagement et la protection des territoires de chasse sont la seule manière de permet-

tre la présence du gibier et le développement de souches sauvages. La diversité et la richesse des habitats naturels sont la meilleure garantie pour la survie de notre faune sauvage.

Des menaces sérieuses peuvent exister lorsqu'on transforme des types de culture, lorsqu'on arase des haies. Il convient donc de trouver un judicieux équilibre entre les différentes formes d'exploitation ou d'aménagement dans le souci de préserver ces habitats naturels.

Dans ce but, le souhaite accélérer la politique de création des réserves, réserves naturelles et réserves de chasse.

Vis-à-vis des chasseurs, un effort d'information et de discipline est nécessaire pour que chacun prenne conscience de ses responsabilités et comprenne mieux les objectifs fixés et les choix décidés.

Tel est le sens de l'examen du permis de chasser et du projet de loi sur la chasse.

— Le mouvement écologiste était battant en 1969, il s'apaisa en 1976, et se radicalise aujourd'hui. N'est-il pas en fait un aiguillon dans l'approche d'un problème immense et parfois à l'avenir limité aux intéressés et aux spécialistes ?

— Je voudrais souligner que les fédérations de la chasse font partie du mouvement associatif, au même titre que d'autres associations. Les chasseurs peuvent être des écologistes avertis.

Souvent les excès de certains mouvements ne font pas avancer la solution du problème. On ne peut réclamer le retour à l'état de nature et interdire la chasse. L'homme, dans les civilisations primitives, était chasseur. Ne pas vouloir régulariser et sélectionner les espèces, c'est accepter une faune de prédateurs. A partir d'un certain seuil, la faune détruit la flore, etc.

La faune sera sauvée grâce à une législation appropriée et à une gestion rationnelle, acceptée et comprise par l'ensemble des chasseurs et des ruraux. Je suis décidé à mener cette tâche à bien.

— Que pensez-vous de l'organisation de la chasse dans les autres pays européens ?

— L'organisation de la chasse au-delà du Rhin n'a rien de comparable avec celle de la France. Le droit de chasse est

## GRAND PAVOIS DE LA ROCHELLE



DU 17 AU 20 SEPTEMBRE

De tous les coins de France et d'Europe les possesseurs de voile se donneront rendez-vous au Port des Minimes à La Rochelle du 17 au 20 septembre où se tiendra la plus grande exposition à flot de bateaux à voile français et européens. Vous pourrez visiter, étudier en détail, comparer les bateaux dont vous rêvez mais aussi découvrir les nouveaux modèles et les nouveaux aménagements. Pour tous renseignements sur les ressources hôtelières, les vols spéciaux TAT à tarif réduit, les moyens d'accès, écrivez à GRAND PAVOIS DE LA ROCHELLE Port des Minimes 17000 LA ROCHELLE Tél. (46) 41.43.50

Publicité

## Fnac-Sport a jugé les fusils

La Fnac refuse de vendre certains fusils parce qu'elle a de bonnes raisons de les trouver mauvais. Ou même dangereux.

Mais ceux qu'elle accepte dans ses rayons ne sont pas pour cela à l'abri de tout reproche.

C'est pourquoi les maîtres armuriers de Fnac-Sport viennent d'éditer un tableau où ils disent très franchement ce qu'ils pensent des 47 fusils de chasse et des 10 fusils automatiques et à répétition qui sont vendus à la Fnac.

Et ce tableau est actuellement disponible. Au même titre que les bancs d'essais ou tableaux-tests sur : Les cartouches de chasse • Les carabines de chasse • Les carabines à air • Les cartouches 22 • Les boîtiers pour photo sous-marine

• Les boîtiers pour cinéma sous-marin • Les cadres de raquettes de tennis • Les détenteurs de plongée • Les vêtements de moto en cuir • Les sacs à dos à clavier. L'adresse?... Fnac-Sport - 13/P, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris. (Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h. Nuit du mercredi jusqu'à 21 h.)

Fnac-Sport (département sport de la Fnac). Archerie. Arts martiaux. Camping randonnée. Chaussures. Equipement équitation. Equipement motard. Vêtement cycliste. Photo-cinéma sous-marin. Plongée. Chasse et tir. Tennis. Tennis de table. Natifisme. Moteurs. Accessoires. Ski. Patinage. Pêche en mer. Librairie sport.

150



150

LE MONDE

DES LOISIRS

LE MONDE — 4 septembre 1976 — Page 11

QUALITÉ  
nifiée pas

DE LA VIE

# «laisser faire»

sion d'un droit arraché autrefois et aujourd'hui largement et heureusement inné.  
Le choix des responsables de la chasse en France a été fait depuis longtemps. Il se résume en peu de mots : la chasse ouverte à tous ne doit pas être mise en cause, mais aménagée. Pour cela, deux axes dans l'action : l'éducation des chasseurs et des mesures restrictives adaptées.  
De MM. Pons et Ponjard à M. Granet, hier encore : ministre de la chasse, l'effort a été fait : « Le caractère démocratique de la chasse n'implique pas un régime de laisser faire. » Telle est la ligne de conduite.  
Quelle est, à l'heure où M. Anquer prend la relève au ministère de la qualité de la vie, la situation ?

CLAUDE LAMOTTE.

Déjà, il y a cent ans



M. PRUDHOMME A LA CHASSE. — « Ah, papa, des perdreaux... tire dessus ! — Non mon fils... Si nous tuons les perdreaux cette année, nous n'en aurons pas l'année prochaine. »  
D'après la Chasse et la Pêche, Émile Dausser. Croquis paru entre 1850 et 1865 et regroupés par les Éditions Vito.

géré sur un plan collectif (même en Allemagne) et n'est accessible qu'à un nombre limité de privilégiés, le plus souvent sélectionnés. Ceci explique le faible nombre de chasseurs et les règles techniques strictes qui sont appliquées, puisqu'il s'agit tout à la fois de conserver une richesse naturelle et d'en tirer le meilleur profit. Cette chasse n'a donc rien de démocratique.  
Enfin, la plupart des pays de l'Est considèrent que le gibier est un bien national qu'il convient d'exploiter à des fins commerciales ou au profit de quelques-uns. La chasse est assimilée à un produit d'exportation. Elle est un élément d'une politique nationale totalement opposée à la nôtre.  
— Les structures de la chasse ne sont-elles pas trop technocratiques et largement occupées par des notables ?  
— Le secteur de la chasse est un bon exemple de concertation et de démocratie. Les fédérations départementales sont des associations soumises à la loi de 1901 : elles tiennent des assemblées générales et élisent leurs instances dirigeantes.  
— Je n'ai aucune raison de me couper des chasseurs, mais ce n'est pas un réflexe électoral. Car je ne crois pas que la qualité de chasseur soit la motivation essentielle d'un électeur. C'est un message de confiance que je leur adresse.  
J'entends en effet les associer à une véritable politique de protection de la nature par une meilleure information, une prise de conscience plus grande de leurs responsabilités, une sensibilisation à la préservation des équilibres. Cette politique doit conduire, en fin de compte, à mieux respecter notre environnement naturel.

## INVENTAIRE 1975-1976

# Permis de chasser, an I

**A**LORS que l'ouverture générale de la chasse s'approche, il est bon de faire le point des dispositions législatives et réglementaires promulguées depuis la précédente ouverture. Dans cet esprit et suivant sa tradition, « le Monde » publie, cette année comme les précédentes, l'inventaire complet de ces dispositions nouvelles. Dans l'ordre chronologique, celles-ci ont été :

Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Moselle. (J. O. du 5 août 1976.)

Du 9 juillet 1976, portant extension du territoire de la réserve nationale de chasse des Bauges (Savoie). (J. O. du 1<sup>er</sup> août 1976.)

Ces textes sont d'importance inégale. Certains sont mineurs : pour l'ensemble des chasseurs, mais le lecteur qui s'intéresserait à l'un de ceux-ci pourra s'y reporter par la référence au Journal Officiel, qui est donnée dans ce but.

### L'essentiel

Pour la grande majorité des chasseurs, l'essentiel de l'année écoulée à retenir est :

● La mise en place du permis de chasser ;

● La poursuite de la politique de réserves et de la protection de certaines espèces nouvelles de gibiers.

● 98,60 % des candidats reçus.

Pour la première fois en France, la candidature à la chasse n'est plus un acte de bravade. Les candidats doivent avoir 18 ans, être Français ou de nationalité française, résider en France, et avoir une résidence fixe. Ils doivent également avoir une formation théorique et pratique. Une première session a eu lieu en juin dans des centres départementaux. Les candidats avaient à répondre, suivant une technique audio-visuelle analogue à celle utilisée pour le permis de conduire, à vingt et une questions. Ils devaient, pour être déclarés reçus, répondre correctement aux deux tiers, soit à quatorze questions. Une parfaite organisation des épreuves, des candidats apparemment bien préparés, des questions assez faciles comme il convenait pour une première année de mise en place, ont assuré la réussite de 98,60 % des candidats. Il faut se féliciter de ce premier résultat, l'examen, en cette matière du moins, n'étant pas destiné à écarter les citoyens de la chasse, mais à les obliger simplement d'acquiescer, avant de chasser, quelques notions utiles à tout le monde, y compris à eux-mêmes. Le programme de l'examen porte et portera désormais sur les matières suivantes :

1) Sauvegarde et repeuplement de gibiers, reconnaissance des carls, chevreuils, chamois, sangliers, lièvres, lapins, blaireaux, perdrix grises et rouges, caillies, faisans, bécasses, grives, gibiers d'eau et de montagne, etc.

Régime alimentaire naturel et mœurs des animaux, dégâts qu'ils peuvent occasionner. Notions sur les prélèvements et les repeuplements.

2) Lois et règlements sur la police de la chasse :

Nuisibles, espèces protégées, modes de chasse, permis, propriétés du gibier, chasse maritime, responsabilité, organisation générale de la chasse en France, réglementation propre au Haut-Rhin, au Bas-Rhin et à la Moselle, etc.

3) Emploi des armes et munitions :

Fusils, carabines et munitions autorisées, règles de prudence, de sécurité, de politesse.

Une seconde session aura lieu en septembre, mais pour les seuls candidats à la première session qui, par suite d'un empêchement majeur signalé dans les quinze jours de la session manquée, et admis comme tel par le directeur de l'Office national de la chasse (1).

On peut regretter la rigueur des textes actuels et espérer que dans une session, on se décide à la fois à la fois possible dans l'avenir de se présenter au choix à l'une des deux sessions et même aux deux la même année pour le candidat qui aurait été « recalé » à la première : l'important n'est pas de sanctionner le citoyen, mais de vérifier ses capacités.

● Réserves et gibiers interdits.

Poursuivant sa politique sur ce point, le ministère de la qualité de la vie a, au cours de la période 1975-1976 analysé, créé les réserves de la baie d'Audoubert et de la Somme, du Mont-Vallier, dans l'Ariège, approuvé la charte constitutive du parc régional naturel des Vosges du Nord, étendu le territoire de la réserve des Bauges, en Savoie.

La liste des espèces protégées s'est encore accrue cette année et comporte désormais les cormorans, les hérons, nigrettes et butors, les puffins, pétrels et coucou. En zone de chasse maritime, il faut y adjoindre toutes les espèces d'une taille inférieure à celle du merle noir, à l'exclusion toutefois des gravelots, tourterelles, bécasses, chevaliers et bécasseaux. Un arrêté

(1) A l'avenir, « toute candidature à l'examen devra être adressée au préfet du département du domicile ou de la résidence du candidat avant le 31 janvier de chaque année ».

## Chasse

EN 1977

# Marseille capitale de la chasse et de la protection de la nature

**L**a protection de la nature : un sujet d'actualité ou une mode passagère ? On est tenté de répondre par la négative en 1976 parce que c'est l'année de la femme. On se découvre écologiste en 1976, placé sous le signe de l'environnement. Alors haro, entre autres, sur le chasseur ! Sur le manuel comme sur le bon.

Et les chasseurs de réagir. Plus ou moins bien. Ou pas du tout. Beaucoup se vexent, surpris, et tempèrent dans le vent. Cependant certains, de plus en plus nombreux, réfléchissent et agissent. Car ils se savent des protecteurs de la nature au même titre que les scientifiques. Les prédateurs naturels, loups, lynx, disparus, il ne reste qu'eux pour protéger les animaux rares et contrôler les effectifs des espèces trop prolifiques. Aussi veulent-ils le faire savoir. Pour cela, ils organisent des expositions cynégétiques didactiques ou commerciales, ou les deux à la fois, destinées aux chasseurs et surtout au grand public.

Ainsi en a-t-il été en 1971 pour l'exposition internationale de Budapest. Ainsi cette année Capex, qui s'est tenu au printemps à Paris et est à la recherche de sa formule future, son aspect commercial ayant été trop évident. Ainsi Alpeexpo qui à Grenoble a été une expérience réussie d'une exposition didactique sur le gibier de montagne. Ainsi en sera-t-il peut-être de même pour Chasseexpo Méditerranée qui se tiendra en 1977 à Marseille.

La Foire internationale de Marseille, avec la participation du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (C.I.C.C.G.), va organiser, du vendredi 27 mai au lundi 6 juin 1977, une exposition méditerranéenne et tropicale de la chasse sportive, de la protection de la nature et de la faune sauvage, qui portera le titre de Chasseexpo Méditerranée. MM. Edmond-Blanc, administrateur général du C.I.C.C.G., et Grobon Ghislaine, administrateur général de la Foire internationale de Marseille, l'ont annoncé récemment à Paris.

Les organisateurs de Chasseexpo Méditerranée souhaitent regrouper les délégations des pays du Bassin méditerranéen, de la mer Noire, d'Afrique et d'Asie. Organiser une rencontre des responsables intéressés par la chasse, l'élevage et la protection du gibier et faire découvrir ce monde passionnant au public, c'est là le caractère didactique qu'ils souhaitent donner à leur projet. Parallèlement à cette exposition, les associations et organismes nationaux et internationaux de la chasse ou de la protection de la nature tiendront un cycle de réunions et conférences.

Les membres du C.I.C.C.G., qui groupe plus de cinquante pays, s'y retrouveront notamment à l'occasion de leur assemblée générale annuelle.

Mais Chasseexpo Méditerranée se veut un autre but puisque, à côté des stands internationaux et des organismes et associations de la chasse ou de la protection de la nature, se tiendra un Salon commercial et industriel de la chasse et du tourisme cynégétique, de l'élevage et de la protection des animaux. Une exposition de trophées européens et tropicaux aura pour but d'expliquer, surtout au grand public, la nécessité de protéger la faune par la chasse sélective.

Le sport équestre et la vénerie seront représentés. Des concours de tir et de photographie, une exposition canine internationale, compléteront l'exposition.

MICHEL FROMONT.

\* Paris. Foire internationale de Marseille, Chasseexpo Méditerranée, parc Chanot, 13206 Marseille Cedex 2. Tél. (91) 54-15-60. Telex 410021 F.

Publicité

## Fnac-Sport a jugé les cartouches

**L**es performances de 30 modèles de cartouches ont été étudiées pour la vitesse, la pression, la régularité de la gerbe de plomb et le groupement.  
Et les résultats complets de ce banc d'essai Fnac sont disponibles à Fnac-Sport. On peut être envoyé sur demande.  
C'est là un nouveau service. Et qui, progressivement, sera étendu à d'autres matériels vendus à la Fnac.  
Parmi ces bancs d'essai déjà disponibles : Les fusils de chasse • Les carabines de chasse • Les carabines à air • Les cartouches de chasse • Les cartouches 22 • Les boîtiers pour photo sous-marine • Les boîtiers pour cinéma sous-marin

• Les cadres de raquettes de tennis • Les détenteurs de plongée • Les vêtements de moto en cuir • Les sacs à dos à chaîne. L'adresse ?... Fnac-Sport - 13/R, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris. (Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h. Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h.)

**Fnac-Sport (département sport de la Fnac).** Archerie. Arts martiaux. Camping randonnée. Chaussures. Équipement équitation. Équipement motorisé. Vêtement cycliste. Photo-cinéma sous-marin. Plongée. Chasse et tir. Tennis. Tennis de table. Nautisme. Moteurs. Accastillage. Ski. Patinage. Pêche en mer. Librairie sport

les exclusivités

# chasse loden

de

# mettez

POUR LUI POUR ELLE

pulls - chemises - bottes  
chaussures - accessoires

16, bd Malesherbes-8°

265-33-76

CHATEAU DE CHANTILLY - 4 SEPTEMBRE 20 H 30

## FETE DE LA CHASSE

# FESTIVAL INTERNATIONAL DE TROMPES DE CHASSE

500 SONNEURS • 18 MEUTES • FEU D'ARTIFICE

\* renseignements 15 (4) 45 13 36







## Mode

## TRICOTS TOUT FAITS

Les éléments principaux du prêt-à-porter d'hiver se retrouvent dans les collections de tricot de Rodier, Georges Memmi, Korrigan, La Squadra, Raelne, Tintwear, Tricosa et Vitos, parmi les marques les plus largement diffusées à travers la France.

Mais, à côté des bonnetiers, certains couturiers et créateurs coordonnent les ensembles de maille et de tissu, qui contribuent ainsi à l'expansion de leurs griffes.

Les célèbres chandails à côtes d'un André Courrèges ont été très largement adoptés pour la fraîcheur de leurs couleurs et le sigle formé par les initiales du couturier, qui leur confère, en outre, un prestige facilement identifiable.

Christian Dior reprend en Jacquards le graphisme de ses bagages : Saint-Laurent, Ungaro, Balmain, Cerruti, Lanvin, Carven et Hermès font exécuter des modèles en France, en Italie ou en Suisse.

Les vedettes du prêt-à-porter : Kenzo, Anjard, Lagerfeld, Mami, Daniel Hechter, Cacharel et Georges Rech, trouvent là un de leurs moyens d'expression favoris, d'autant plus que la maille ne demande pas un équipement complexe et que, à côté des usines du Nord et de la région troyenne, se multiplient un peu partout des ateliers artisanaux pour satisfaire une demande personnalisée.

Les fils utilisés cet hiver mettent en vedette la rusticité des tweeds, de la laine du pays et des mélanges de celle-ci avec le poil de renne pour les grosses vestes, les chandails « bulle » ou les modèles à col roulé géant. A l'inverse, les petites pièces moelleuses restent fidèles au shetland, aux laines, mohair ou

alpaga, ainsi qu'aux douillettes angoras et aux fibres diverses. Le volume des formes s'accroît de tricot de mailles plates, dont des côtes régulières ou non, des effets torsadés avec un léger relief, en contraste. Les dessins sont couvrants, avec des kilomètres de rayures, souvent en tons vifs lorsqu'elles sont travaillées en largeur, ou plus neutres en hauteur quand les vêtements ressemblent aux djellabas. Tous les folklores se retrouvent dans les jacquards traités en grosses vestes et en manteaux : le norvégien, l'indien, le péruvien ou le mexicain, le plus souvent dans les coloris d'origine plus ou moins heurtés.

NATHALIE MONT-SERVAN.



LA SQUADRA : veste en grosse laine jacquard, à capuche amovible et deux poches horizontales. Le bonnet aux bords roulés est assorti. 475 F chez France et Fila, 80, rue de Passy, Nice, rue de la Sutta ; Lyon, Gabriel Falarde, 14, quai Général-Sarailh.

## Brocante

## FOURBISSAGES

Les vacances fournissent quelquefois l'occasion aux amateurs d'objets ou de meubles anciens de découvrir les trésors de leur région. Mais si les prix de ces trouvailles sont souvent moins élevés que ceux pratiqués par les professionnels parisiens, l'état des objets proposés est parfois défectueux, le brocanteur rural se soucie peu de débarrasser et d'assortir les objets de débarras de griller qu'il expose, dans des locaux privés de moquette et d'éclairage appropriés. C'est l'acheteur qui devra donc procéder au nettoyage de son acquisition, le soin qu'il y apportera peut, aussi bien, être source de plaisir que de déconvenue.

La chimie moderne propose, dans toutes les drogueries ou autres boutiques de marchands de couleurs, quantité de décapants, lustrants, détartrants, rénovateurs, en poudre, en pâte, en liquide ou en aérosols. Ces produits, souvent vigoureux, ne sont pas d'un emploi sans danger pour les vieilles choses. Avec les risques inconvénients, il leur arrive aussi de décolorer la patine du temps, de donner au bronze l'aspect du cuivre neuf et de tacher, au blanc d'un bécot, le lustrage du meuble qui, finalement, avait séduit l'acheteur.

Mieux vaut, dans bien des cas, utiliser les « remèdes de bonne femme ». Meubles et objets, ainsi traités avec des onguents de leur époque, ne s'en porteront que mieux et, en outre, conserveront leur charme d'origine.

Voici quelques-unes des recettes les plus élémentaires de nos grands-mères. Il est évident qu'on ne les appliquera que sur des objets de prix moyen, les pièces

de grande valeur étant toujours confiées à des spécialistes.

Argent : tremper dans de l'alcool à brûler, rincer, essuyer et faire briller à la peau de chamois.

Argenture piquée : tremper une quinzaine de minutes dans du vinaigre chaud et rincer abondamment.

Bois ciré : pour l'entretien, les ébénistes utilisent de la cire vierge, râpée dans un récipient, chauffée au bain-marie et appliquée, très vite, au chiffon à l'aide d'une brosse douce. L'entretien et le cirage neutre donnent une belle patine, mais doivent être employés légèrement pour ne pas encrasser. Le bois ciré très sale sera nettoyé avec de l'essence de térébenthine. Si la couleur disparaît, on peut passer un peu de brou de noix, plus ou moins dilué dans l'eau, pour rattraper la teinte.

Bois verni : si le vernis est altéré, s'adresser à un spécialiste qui saura réparer un vernis sur le moment. Pour enlever une trace de verre, à condition qu'elle n'ait pas été faite par un alcool, frotter avec un chiffon doux, très finement, avec le doigt entouré d'un chiffon fin, imbibé d'huile de cuisine. Si le vernis n'est pas entamé, nettoyer avec de la poudre préparée par le droguiste (terre de Tripoli, huile et acide).

Bois doré : enlever toute la poussière et éliminer vivement, au pinceau, du blanc d'œuf, battu avec de l'eau, les résidus de vernis. Laisser sécher et essuyer avec du vinaigre d'alcool ; laisser sécher et essuyer. Bois vernouillé : traiter avec un produit contenant du xylophène ou, si l'on ne craint pas l'odeur, avec de l'acide d'entretien, dans laquelle on aura répé de la

naphtaline. Bronze doré : brosser avec une solution d'eau (un demi-litre) et d'ammoniaque (une cuillerée à soupe). Bronze verni : brosser vivement avec de l'eau contenant quelques gouttes d'alcali, rincer et essuyer. Cuivre : frotter avec un chiffon imbibé d'une solution 50 % d'alcali, 50 % de tripol. Écaillé : passer un chiffon doux, trempé dans un litre d'eau additionné d'une pincée de bicarbonate de soude et d'une cuillerée à café d'ammoniaque ; frotter doucement. Étain : un nettoyage au pétrole puis le passage d'un chiffon imbibé de bière chaude donneront une patine brillante. Une patine à l'ancienne s'obtient avec un nettoyage au pétrole, suivi du passage d'un chiffon doux et régulier d'un bouchon de liège.

Fer forgé : nettoyer soigneusement à la brosse métallique puis passer à la paille de fer ultra fine. Ivraie : dégraisser avec de l'eau oxygénée (vingt volumes) ou avec du sel marin imbibé de jus de citron ; rincer et faire briller. Entretien avec une pincée de sel, délayée dans un peu d'eau ; essuyer et faire briller avec un chiffon doux (la sole naturelle est idéale). Marbre blanc : frotter avec du sel marin mouillé de jus de citron, rincer et faire briller. Marbre toncé : dégraisser avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer. Meubles en bois : nettoyer avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer. Meubles en bois : nettoyer avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer.

Meubles en bois : nettoyer avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer. Meubles en bois : nettoyer avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer. Meubles en bois : nettoyer avec de la poudre ponce très fine délayée dans du vinaigre d'alcool. Laisser sécher et essuyer.

une solution d'eau savonneuse à l'aide d'une brosse douce, puis tremper dans de l'alcool à 90° (à l'exclusion des parfums et eaux de toilette, toujours un peu gras) ; essuyer et faire briller à la peau de chamois. Pierres précieuses : tremper quelques minutes dans un bain d'alcool à 90° et sécher avec un linge fin (s'assurer auparavant que les pierres sont toutes sèches et non collées).

Reliures : pour enlever les taches de graisse sur le cuir, frotter en cercle avec un chiffon très doux imbibé de quelques gouttes d'éther ou d'essence de térébenthine ; redonner de la couleur avec une cire spéciale, dans le ton.

Tableaux vernis : frotter avec la tranche d'une pomme de terre crue. Verre : laver avec de l'eau tiède contenant des cristaux de soude. Rincer abondamment à l'eau tiède.

A ceux qui voudraient connaître plus en détail les recettes du fourbissage, nous recommandons la lecture de quelques ouvrages spécialisés : Dictionnaire du nettoyage, de Dyanne Chappat (Livre de Poche pratique) ; Guide des secrets de l'antiquaire, de Michel Doussy (Stock) ; Rénoquez et réparez vos meubles et objets anciens (Éditions Eyrolles, collection « Faites-le vous-mêmes ») ; Tout le regarnissage des sièges à la maison (Éditions Massin) (1).

Il faut toujours agir avec beaucoup de délicatesse et une extrême prudence.

ELVIRE VALOIS.

(1) La Librairie Del Duca, 25, boulevard des Filles-du-Calvaire, propose actuellement de deux livres indispensables et précieux : Les Secrets du vernissage et Trucs et astuces du bois, éditions Baudouin, Paris.

## Philatélie

N° 1449  
ANDORRE : « Sanctuaire de Méritxell ».

Un timbre de grand format, représentant le « sanctuaire » de Méritxell, dessiné et gravé par Jean Pheulpin, sera mis en vente générale le lundi 9 septembre.

ANDORRE : « Sanctuaire de Méritxell ».

1 F. bistre, vert et marron. Impression « hallo-douce » ; Ateliers du Timbre de France.

La mise en vente anticipée : Le 4 septembre, au bureau de poste temporaire ouvert à la Maison des Vallées, à Andorre-la-Vieille.

Dès le 4 septembre, en vente dans les bureaux de poste de la principauté, à la R.P. de Perpignan et aux guichets philatéliques.

BUREAUX TEMPORAIRES  
O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition nationale de la Croix-Rouge.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

O 4296 Montferrat (maître), les 4 et 5 septembre. — Exposition philatélique.

## Jeux

## ÉCHECS

## LE PROFESSEUR V. SMYSLOV

(Journal International de Bienne, 1976)  
Blancs : V. SMYSLOV  
Noirs : A. MATANOVIC  
Défense indienne de la D.

1. d4 d5 2. f3 f6 3. e4 e5 4. g3 g6 5. f4 f5 6. e5 e6 7. g4 g5 8. f5 f6 9. e6 e7 10. f6 f7 11. g7 g8 12. h8 h7 13. g8 g7 14. f7 f6 15. e6 e5 16. d5 d4 17. c4 c3 18. b3 b2 19. a2 a1 20. h1 h2 21. g2 g1 22. f1 f2 23. e1 e2 24. d2 d1 25. c1 c2 26. b1 b2 27. a1 a2 28. h2 h1 29. g1 g2 30. f2 f1 31. e1 e2 32. d2 d1 33. c2 c1 34. b2 b1 35. a2 a1 36. h1 h2 37. g2 g1 38. f1 f2 39. e2 e1 40. d1 d2 41. c1 c2 42. b1 b2 43. a1 a2 44. h2 h1 45. g1 g2 46. f2 f1 47. e1 e2 48. d2 d1 49. c2 c1 50. b2 b1 51. a2 a1 52. h1 h2 53. g2 g1 54. f1 f2 55. e2 e1 56. d1 d2 57. c1 c2 58. b1 b2 59. a1 a2 60. h2 h1 61. g1 g2 62. f2 f1 63. e1 e2 64. d2 d1 65. c2 c1 66. b2 b1 67. a2 a1 68. h1 h2 69. g2 g1 70. f1 f2 71. e2 e1 72. d1 d2 73. c1 c2 74. b1 b2 75. a1 a2 76. h2 h1 77. g1 g2 78. f2 f1 79. e1 e2 80. d2 d1 81. c2 c1 82. b2 b1 83. a2 a1 84. h1 h2 85. g2 g1 86. f1 f2 87. e2 e1 88. d1 d2 89. c1 c2 90. b1 b2 91. a1 a2 92. h2 h1 93. g1 g2 94. f2 f1 95. e1 e2 96. d2 d1 97. c2 c1 98. b2 b1 99. a2 a1 100. h1 h2 101. g2 g1 102. f1 f2 103. e2 e1 104. d1 d2 105. c1 c2 106. b1 b2 107. a1 a2 108. h2 h1 109. g1 g2 110. f2 f1 111. e1 e2 112. d2 d1 113. c2 c1 114. b2 b1 115. a2 a1 116. h1 h2 117. g2 g1 118. f1 f2 119. e2 e1 120. d1 d2 121. c1 c2 122. b1 b2 123. a1 a2 124. h2 h1 125. g1 g2 126. f2 f1 127. e1 e2 128. d2 d1 129. c2 c1 130. b2 b1 131. a2 a1 132. h1 h2 133. g2 g1 134. f1 f2 135. e2 e1 136. d1 d2 137. c1 c2 138. b1 b2 139. a1 a2 140. h2 h1 141. g1 g2 142. f2 f1 143. e1 e2 144. d2 d1 145. c2 c1 146. b2 b1 147. a2 a1 148. h1 h2 149. g2 g1 150. f1 f2 151. e2 e1 152. d1 d2 153. c1 c2 154. b1 b2 155. a1 a2 156. h2 h1 157. g1 g2 158. f2 f1 159. e1 e2 160. d2 d1 161. c2 c1 162. b2 b1 163. a2 a1 164. h1 h2 165. g2 g1 166. f1 f2 167. e2 e1 168. d1 d2 169. c1 c2 170. b1 b2 171. a1 a2 172. h2 h1 173. g1 g2 174. f2 f1 175. e1 e2 176. d2 d1 177. c2 c1 178. b2 b1 179. a2 a1 180. h1 h2 181. g2 g1 182. f1 f2 183. e2 e1 184. d1 d2 185. c1 c2 186. b1 b2 187. a1 a2 188. h2 h1 189. g1 g2 190. f2 f1 191. e1 e2 192. d2 d1 193. c2 c1 194. b2 b1 195. a2 a1 196. h1 h2 197. g2 g1 198. f1 f2 199. e2 e1 200. d1 d2 201. c1 c2 202. b1 b2 203. a1 a2 204. h2 h1 205. g1 g2 206. f2 f1 207. e1 e2 208. d2 d1 209. c2 c1 210. b2 b1 211. a2 a1 212. h1 h2 213. g2 g1 214. f1 f2 215. e2 e1 216. d1 d2 217. c1 c2 218. b1 b2 219. a1 a2 220. h2 h1 221. g1 g2 222. f2 f1 223. e1 e2 224. d2 d1 225. c2 c1 226. b2 b1 227. a2 a1 228. h1 h2 229. g2 g1 230. f1 f2 231. e2 e1 232. d1 d2 233. c1 c2 234. b1 b2 235. a1 a2 236. h2 h1 237. g1 g2 238. f2 f1 239. e1 e2 240. d2 d1 241. c2 c1 242. b2 b1 243. a2 a1 244. h1 h2 245. g2 g1 246. f1 f2 247. e2 e1 248. d1 d2 249. c1 c2 250. b1 b2 251. a1 a2 252. h2 h1 253. g1 g2 254. f2 f1 255. e1 e2 256. d2 d1 257. c2 c1 258. b2 b1 259. a2 a1 260. h1 h2 261. g2 g1 262. f1 f2 263. e2 e1 264. d1 d2 265. c1 c2 266. b1 b2 267. a1 a2 268. h2 h1 269. g1 g2 270. f2 f1 271. e1 e2 272. d2 d1 273. c2 c1 274. b2 b1 275. a2 a1 276. h1 h2 277. g2 g1 278. f1 f2 279. e2 e1 280. d1 d2 281. c1 c2 282. b1 b2 283. a1 a2 284. h2 h1 285. g1 g2 286. f2 f1 287. e1 e2 288. d2 d1 289. c2 c1 290. b2 b1 291. a2 a1 292. h1 h2 293. g2 g1 294. f1 f2 295. e2 e1 296. d1 d2 297. c1 c2 298. b1 b2 299. a1 a2 300. h2 h1 301. g1 g2 302. f2 f1 303. e1 e2 304. d2 d1 305. c2 c1 306. b2 b1 307. a2 a1 308. h1 h2 309. g2 g1 310. f1 f2 311. e2 e1 312. d1 d2 313. c1 c2 314. b1 b2 315. a1 a2 316. h2 h1 317. g1 g2 318. f2 f1 319. e1 e2 320. d2 d1 321. c2 c1 322. b2 b1 323. a2 a1 324. h1 h2 325. g2 g1 326. f1 f2 327. e2 e1 328. d1 d2 329. c1 c2 330. b1 b2 331. a1 a2 332. h2 h1 333. g1 g2 334. f2 f1 335. e1 e2 336. d2 d1 337. c2 c1 338. b2 b1 339. a2 a1 340. h1 h2 341. g2 g1 342. f1 f2 343. e2 e1 344. d1 d2 345. c1 c2 346. b1 b2 347. a1 a2 348. h2 h1 349. g1 g2 350. f2 f1 351. e1 e2 352. d2 d1 353. c2 c1 354. b2 b1 355. a2 a1 356. h1 h2 357. g2 g1 358. f1 f2 359. e2 e1 360. d1 d2 361. c1 c2 362. b1 b2 363. a1 a2 364. h2 h1 365. g1 g2 366. f2 f1 367. e1 e2 368. d2 d1 369. c2 c1 370. b2 b1 371. a2 a1 372. h1 h2 373. g2 g1 374. f1 f2 375. e2 e1 376. d1 d2 377. c1 c2 378. b1 b2 379. a1 a2 380. h2 h1 381. g1 g2 382. f2 f1 383. e1 e2 384. d2 d1 385. c2 c1 386. b2 b1 387. a2 a1 388. h1 h2 389. g2 g1 390. f1 f2 391. e2 e1 392. d1 d2 393. c1 c2 394. b1 b2 395. a1 a2 396. h2 h1 397. g1 g2 398. f2 f1 399. e1 e2 400. d2 d1 401. c2 c1 402. b2 b1 403. a2 a1 404. h1 h2 405. g2 g1 406. f1 f2 407. e2 e1 408. d1 d2 409. c1 c2 410. b1 b2 411. a1 a2 412. h2 h1 413. g1 g2 414. f2 f1 415. e1 e2 416. d2 d1 417. c2 c1 418. b2 b1 419. a2 a1 420. h1 h2 421. g2 g1 422. f1 f2 423. e2 e1 424. d1 d2 425. c1 c2 426. b1 b2 427. a1 a2 428. h2 h1 429. g1 g2 430. f2 f1 431. e1 e2 432. d2 d1 433. c2 c1 434. b2 b1 435. a2 a1 436. h1 h2 437. g2 g1 438. f1 f2 439. e2 e1 440. d1 d2 441. c1 c2 442. b1 b2 443. a1 a2 444. h2 h1 445. g1 g2 446. f2 f1 447. e1 e2 448. d2 d1 449. c2 c1 450. b2 b1 451. a2 a1 452. h1 h2 453. g2 g1 454. f1 f2 455. e2 e1 456. d1 d2 457. c1 c2 458. b1 b2 459. a1 a2 460. h2 h1 461. g1 g2 462. f2 f1 463. e1 e2 464. d2 d1 465. c2 c1 466. b2 b1 467. a2 a1 468. h1 h2 469. g2 g1 470. f1 f2 471. e2 e1 472. d1 d2 473. c1 c2 474. b1 b2 475. a1 a2 476. h2 h1 477. g1 g2 478. f2 f1 479. e1 e2 480. d2 d1 481. c2 c1 482. b2 b1 483. a2 a1 484. h1 h2 485. g2 g1 486. f1 f2 487. e2 e1 488. d1 d2 489. c1 c2 490. b1 b2 491. a1 a2 492. h2 h1 493. g1 g2 494. f2 f1 495. e1 e2 496. d2 d1 497. c2 c1 498. b2 b1 499. a2 a1 500. h1 h2 501. g2 g1 502. f1 f2 503. e2 e1 504. d1 d2 505. c1 c2 506. b1 b2 507. a1 a2 508. h2 h1 509. g1 g2 510. f2 f1 511. e1 e2 512. d2 d1 513. c2 c1 514. b2 b1 515. a2 a1 516. h1 h2 517. g2 g1 518. f1 f2 519. e2 e1 520. d1 d2 521. c1 c2 522. b1 b2 523. a1 a2 524. h2 h1 525. g1 g2 526. f2 f1 527. e1 e2 528. d2 d1 529. c2 c1 530. b2 b1 531. a2 a1 532. h1 h2 533. g2 g1 534. f1 f2 535. e2 e1 536. d1 d2 537. c1 c2 538. b1 b2 539. a1 a2 540. h2 h1 541. g1 g2 542. f2 f1 543. e1 e2 544. d2 d1 545. c2 c1 546. b2 b1 547. a2 a1 548. h1 h2 549. g2 g1 550. f1 f2 551. e2 e1 552. d1 d2 553. c1 c2 554. b1 b2 555. a1 a2 556. h2 h1 557. g1 g2 558. f2 f1 559. e1 e2 560. d2 d1 561. c2 c1 562. b2 b1 563. a2 a1 564. h1 h2 565. g2 g1 566. f1 f2 567. e2 e1 568. d1 d2 569. c1 c2 570. b1 b2 571. a1 a2 572. h2 h1 573. g1 g2 574. f2 f1 575. e1 e2 576. d2 d1 577. c2 c1 578. b2 b1 579. a2 a1 580. h1 h2 581. g2 g1 582. f1 f2 583. e2 e1 584. d1 d2 585. c1 c2 586. b1 b2 587. a1 a2 588. h2 h1 589. g1 g2 590. f2 f1 591. e1 e2 592. d2 d1 593. c2 c1 594. b2 b1 595. a2 a1 596. h1 h2 597. g2 g1 598. f1 f2 599. e2 e1 600. d1 d2 601. c1 c2 602. b1 b2 603. a1 a2 604. h2 h1 605. g1 g2 606. f2 f1 607. e1 e2 608. d2 d1 609. c2 c1 610. b2 b1 611. a2 a1 612. h1 h2 613. g2 g1 614. f1 f2 615. e2 e1 616. d1 d2 617. c1 c2 618. b1 b2 619. a1 a2 620. h2 h1 621. g1 g2 622. f2 f1 623. e1 e2 624. d2 d1 625. c2 c1 626. b2 b1 627. a2 a1 628. h1 h2 629. g2 g1 630. f1 f2 631. e2 e1 632. d1 d2 633. c1 c2 634. b1 b2 635. a1 a2 636. h2 h1 637. g1 g2 638. f2 f1 639. e1 e2 640. d2 d1 641. c2 c1 642. b2 b1 643. a2 a1 644. h1 h2 645. g2 g1 646. f1 f2 647. e2 e1 648. d1 d2 649. c1 c2 650. b1 b2 651. a1 a2 652. h2 h1 653. g1 g2 654. f2 f1 655. e1 e2 656. d2 d1 657. c2 c1 658. b2 b1 659. a2 a1 660. h1 h2 661. g2 g1 662. f1 f2 663. e2 e1 664. d1 d2 665. c1 c2 666. b1 b2 667. a1 a2 668. h2 h1 669. g1 g2 670. f2 f1 671. e1 e2 672. d2 d1 673. c2 c1 674. b2 b1 675. a2 a1 676. h1 h2 677. g2 g1 678. f1 f2 679. e2 e1 680. d1 d2 681. c1 c2 682. b1 b2 683. a1 a2 684. h2 h1 685. g1 g2 686. f2 f1 687. e1 e2 688. d2 d1 689. c2 c1 690. b2 b1 691. a2 a1 692. h1 h2 693. g2 g1 694. f1 f2 695. e2 e1 696. d1 d2 697. c1 c2 698. b1 b2 699. a1 a2 700. h2 h1 701. g1 g2 702. f2 f1 703. e1 e2 704. d2 d1 705. c2 c1 706. b2 b1 707. a2 a1 708. h1 h2 709. g2 g1 710. f1 f2 711. e2 e1 712. d1 d2 713. c1 c2 714. b1 b2 715. a1 a2 716. h2 h1 717. g1 g2 718. f2 f1 719. e1 e2 720. d2 d1 721. c2 c1 722. b2 b1 723. a2 a1 724. h1 h2 725. g2 g1 726. f1 f2 727. e2 e1 728. d1 d2 729. c1 c2 730. b1 b2 731. a1 a2 732. h2 h1 733. g1 g2 734. f2 f1 735. e1 e2 736. d2 d1 737. c2 c1 738. b2 b1 739. a2 a1 740. h1 h2 741. g2 g1 742. f1 f2 743. e2 e1 744. d1 d2 745. c1 c2 746. b1 b2 747. a1 a2 748. h2 h1 749. g1 g2 750. f2 f1 751. e1 e2 752. d2 d1 753. c2 c1 754. b2 b1 755. a2 a1 756. h1 h2 757. g2 g1 758. f1 f2 759. e2 e1 760. d1 d2 761. c1 c2 762. b1 b2 763. a1 a2 764. h2 h1 765. g1 g2 766. f2 f1 767. e1 e2 768. d2 d1 769. c2 c1 770. b2 b1 771. a2 a1 772. h1 h2 773. g2 g1 774. f1 f2 775. e2 e1 776. d1 d2 777. c1 c2 778. b1 b2 779. a1 a2 780. h2 h1 781. g1 g2 782. f2 f1 783. e1 e2 784. d2 d1 785. c2 c1 786. b2 b1 787. a2 a1 788. h1 h2 789. g2 g1 790. f1 f2 791. e2 e1 792. d1 d2 793. c1 c2 794. b1 b2 795. a1 a2 796. h2 h1 797. g1 g2 798. f2 f1 799. e1 e2 800. d2 d1 801. c2 c1 802. b2 b1 803. a2 a1 804. h1 h2 805. g2 g1 806. f1 f2 807. e2 e1 808. d1 d2 809. c1 c2 810. b1 b2 811. a1 a2 812. h2 h1 813. g1 g2 814. f2 f1 815. e1 e2 816. d2 d1 817. c2 c1 818. b2 b1 819. a2 a1 820



# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## A PROPOS DE...

### LES TRAVAUX DANS LA CAPITALE

#### Paris sans pavés

Les cent cinquante chantiers ouverts dans les rues de la capitale durant le traditionnel « creux de l'été » devraient, indique la préfecture de Paris, être terminés dans les prochains jours.

La plupart des chantiers qui vont encore gêner les automobilistes de retour de vacances ont été engagés pour relayer la chaussée et en particulier recouvrir de bitume les rues pavées. En effet, les rues de Paris sont encore à 80 % revêtues de pavés moulés en ciment d'un demi-siècle. Ce pavé parisien, bien qu'il soit plus beau et plus solide, va devoir disparaître : il est bruyant, cher, se prête mal à la signalisation au sol et, dans certains cas, gêne le passage des véhicules à destination pacifique. La politique actuelle consiste à recouvrir le pavé d'un mince tapis d'environ 1,5 centimètre d'épaisseur : 130 000 mètres carrés de pavés ont ainsi été recouverts cette année, sur un total de 8 millions de mètres carrés.

Un nouveau revêtement a d'autre part été appliqué sur plusieurs sections de la voie express rive droite et du boulevard périphérique. Ce dernier a vieillit (certains tronçons ont quinze ans) et la récente vague de chaleur l'a éprouvé. Par ailleurs, le trafic dépasse aujourd'hui les prévisions : vingt mille véhicules par jour, dont 30 % de poids lourds. Ce n'est que dans deux ans que seront entrepris les véritables travaux de rénovation.

D'autres chantiers importants modifiant le paysage parisien doivent être terminés dans les prochains semaines : les aménagements, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement, des places Saint-Germain-des-Près et Saint-Michel. Les travaux sont terminés place Saint-André-des-Arts, où a été créé un espace piétonnier et une terrasse pour cafés et restaurants. L'aménagement de la zone piétonnière des Halles continuera. Son achèvement est prévu pour la fin de cette année.

Enfin, au mois d'octobre, débutera la construction de la voie nouvelle « Vanves-Montparnasse » — ex-radiale Vercingétorix — dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement : une voie en surface, l'autre enterrée entre la rue d'Alsace et le boulevard de la Chapelle, deux voies souterraines entre la rue d'Alsace et la gare Montparnasse, sont prévues. Dans les meilleures conditions, les travaux devraient être terminés en 1980.

Les dommages subis par les Tuileries à l'occasion des fêtes qui y ont été organisées ont été par M. Yves Mourou et ont soulevé de nombreuses protestations ont été évoqués par deux sénateurs, M. Pierre Giraud (P.S.) et Francis Palmaro (Union centriste) dans des questions écrites.

Le secrétaire d'Etat à la culture précise dans le Journal officiel : « Il n'est pas niable que la nécessité d'implanter dans le jardin des installations fixes importantes peut altérer les perspectives ou gêner certains promeneurs. Il serait abusif, cependant, d'attribuer à la fête des Tuileries des dommages qui lui sont antérieurs, comme la détérioration du parc de chaises ou les blessures infligées à certaines statues. »

Bien avant l'ouverture de la fête, continue le secrétaire, la direction de l'architecture avait mis au point un plan de révision générale de la statue : il avait été de même décidé de réaménager intégralement le stock de chaises. Le cahier des charges imposé aux organisateurs leur fait obligation de réparer toutes les dégâts qui leur sont imputables et de remettre en état le jardin et les sols.

Il faut continuer à embellir et à animer la capitale : il faut le faire avec tact. Paris est une ville fragile.

## P.T.T.

### L'INAUGURATION

#### DU CABLE TRANSATLANTIQUE

#### FAIT REBONDIR LA QUERELLE

#### CA LAIS-DUNKERQUE

(De notre correspondant.)

Lille. — L'inauguration du sixième câble téléphonique transatlantique TAT-6, le 1<sup>er</sup> septembre, par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T. (Le Monde du 3 septembre), a eu aussi un aspect politique assez curieux. On s'est, en effet, demandé pourquoi ce câble, qui aboutit à Saint-Hilaire-de-Riez, en Vendée, a été inauguré à Dunkerque.

Que la cérémonie ait eu lieu sur le Vercors, le câblier français le plus moderne, basé à Brest, et qui, pour la première fois, venait à Dunkerque, peut à la rigueur s'expliquer. Mais les Calaisiens n'ont pas admis qu'on les ait écartés de cette inauguration. Ils ont pour cela une bonne raison : la société calaisienne Les câbles de Lyon a fabriqué les câbles de la TAT-6. Ni la municipalité de Calais, ni les représentants de l'entreprise, ni la chambre de commerce n'avaient été conviés sur le Vercors.

M. Jacques Barthe, député et maire communiste de Calais, est allé néanmoins à la cérémonie, pour protester et reprocher à M. Norbert Segard d'avoir choisi Dunkerque, dont le maire est M. Claude Provost (U.D.R.), pour des raisons politiques : « On ne peut, a-t-il dit, afficher plus de mépris pour le travail des ouvriers et techniciens de l'entreprise, et plus généralement, pour les habitants de Calais. » Les représentants de la société Les câbles de Lyon ont également fait part de leur mécontentement.

Quant à M. Norbert Segard, gendre de ce dernier, il s'est contenté de répondre : « Si nous avons choisi de faire cette cérémonie d'inauguration à bord du navire submersible, c'est parce que nous aurons été plus traditionnels, dans un quelconque selon parisien, c'est pour mieux faire ressortir le caractère essentiellement maritime de l'entreprise. » Il s'est néanmoins offert à se rendre à Calais pour discuter des problèmes d'expansion de cette ville, à condition toutefois d'être invité sur un programme précis.

GEORGES SUEUR.

## TRANSPORTS

### DANS LA RÉGION PARISIENNE

#### Le succès des autobus s'est confirmé

La Régie autonome des transports parisiens est satisfaite des résultats obtenus au cours de l'année 1975. Comme elle l'explique dans son bilan, le nombre des voyages en métro, en métro express et en autobus s'est accru de 4,5 %.

Ce renouveau de tendance, déjà constaté en 1974, est plus marqué sur les lignes d'autobus du Paris intra-muros, où le trafic a augmenté de 21 %. Si l'on compare le mois de janvier 1976 à celui de janvier 1975, 80 % de voyageurs supplémentaires y ont été dénombrés.

Comment s'explique ce regain d'intérêt pour les transports en commun, que les Parisiens boulaient de plus en plus ? La vitesse commerciale des autobus aux heures de pointe n'ayant enregistré aucun progrès, la régie donne les explications suivantes sur ce renouveau de tendance. D'abord le renouvellement et la modernisation du parc de véhicules : trois cent cinquante nouvelles voitures ont été mises en service sur le réseau ferré et deux cent seize sur le réseau routier.

Ensuite la modernisation des infrastructures. L'année 1975 a vu le prolongement de la ligne n° 13 (Porte-de-Clichy-Pleyel) de la station Mairie de la Chapelle à la station Mairie de la Chapelle. Cette extension met en correspondance les lignes n° 13 et n° 1 (Vincennes-Neuilly) et prépare la jonction des lignes n° 13 et n° 14 (Dreux-Porte de Vanves). Le réseau routier de banlieue s'est accru de douze lignes.

Malgré la véritable raison du succès des autobus doit être recherchée dans la création, en juillet 1975, de la carte orange mensuelle. A la fin de l'année dernière, près de neuf cent mille personnes l'avaient adoptée. La carte orange a modifié le comportement des usagers. Ceux-ci redécouvrent les autobus, et la R.A.T.P. a dû mettre en service quatre-vingt-dix voitures supplémentaires pour répondre à la demande. Au mois de novembre, les voyages effectués par les porteurs de carte orange représentaient 53 % du trafic des autobus de Paris.

Malgré ses efforts pour établir un réseau de transports cohérent, la régie se heurte à ce qu'elle appelle deux difficultés : « La première est l'importance

des charges qui pèsent sur le compte d'exploitation de l'entreprise, note le rapport annuel de la R.A.T.P. Leur augmentation est due à un rythme d'investissement soutenu et à l'évolution en hausse du coût de l'argent. Elle est due également au coût de financement des infrastructures ferroviaires. »

La deuxième difficulté tient au laxisme des élus locaux, qui, à Paris comme en banlieue, répugnent à discipliner l'usage de la voiture. Ce n'est pas sans amertume que la R.A.T.P. conclut : « A la pointe du soir, le tiers des déplacements de surface est assuré par mille trois cent vingt-cinq autobus, et le reste par cent mille voitures individuelles ».

#### POUR PARTIR SEUL EN CHARTER

Le bureau de l'aéronautique civile (C.A.B.) américain a approuvé, le 2 septembre, une nouvelle formule de vols à la demande dans laquelle les passagers n'auront pas à se joindre à un groupe pour bénéficier de tarifs plus avantageux que ceux des vols réguliers. Cette réglementation se rapproche de celle que la France avait mise en vigueur, le 1<sup>er</sup> avril 1973, à destination des Etats-Unis et du Canada, sous le nom de vol affrété avec réservation à l'avance (VARA).

Selon la nouvelle formule américaine, qui n'a pas encore reçu l'aval de la France, les passagers devront prendre leur billet au moins trente jours à l'avance pour les vols à l'intérieur des Etats-Unis et quarante-cinq jours à l'avance pour ceux à destination de l'Europe. Chaque vol à la demande devra comprendre au moins quarante passagers et les exploitants pourront demander une indemnité aux passages annulant leur déplacement au dernier moment. Pour les vols vers neuf pays européens (Belgique, Allemagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni), les passagers devront rester sept jours sur place au moins mais il n'y aura pas de durée de séjour minimum pour les autres destinations. — (A.F.P.)

## DESTINATION LUNE

« Si la première station lunaire habitée est installée comme prévu en 1985, les premiers touristes pourraient débarquer sur la Lune dès 1990 et en tout cas avant 1996 », a déclaré M. Willis Player, vice-président de la compagnie américaine Pan Am, qui participait, le jeudi 2 septembre à Londres, à la conférence aéronautique mondiale, organisée par le Financial Times.

M. Player a longuement évoqué ce qui serait dans les années 1990 le monde aéronautique. A son avis, les appareils supersoniques du genre actuel n'ont pas d'avenir à long terme, même s'ils deviennent plus acceptables sur le plan de l'environnement et de la rentabilité. L'avion standard pour les voyages intercontinentaux sera un avion subsonique capable de transporter au moins mille deux cents passagers.

Tous les appareils seront construits en association par plusieurs pays, estime M. Player. Ils seront totalement automatisés et les opérations de réservation se feront directement par ordinateur à partir d'un centre de communication qui existait dans chaque foyer.

Le service express pour les voyages de haute priorité sera assuré par des véhicules spatiaux propulsés à l'hydrogène et capables d'aller de New York à Londres en moins d'une heure, prévient M. Player. Le trafic sur l'Atlantique Nord se fera par un véritable pont aérien ordinaire et contrôlé non pas par des compagnies indépendantes mais par un consortium des pays utilisateurs.

## Auvergne

M. MICHEL DEBATISSE, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), a été réélu président du Comité économique et social d'Auvergne par 36 voix contre 6.

## FAITS DIVERS

### APRÈS PLUSIEURS SEMAINES DE CALME

#### L'attentat contre la librairie Zabal pourrait être le signe de la reprise de l'agitation au Pays basque

De notre correspondant

Bayonne. — C'est une charge de plastique de 3 kilos qui a explosé le 2 septembre à Bayonne, détruisant en partie la librairie Zabal, spécialisée dans l'édition d'ouvrages en langue basque et fréquentée par des nationalistes basques (de Mondak 3 septembre). Par chance, l'explosion s'est produite quelques instants seulement après le passage des derniers clients, qui avaient négligé de ramasser le paquet dans lequel était dissimulé l'explosif. Cet attentat marque la reprise de la violence au Pays basque, alors que la situation était relativement calme depuis plusieurs semaines. Les enquêteurs n'ont pu identifier encore, les auteurs de l'attentat.

On ne peut dire pour l'instant s'il s'agit d'un commando espagnol antibasque ou d'un acte de provocation. Cependant, cette explosion a été comparée à la comparaison d'un nationaliste basque devant le tribunal de

Bayonne. M. Aya Zulaica, accusé d'appartenir à une organisation dissoute, l'ETA, et d'avoir proféré des menaces de mort, a été condamné, jeudi matin, par le tribunal de grande instance de Bayonne à trois ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. M. Zulaica était accusé d'avoir participé à une opération de renseignements contre un industriel espagnol qui devait verser 10 millions de pesetas à l'ETA sous peine de mort. C'est la plus forte peine à laquelle un militant basque ait été condamné jusqu'ici, alors que le tribunal de Bayonne.

D'autre part, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) une bombe de faible puissance a explosé devant une villa inoccupée. Les dégâts sont peu importants. Selon les enquêteurs, cet attentat ne semble pas être lié au problème basque.

Grâce incendie de forêt en Haute-Corse. — Le feu qui s'est déclaré, jeudi 2 septembre, dans l'après-midi près du hameau de Costa, sur le territoire de la commune de Santo-Pietro-di-Tenda, dans la région du Nebbio, à l'entrée du désert des Agrigues, en Haute-Corse, a détruit près de 700 hectares de maquis, de vignes et d'oliviers. Le hameau, un instant menacé, a été épargné par les flammes. Selon les responsables du P.C. du feu de Bastia, cet incendie de forêt, qui s'est développé dans une région inhabituellement sèche, serait le plus important de l'été. Le feu était pratiquement maîtrisé sur son front ouest, en direction de Calvi, vendredi 3 septembre, dans la matinée, mais progressait sur la côte est, où le mistral soufflait à près de 60 kilomètres à l'heure.

## ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1953 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours de formation en administration d'entreprise, réservés à des futurs cadres polyvalents, durée de 9 à 12 mois, études à plein temps ou à temps partiel (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 15 octobre 1976. Conditions d'admission (voir dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langues de travail : français, méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseillers). Contrôle continu et systématique des connaissances.

L'ECL organise également un « Cours supérieur de préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres déjà en fonction. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 22

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30

## JUSTICE

### FLAGRANT DÉLIT AU TRIBUNAL DE PARIS

#### AFFAIRE SUIVANTE

Le « rendement » de l'audience des flagrants délits a été, mercredi 3 septembre : une trentaine d'affaires à juger dans l'après-midi, alors que le nombre de prévenus peut atteindre la cinquantaine.

Archétype du travailleur immigré, cet Algérien âgé de trente-huit ans, est peintre en bâtiment, a un domicile fixe, n'a pas fait l'objet de condamnations antérieures inculpé de tentative de vol de sac à main, il essaye de s'expliquer dans un français entrecoupé d'arabe, mais, quand il se fait véhément, l'interprète se frotte à la tête.

LE PRÉSIDENT. — Vous avez bien essayé de voler le sac de la plaignante ?

— Monsieur le président, j'étais saoul. Je n'avais pas dormi de la nuit à cause du Ramadan. J'avais beaucoup bu. J'allais à mon travail. Je me suis racroché au sac.

LE PRÉSIDENT. — La plaignante dit que vous lui avez passé le bras autour de la taille.

— C'est vrai, monsieur le président.

sident. J'étais saoul, mais je n'ai pas voulu lui voler le sac.

LE PRÉSIDENT. — Oui, oui, bien sûr la plaignante affirme que vous avez tiré sur le sac.

— J'allais tomber, monsieur le président, j'étais saoul, je me suis rattrapé où j'ai pu.

LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas ce que dit la plaignante... Ensuite, vous avez abordé une conversation.

Suit la lecture du témoignage de la contractuelle : « Un homme de type nord-africain s'est approché, il a tourné autour de moi, j'ai senti des mains, son visage avait un rictus... »

« Je me rappelle, la dame à la casquette, monsieur le président... »

Eu égard à sa qualité de plaignante, le prévenu est condamné à quatre mois de détention, dont deux mois avec sursis. Il perdra aussi probablement son emploi, mais on n'a pas le temps de s'apresser sur les conséquences d'un vol qui, en fait, n'a pas été commis. D'autres prévenus attendent. Affaire suivante !

D. R.

### La méprise des policiers à Toulon

#### LES QUATRE MONITEURS ONT PORTÉ PLAINTE POUR VIOLENCES ET VOIES DE FAITS VOLONTAIRES

Les quatre moniteurs de la colonie de vacances de la préfecture de Paris, sur lesquels des policiers avaient, par erreur, ouvert le feu pendant la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre à Toulon, ont déposé, jeudi 2 septembre, une plainte contre X pour « violences et voies de faits volontaires ».

De leur côté, les policiers ont affirmé qu'au moment où ils ont bloqué la voiture des moniteurs sur le parking du Mourillon, ils avaient crié « police ».

Les quatre jeunes gens, eux, soutiennent qu'ils n'ont pas entendu le mot « police », et que, persuadés d'être à l'abri d'un malheur, ils ont préféré prendre la fuite.

A cet argument, les policiers répliquent : « Si les moniteurs se croyaient traités comme des citoyens, ils pouvaient, à tout moment, s'arrêter pour demander du secours, puisque plusieurs établissements étaient ouverts sur le littoral. Au lieu de cela, ils ont préféré prendre la fuite en prenant des risques certains... Cela nous a confirmé que nous avions affaire à des malfaiteurs... »

PRECISION. — Dans nos éditions du 3 septembre, à propos de la méprise commise par quatre policiers qui ont ouvert le feu à Toulon sur des moniteurs de colonie de vacances, il avait été indiqué que ces policiers avaient reçu l'ordre de tirer tout d'abord en l'air puis de viser les pneus. Il convient de préciser que cette indication a été fournie par le brigadier-chef qui commandait la patrouille et non par le directeur départemental de la police du Var.

Ce dernier a déclaré le 2 septembre que le brigadier ne pouvait ignorer les instructions ministérielles sur l'usage des armes à feu par un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions. Le texte précisant que les fonctionnaires de police ne peuvent faire usage de leurs armes que lorsque leur vie est en danger.

## SPORTS

HIPPISME. — Le Prix de Beaumay, disputé jeudi 2 septembre à Vincennes et réservé aux poulains et juments, a été gagné par Elanor (318), entraîné par E. de Retz (318) et de Derby Clayvettois (313). La combinaison gagnante est donc : 18, 18, 13.

TENNIS. — Le Français Jean-François Caujoux, vainqueur de l'Américain Mac Menn (6-1, 6-1), a passé le premier tour du tournoi de Forest Hills (E.U.). Tous les autres Français ont été éliminés : Decker par l'Egyptien Ismail El Sharaf (4-6, 6-3, 6-4), Proisy par le Mexicain Ramirez (7-6, 6-0), Hatfield par le Britannique Cox (6-3, 6-7, 6-2).

## LISEZ

**Le Monde**  
**des Philatélistes**  
COPILOIT DE LA PHILATÉLIE

150







# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## OMBRES

L'histoire d'une séduction, les bonheurs d'une rencontre : un homme de télévision pris du désir d'aller voir, et de montrer, ce qu'il y a derrière les traits d'un visage, de sonder le passé d'une carrière, de creuser sous un nom, sous un titre, Simon Vail, ministre de la Santé. Jean-Emile Jeannesson pris au piège d'une image de novembre 1974 : une femme, à la tribune de l'Assemblée, plaidant pour le droit à l'avortement, une femme « dénonçant une hypocrisie sociale » avec « ce mélange de pudor et d'assurance, de sincérité et de combativité habile » qui, bien sûr, n'appartient qu'aux femmes, une femme, là, à sa place, par quel miracle, et qu'il faut, dès lors, découvrir et connaître. Oui, un aspect de « coup de foudre » dont est née une émission « toute en nuances » signalée par un titre à la Jean-Luc Godard : Deux ou trois choses, en effet. Le passé ramonte au présent, les photographies passent en noir et

blanc, visages du père — la rigueur, — du frère et des sœurs — la tendresse, — beauté de la mère — le charme ; les souvenirs tissent avec aujourd'hui des liens possibles, offerts peut-être (mais rien n'est dit) comme « clés » d'une personnalité, d'un caractère. Nice, une fugue de Bach, le préau d'une école, un train, le camp, des tas de cadavres, une phrase (« le typhus, ma mère n'a pas survécu »), une question sans réponse (« cela, je ne peux pas le dire ») et la voix de Jean-Emile Jeannesson racontant, pour elle, l'accident stupide, la sœur morte, elle aussi, mais en temps de paix, et la vie qui reprend, un mari, des fils, un métier, des responsabilités, plus encore, bientôt l'Assemblée... nous y sommes. La boucle est bouclée. Et, bien que les ombres s'alignent sur les éclaircissements et les impressions sur les évidences, la certitude s'impose qu'on a compris : une grande dame, vraiment.

ANNE REY.

## D'une chaîne à l'autre

### UNE « ILE AUX ENFANTS » PLUS FRANÇAISE

Une nouvelle « Ile aux enfants », à partir du 13 septembre : l'émission quotidienne de Christophe Izard durera cette année vingt minutes au lieu de sept. Le personnage de Gaudin réapparaîtra plusieurs fois, entre des séquences documentaires, des marionnettes et des dessins animés. Enfin, TF1 fera exclusivement appel à des techniciens français, mettant fin à l'adaptation américaine de « Sesame Street ».

### Mme F. GIROUD 60 MINUTES SUR TF1

Mme Françoise Giroud s'adressera pendant une heure aux téléspectateurs, le 23 septembre, au cours du magazine de TF1 « Soixante minutes pour convaincre ». Le nouveau secrétaire d'Etat à la Culture défendra la thèse qu'il faut dire la vérité aux Français. Cette émission, qui devait initialement avoir lieu le 16 septembre, a dû être reportée d'une semaine, en raison du voyage officiel du président de la République en Yougoslavie.

## VENDREDI 3 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Nuit du 9 mars », de R. Fernal et H. Bratt. Mise en scène H. Soubeiran avec R. Hanin, M. Charvey, A. Carrère.  
22 h. 50. Journal.

### CHAÎNE II : A2

20 h. 30. (R.J.) Feuilleton : Molière pour rire et pour pleurer, de J. Aurenche et P. Bost. Réal. M. Camus avec M. Aumont, D. Manuel.

VIEN DE PARAÎTRE  
**magazine littéraire**  
tout céline  
dans tous les kiosques, 750f

C. Doucet : 21 h. 35. Documentaire : Une légende, une vie... L.F. Céline, de C. Nahon et M. Lefebvre. Réal. C.-J. Philippe. 22 h. 40. Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Documentaire : « Lumières de Manhattan » (épisodes) (musique, caravane de sal), de C. Payard et C. Gossut-Picat. 21 h. 20. Jazz : Au Festival d'Antibes : Jean-Les-Pins... Mahavishnu. 22 h. 20. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. (S.J.) IV<sup>e</sup> rencontre d'art contemporain à La Rochelle, par R. Passet. 22 h. 35. (R.), Entre deux avec André Gide, par J. Aurenche ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Contrechamp ; 21 h. Echanges franco-allemands ; Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. D. Oren (Debussy, Bartók, Beethoven) ; 23 h. 15. Musique juive ; 24 h. Parastat ; 1 h. Jazz forum.

## SAMEDI 4 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I : TF1

12 h. 30. Programme ininterrompu... à 14 h. 25. Samedi est à vous.  
20 h. 30. Variétés : Michel Fugain et le Big Bazar ; 21 h. 50. Série : Matt Helm, avec T. Franciosa ; 22 h. 40. Journal.

### CHAÎNE II : A2

15 h. Programme ininterrompu... à 15 h. 5. Rendez-vous avec l'amitié.  
20 h. 30. Téléfilm : « Vol perdu », de P. Donnelly. Réal. L. Horn Avec L. Bridges, A. Francis.  
Sur le pont d'être suspendu de ses fonctions, un pilote se voit confier un vol difficile — en vol réel.  
22 h. 5. Variétés : Sonny Rollins ; 22 h. 45. Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Cinéma 16 : « Le Temps d'un

regard » (B. Touloung). Avec P. Vaneck, N. Courval, G. Garcia.  
Un père, un drame dans sa vie, une mort qui ne connaît pas et qu'il se met à aimer.  
22 h. 15. Journal.

### FRANCE-CULTURE

14 h. 5. (S.J.) Festival de Bayreuth : « Parsifal », de R. Wagner.  
20 h. Poésie : 20 h. 5. Carte blanche : « Les Filles de Phrycas », de C. Bourdieu ; à 21 h. 5. « La Dernière Parade », de J.-M. Barreault ; 22 h. 15. Mélange musical, divertissement de J. Jérôme ; 23 h. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Wagner-Leyl : Ouverture de « Rienzi », bacchanale de « Tannhäuser », acte 1 de « La Walkyrie » ouverture du « Vaisseau fantôme » ; 22 h. 15. Musique juive ; 23 h. 15. David Bedford, un compositeur anglais, par J.-P. Lenth.

## DIMANCHE 5 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I : TF1

9 h. 15. Programme ininterrompu... à 17 h. 10. Film : « Quand la marabunta grogne », de B. Haskin (1953). Avec E. Parker, Ch. Heston, A. Solfer.  
Drame psychologique et d'aventures à l'échelle typiquement hollywoodienne.

20 h. 30. Film : « La Charge des rebelles », de C. Suuri (1953), avec F. Rabal, L. Massari, Ph. Leroy, L. Ventura.  
Au dix-neuvième siècle, en Espagne, les aventures dramatiques d'un bandit d'honneur.  
Un des premiers films de Suuri, encore inédit.

22 h. 20. Retrospective : La France des années 30, de R. Monthoulis et Cl. Fleuter ; 23 h. Journal.

### CHAÎNE II : A2

15 h. Programme ininterrompu... à 15 h. 5. Film : « La Croisière du « Navigator », de B. Keaton et D. Crisp (1934), avec B. Keaton, K. McGuire, F. Vroom (muét, N.).  
L'un des grands films où s'affirme le génie burlesque de Buster Keaton. A ne pas manquer.  
20 h. 30. Jeux sans frontières à Liège ;

22 h. (R.J.) Série : La dynastie des Forsyte (La toile d'araignée) ; 22 h. 55. Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Festival du film américain à Deauville. 21 h. 45. Courts métrages français : « L'Armure », de J.-P. Moulin ; « Florentine », de B. Sautier ; 22 h. 30. Cinéma du minuit, cycle italien (1961-1965) (R.) : « La Nuit », de M. Antonioni (1960), avec J. Moreau, M. Mastrolanni, M. Vitt, B. Wick (N.).  
Mariés depuis six ans, un homme et une femme, après une nuit passée dans une réception mondaine, découvrent la mort de leur amour.  
L'écriture néo-romanesque d'Antonioni dans un film d'une beauté déconcertante.

### FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Mays », de S. Gantillon.  
20 h. Poésie : 20 h. 5. Poésie ininterrompue ; 23 h. 40. Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Zana ; « Oboe » (Verdi) avec J. Caste C. Montane ; Farces ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : la « Cinquième Symphonie » (Mahler) ; 20 h. 30. Echanges internationaux : concert Carl Maria von Weber ; 22 h. 30. En direct de Dijon : Jeux internationaux du folklore ; 23 h. 30. Cycle de musique de chambre : Joseph Haydn ; 0 h. 30. La C.R.

## TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 3 SEPTEMBRE  
— Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, est reçue par Michèle Cotta au magazine de 19 h. 30, sur France-Inter.

LUNDI 6 SEPTEMBRE  
— M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au journal « 13-14 » de France-Inter.

16<sup>e</sup> semaine  
**LA CLEF**  
**Chantons**  
**SOUS**  
**L'OCCUPATION**

CINÉCHOC SAINT-GERMAIN  
un film de  
François Truffaut  
**L'argent de poche**

# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### Un roman du vingtième siècle

(Suite de la première page.)

Au crédit de Bertolucci deux films inoubliables : *Prima della Rivoluzione* et *La Strada* de l'araignée, un récit romanesque d'une grande beauté formelle : *Le Conformiste*, et un ouvrage dont le triomphe à travers le monde lui avait justement permis de mettre en chantier *Novembre* : *Le Dernier Tango à Paris*.

On savait, d'autre part, que Bertolucci était homme de gauche, membre du parti communiste italien, et que c'était une fresque politico-historique de l'Italie, des premières années du siècle à la fin de la seconde guerre mondiale, qu'il avait entreprise de broder dans son œuvre. Tout cela excitait la curiosité. A Cannes, on se pressa donc ; on se bousculait, on se bagarra pour voir *Novembre*. Puis ce fut le reflux de la vague. Le chef-d'œuvre annoncé n'était pas un rendez-vous. Ou, du moins, il n'était là que par fragments. L'argile se mêlant au marbre, il apparaît que Bertolucci avait réalisé un film imposant, souvent passionnant, qui renfermait quelques superbes morceaux d'anthologie, mais dont le style s'essouffait sous l'influence conjuguée des maîtres américains et des cinéastes soviétiques de l'ère stalinienne (Dovjenko pour le meilleur, Guerassimov pour le pire).

Quant à la thématique de ce film, fondée sur la naissance et le développement de la lutte des classes en Italie, sur l'affrontement des travailleurs et des nantis, sur le triomphe de la paysannerie (et du communisme) face au patronat, il fallait bien convenir qu'elle souffrait d'un schématisme qui s'accroissait mal avec ce qui subsistait de psychologie classique dans les rapports des personnages.

Ce demi-siècle d'histoire italienne que Bernardo Bertolucci entend embrasser, il l'évoque, en effet, selon la technique des romanciers du vingtième siècle, à travers l'existence de deux personnages autour desquels les événements s'ordonnent et s'articulent. Le premier de ces personnages, Alfredo, est le fils de riches propriétaires. Le second, Olmo, né le même jour et sur le même domaine qu'Alfredo, a pour mère une paysanne. Les deux gosses poussent côte à côte, déjà séparés par leur éducation, et par ce qu'on pourrait appeler un instinct de classe, mais forgeront dans leurs jeux et leurs querelles une amitié complice que les drames de l'existence ne parviendront jamais complètement à rompre. Cette description du temps de l'enfance et de l'adolescence occupe environ les deux tiers de la première « époque ». Elle a les couleurs de l'été. Elle a celles également des orages qui commencent à s'amonceler. Bertolucci relate minutieusement, avec un réalisme teinté de lyrisme, les moeurs patriarcales, quasi

féodales, qui régnaient alors en Emilia. Il oppose les deux grands-pères : celui d'Alfredo (Burt Lancaster) qui pressent que bientôt va disparaître l'ordre social dont lui et les siens bénéficient encore, et celui d'Olmo (Sterling Hayden) qui meurt, au contraire, confiant dans l'avenir. Puis c'est la grande grève agraire. Et la guerre de 14 (évoquée en une seule séquence) qui coïncide avec le passage des deux adolescents (déjà incarnés par Robert De Niro et Gérard Depardieu) à l'âge d'homme.

Toute cette partie du récit a une force indéniable. Placé sous le signe de l'opéra verdisien et du roman populaire, le film s'installe dans sa musique et sa lumière, dans son décor campagnard (on retient la poésie d'un bal à la Rancol), il trouve son rythme, son souffle, et fait attendre avec souplesse les scènes intimistes et les mouvements de foule. A l'aube des années 20, l'auteur annonce la cassure qui va s'opérer dans la vie du pays, le passage de la culture terrienne à la culture industrielle, et les premières manifestations fascistes. L'enterrement des vieillards brûlés vifs dans une maison du peuple incendiée par les « chemises noires » marque sans doute le sommet de l'œuvre.

C'est après ce sommet (c'est-à-dire tout au long de la seconde « époque ») que les partis pris de l'auteur, jusque-là sous-jacents, se radicalisent, et que le film tend à verser dans le manichéisme et la pure imagerie idéologique. Un exemple frappant de ce fâcheux effet est la représentation que Bertolucci nous offre du fascisme, dont il semble ignorer les dangereuses séductions et l'emprise qu'il exerça sur le peuple italien, et qu'il se contente de symboliser sous les traits d'un monstre de mélodrame, un régisseur sadique (Donald Sutherland) qui sodomise les enfants et terrorise les paysans. Dénonciation caricaturale qui fausse les perspectives du récit et altère sa signification historique. Plus réussie, parce que plus conforme sans doute à la vocation profonde du cinéaste, à sa connaissance des moeurs bourgeoises, est la peinture qu'il fait des amours d'Alfredo, de son mariage avec une jeune femme résolument « moderne » (Dominique Sanda) qui se drogue et devient alcoolique, quand elle découvre que son mari compose avec l'ordre nouveau, des rapports du jeune homme avec un oncle homosexuel qui dilapide joyeusement la fortune familiale en se moquant des préjugés de sa classe. Arrive enfin l'impressionnant morceau de bravoure final, la kermesse de la libération, la grande fête utopique de la paix retrouvée, du bonheur et du socialisme triomphant. Quarante-cinq années de drames et de souffrances, de révoltes et d'espérance — et le film lui-même tout entier tendu vers cette apothéose, — trouvent ici leur conclusion. Bertolucci fait alors donner les orgues du lyrisme et les fanfares de l'épopée. Les drapeaux rouges fleurissent — le plus grand, celui bout à bout par les femmes dans la clandestinité, est comme un champ de blé pourpre balayé par le vent, — les combattants et les opprimés d'hier s'embrassent, on chante et on danse la foi dans l'avenir, et, sur une intervention d'Olmo, revenu d'un maquis communiste, on condamne Alfredo, le patron, à une « mort éternelle » en lui laissant la vie... Jour-

née de l'essai, dont Bertolucci, qui peu empêché dans son désir de terminer son film sur une note euphorique, se garde bien de dire qu'elle fut une journée des dupes et que la révolution née ce jour-là devait mourir le lendemain...

Un film de cette ampleur et de cette ambition ne saurait laisser indifférent Bertolucci à l'été avec une puissance et un talent qui forcent le respect une réalité vivante. On peut se demander pourtant s'il n'a pas préjugé sinon ses capacités, du moins sa maturité. Le regard qu'il pose sur l'histoire de son pays paraît parfois bien simpliste, et bien conventionnelle une démarche dialectique qui s'achève sur l'image inattendue d'Olmo et d'Alfredo se querellant, comme les gosses qu'ils furent, le long d'une voie ferrée. Restent les dons de l'artiste, qui sont évidents, son instinct du cinéaste, sa sensibilité. Une sensibilité qui, acharnée à convaincre, Bertolucci a d'ailleurs trop souvent réprimée. A Cannes, nous disions que la sensibilité était peut-être ce qui manquait le plus à cette fresque grandiose. On pourrait ajouter que la politique est ici comme l'arbre qui cache la forêt. Elle s'impose partout au premier plan et ne laisse que deviner, derrière elle, le grand remue-ménage de la vie.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Quintette. Concorde, Banteville, (v.o.) : Gaumont-Richelieu, Montparnasse-35, Gaumont-Sud, Wepier, Gaumont-Gambetta (v.l.).

■ Le prix Goethe de la ville de Francfort a été remis au cinéaste Ingmar Bergman. D'un montant de 50 000 Deutschmarks (soit près de 100 000 F), cette récompense est attribuée tous les trois ans à des personnalités du monde de la littérature, de la musique ou du théâtre. Ingmar Bergman est le premier réalisateur à la recevoir.

■ Le Centre d'action culturelle de l'Yonne organise à Auxerre les 3, 4 et 5 septembre un Festival de la chanson populaire, auquel participeront notamment Jacques Bertin, Jean Molard, les Minestriers, Roger Siffert et Jean-François Verdier.

**U.S.C. BIARRITZ**  
**BILBOQUET**  
**MONT-PARNASSE-BIENVENUE**

un film de  
**YVES ROBERT**  
**ALEXANDRE**  
**LE BIENHEUREUX**

«...demain, plutôt que de travailler, allez donc passer deux heures avec ALEXANDRE LE BIENHEUREUX...»  
Jean de Baroncelli LE MONDE

**michou**  
**REOUVERTURE**  
vendredi 3 septembre  
**DINER SPECTACLE**  
80, RUE DES MARTYRS  
606.16.04  
Salle climatisée.

EN VERSION ORIGINALE  
**ELYSEES POINT SHOW**  
**3 HAUSMANN - LUXEMBOURG**

**LES 4 MARX BROTHERS**

**SOUPE AUX CANARDS**  
présenté par  
**LEO MCCAREY**

**BOBINO**  
Jean-Claude Dauzonne présente  
Un spectacle follement gai...

**Croisière**  
**J'Amours**

de  
**CLAUDE DUFRESNE et DOMINIQUE TIRMONT**  
décors de **CLAUDE CATULLE**  
costumes de **MICHEL FRESNAY**  
chorégraphie de **ARTHUR PLASSCHAERT**  
direction musicale **ARMAND MIGIANI**  
avec  
**40 ARTISTES**

Tous les soirs 20h30 - Mat. Dim. 17h. - Relâche Dimanche et Lundi soir.  
Location Théâtre, Agences, par tél. : 326.68.70 - PARKING GRATUIT.

Ga  
Luch























## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Pour les travaux de forage de 570 points d'eau villageois à créer dans le cadre d'un projet de développement rural en Côte d'Ivoire. L'ensemble des travaux, en un lot unique et indivisible, comporte l'exécution :

- d'environ 250 puits, réalisés par des forages en gros diamètre, après des sondages de reconnaissance préalables ;
- d'environ 480 forages, directement réalisés en diamètre prévu pour l'ouvrage d'exploitation.

Le dossier d'appel d'offres doit être retiré à l'adresse suivante : M. LE DIRECTEUR DU SAN - B.P. 55 ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE). Téléphone : 32-22-41.

La date limite pour la remise des offres est fixée au 29 octobre 1976 à 15 heures (heure locale). La participation est ouverte à toutes les entreprises des pays membres de la BIRD ou de la Suisse.

## NATIONAL DEVELOPING PLAN PROJECT MINISTRY OF MUNICIPALITIES THE SEWERAGE BOARD

BAGHDAD — REPUBLIC OF IRAQ

## TENDER FOR KERBALA SEWERAGE SCHEME/1st STAGE

CONTRACT N° 1 — SANITARY SEWER SYSTEM  
CONTRACT N° 2 — CIVIL ENGINEERING WORKS FOR TREATMENT PLANT AND PUMPING STATIONS

The Sewerage Board invites the experienced tenderers to participate in tendering for either both or any one of the above mentioned Contracts, which are detailed below as follows:

1) CONTRACT N° 1  
The construction of approximately 80 kilometers of sanitary sewer network ranging in diameter between 225 mm. and 1800 mm., also the construction of manholes, house laterals and all other associated works to the network.

2) CONTRACT N° 2  
Civil Engineering works for the construction of four area sewage pumping stations and treatment plant. The Electrical/Mechanical works of the Treatment plant and pumping stations have already been awarded and the electrical/mechanical equipment are at the Sewerage Board's Stores in Baghdad.

Tenders must be accompanied by a preliminary deposit either in cash, certified check or by a bank guarantee of the sum as follows and valid for a period of not less than six months from the closing date of the Tender:

a) ID. 85 000 /— For contract N° 1  
b) ID. 60 000 /— For contract N° 2

The complete set of the tender documents can be obtained from the Sewerage Board's Office in Baghdad against payment of ID. 50/- (Fifty Iraqi Dinars) for each contract, refundable.

The preliminary deposits together with other certificates and documents as required above and as specified in the "Instructions to Tenderers" of the Contract Documents should be contained in a separate envelope and enclosed together with the Tender clearly written on the outside the name of the Tender and addressed to THE MINISTRY OF MUNICIPALITIES and deposited in the Tender Box at the Ministry of Municipalities before 12.00 Noon on Wednesday, September 22, 1976.

N. ALANI  
D. G. & Chairman  
of the Board of Directors  
Dr. Najmaddin Abdul Latif

## REPUBLIQUE DU GHANA

### VOLTA RIVER AUTHORITY

Projet hydro-électrique Kpong

Contrat n° K-4 pour turbines, génératrices et pont roulant de centrale

## APPEL D'OFFRES

Volta River Authority invite les firmes et groupements qualifiés et expérimentés à soumissionner pour la fabrication, la fourniture et le montage complet de tous les éléments suivants pour le projet hydro-électrique Kpong sur le fleuve Volta au Ghana.

A) Quatre turbines et régulateurs.  
B) Quatre génératrices.  
C) Un pont roulant de centrale.

Les soumissions partielles ne seront pas acceptées.

Les turbines seront du type à hélice verticale, roue simple, pouvant développer au moins 33.000 chevaux métriques sous une chute nette de 11,75 mètres.

Les génératrices auront une puissance nominale continue de 45 000 kVA aux bornes, à un facteur de puissance de 0,9, et seront conçues pour une vitesse de 62,5 tours à la minute.

Le pont roulant aura une portée d'environ 27 mètres et une capacité d'environ 75 tonnes. Des soumissions seront également sollicitées pour un ponton de même capacité comme solution de rechange.

Le gouvernement du Ghana et la V.R.A. ont approuvé la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, la Commission des Communautés Européennes et la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de la partie composante étrangère du contrat décrit plus haut. Cette aide financière est présentement étudiée par les sociétés de crédit précitées.

Seules les sociétés et entreprises conjuguées avec siège social dans les pays membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, et en Suisse, pourront soumissionner. La date limite de réception des soumissions est le 7 décembre 1976.

Les demandes concernant le dossier d'offres doivent contenir une lettre de change libellée au nom de « Aeres International Limited » au montant de 100 dollars U.S. pour chaque lot complet du dossier d'offres. En outre, des données décrivant l'équipement similaire fourni à d'autres clients doivent être transmises avec la demande comme suit :

a) Un exemplaire à :  
The Chief Executive  
Kpong Hydroelectric Project  
Volta River Authority  
P.O. Box 2377  
Accra, Ghana  
WEST AFRICA  
Cable : VOLTA ACCRA.

b) Un exemplaire à :  
Aeres International Limited  
Kpong Hydroelectric Project  
3259 Dorchester Road  
Niagara Falls, Ontario  
CANADA, L2E 6Y7  
Telex : 081-5107  
Cable : AERESCAN NIAGARA FALLS.

Les dossiers d'offres seront expédiés aux demandeurs par Aeres International Limited, port payé, et par le mode d'expédition le plus rapide.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHÉRESSE

### Qui paiera ?

C'est la grande question de la semaine, celle qui agite au plus haut point les groupes politiques et les organisations professionnelles. Celle aussi qui facilite des rapprochements dont on aurait tort de sous-estimer les prolongements divers, quand bien même ils étonnent à première vue.

L'épure la plus probable est pour le moment la suivante : le gouvernement cherche à dégager plus ou moins 6 milliards de francs, montant qui permet de tenir la promesse faite par le chef de l'État aux agriculteurs sur la stabilité de leur revenu en 1976. Or, dégager ces 6 milliards par le seul alourdissement de l'impôt sur le revenu impliquerait de prélever 10 % d'impôt supplémentaire sur 10 millions de contribuables payant 2 000 F d'impôt ou davantage. L'orientation — qui paraît être celle de M. Barre — est différente : elle consisterait à compléter une rallonge d'impôt sur le revenu (à concurrence de 4 ou 5 milliards, touchant donc 2 à 3 millions de contribuables) par des ressources annexes. Faisales ? Mais lesquelles ? Et pourquoi pas l'emprunt ?

M. Christian Bonnet a déclaré nettement jeudi qu'il n'aurait pas d'emprunt pour aider les paysans. L'affaire paraît officiellement moins avancée, mais ce sera peut-être finalement le cas. L'emprunt a pourtant des partisans : la Confédération des cadres, qui le verrait bien financer une partie de l'aide aux paysans (à condition qu'il soit remboursé par ceux-ci), les P.M.E., certains socialistes (mais pas M. Mitterrand).

Celui-ci a dit clairement à Europe 1 (voir page 20) qu'il convenait de réserver l'emprunt — qu'il préconise depuis deux ans — au financement de vastes investissements de nature à relancer l'activité économique, donc à créer des emplois. Refusant de lancer des emprunts « pour telle catégorie sociale » ou « pour une fraction de la population », il demande qu'on taxe « les grandes fortunes, c'est-à-dire les profits finalement illégitimes... » (1). L'état actuel de la fortune en France.

M. Charpentier (C.G.C.) prononce un discours du même ton, en demandant

qu'on tienne compte non seulement des revenus des citoyens, mais de leur fortune. Comment faire comprendre, en effet, à un cadre, qu'il doit payer pour un agriculteur qui, lui, ne paie rien ? L'impôt et possède — très souvent — un capital (fut-il d'exploitation) que le cadre n'a pas ? Au sein de la majorité, à donner des indications sur le montant de l'aide globale que le gouvernement envisage d'accorder à l'agriculture, et précisés que celle-ci sera financée par un effort fiscal « touchant les personnes physiques et morales ». Contrairement à ce qu'il avait affirmé le 25 août (le Monde du 27 août), M. Bonnet a ajouté que cet effort fiscal serait « modulé », ce qui signifie que divers types de

### M. BONNET : « IL N'Y AURA PAS D'EMPRUNT NATIONAL POUR AIDER L'AGRICULTURE. »

« Il n'y aura pas d'emprunt national pour aider les agriculteurs victimes de la sécheresse. Les déclarations de 1976 seront recueillies en 1976, la Souffrance à la Guadeloupe comme la sécheresse en métropole », a déclaré M. Christian Bonnet le 3 septembre, devant les membres de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. Le ministre de l'Agriculture, bien qu'il se soit efforcé de donner des indications sur le montant de l'aide globale que le gouvernement envisage d'accorder à l'agriculture, a précisé que celle-ci sera financée par un effort fiscal « touchant les personnes physiques et morales ». Contrairement à ce qu'il avait affirmé le 25 août (le Monde du 27 août), M. Bonnet a ajouté que cet effort fiscal serait « modulé », ce qui signifie que divers types de

taxations (impôts indirects ou impôts sur les sociétés) pourraient s'ajouter au prélèvement fiscal sur les hauts et moyens revenus initialement prévu.

Répondant à M. Louis Perrin, président de l'A.P.C.A. (Assemblée permanente des chambres d'agriculture), qui avait déclaré que certains exploitants agricoles avaient été « choqués par l'annonce d'un supplément d'impôt affecté à une certaine catégorie socio-professionnelle et que certains avaient même eu le sentiment qu'il y avait un piège tendu », M. Bonnet a déclaré que le dispositif mis en place pour corriger les effets de la sécheresse « ne dressera pas les catégories sociales les unes contre les autres », ne sera pas attribué aux seuls paysans sinistrés, « d'autres dépenses » seront couvertes par les nouvelles recettes dégagées par le collectif budgétaire en préparation, et parce que les aides distribuées aux agriculteurs seront équitables. A ce propos, M. Bonnet a ajouté que, globalement, il y aura, le 29 septembre, dans le dispositif d'ensemble arrêté par le gouvernement, « une déflation de l'aide accordée le 25 août pour gonfler certaines régions », notamment entre certaines régions. « L'équité dans la distribution des aides passera par la sélectivité », a conclu le ministre.

« Tous les Français, tous les agents économiques, toutes les catégories professionnelles doivent être associés à la lutte contre l'inflation », déclare l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) dans un communiqué.

En effet, « les deux années qui viennent de s'écouler ont montré que la lutte contre l'inflation est menée à peu près exclusivement avec des mesures techniques pesant sur les entreprises industrielles et commerciales, ses effets disparaissent dès que ces mesures, qui ne peuvent être longtemps supportées par l'économie cessent d'être appliquées ».

Soulignant la nécessité de « permettre la réalisation des investissements productifs qui relèvent », l'A.P.C.C.I. conclut : « Tout ce qui est demandé ou imposé aux entreprises, se retrouve obligatoirement dans les prix de revient et contribue à l'inflation, surtout lors que les gains de productivité sont insuffisants pour les couvrir. Cette règle inéluctable a trop souvent été méconnue dans le passé ; elle devra être présente à l'esprit de tous dans les mois qui viennent ».

### LES P.M.E. FAVORABLES A L'ÉMISSION D'UN EMPRUNT

« Les incidences de la sécheresse devraient faire l'objet de prêts à des taux particulièrement réduits, remboursables à plus ou moins long terme, et dont les fonds pourraient être fournis par l'émission d'un emprunt », indique, jeudi 2 septembre, dans un communiqué, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

En effet, estiment les P.M.E., « la sécheresse est un risque conjoncturel qui peut être compensé dans les années à venir par des conditions plus favorables, et dont les conséquences ne sont pas identiques selon les régions et les produits ». En outre, poursuit le communiqué, « la solidarité nationale jouera déjà à plein pour les agriculteurs, dans les conditions qui sont trop évidentes : oubliées : certaines contributions fiscales ; subventions pour soutenir des prix à la production ; crédits à taux réduits ; prix préférentiels sur carburants ; régimes particuliers en matière de ventes et de mutations des biens immobiliers ; sans omettre le fonds de garantie contre les calamités agricoles, dont on connaît mal le rôle qu'il devrait jouer dans ces circonstances exceptionnelles ».

Les P.M.E. s'élèvent donc contre tout projet de taxation exceptionnelle qui viendrait grever directement ou indirectement les catégories qui connaissent ou ont connu de grandes difficultés sans avoir reçu, pour leur part, aucune aide.

### BILLET

## UN DEMI, GARÇON !

A la terrasse d'une quinzaine de tables, situées sur les Grands Boulevards, de l'Opéra à la République, et sur les Champs-Élysées, à Paris, nous avons « testé » les prix des deux boissons-pilotes les plus couramment consommées : le demi de bière et la tasse de café. Le coût de ces deux boissons prises au comptoir est respectivement de 1,20 F et de 1 F, et le client débourse, pour un demi de bière : 3,45 F (le Vénitien, le Cardinal, le Gymnase, le Café de France) ; 4 F (le Madrigal) ; 4,05 F (le George-V) ; 4,50 F (le Café d'Angleterre) ; 4,60 F (le Bréban, Quick-Elysées) ; 5,20 F (le Club) ; 6,35 F (le Café de la Paix) ; 6,35 F (le Collège).

Graduation. Identiques pour la tasse de café : 2,30 F (le Vénitien, le Thermomètre) ; 2,50 F (le Gymnase) ; 2,85 F (le Tamaris, le Café de France) ; 2,88 F (le Cardinal, le George-V) ; 3,45 F (le Bréban, le Madrigal, le Collège) ; 3,50 F (le Café d'Angleterre, Quick-Elysées) ; 4 F (Ely-Club) ; 4,60 F (le Café de la Paix).

### Anarchie

Partout, nous avons demandé « un demi » et « un café », sans plus de précision. A une exception près, il nous a été servi un verre de 25 cl de bière tranquille de qualité très moyenne et un café « classique », qui ne provenait sûrement pas du Brésil. Pour ce qui concerne la bière, les serveurs ont souvent interrogé : « Un demi petit, moyen ou grand ? ». En revanche, au Thermomètre, place de la République, c'est d'autorité que l'on a apporté un demi-litre de bière allemande. Coût : 7,50 F. Explications du serveur : « Nous ne faisons pas de bière française. Quant à la contenance

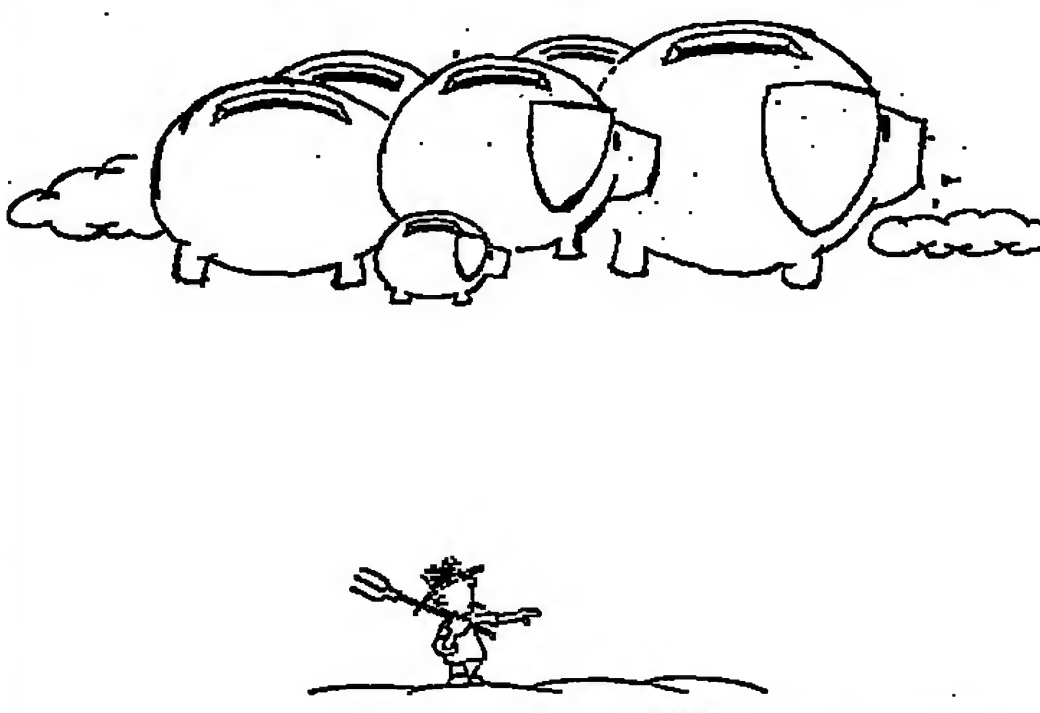
un demi, pour nous, c'est 0,5 litre. Un verre de 0,25 cl. c'est un bock ».

En terrasse, le service est toujours inclus, qu'il s'agisse de paiement — pratique courante sur les Champs-Élysées. Il est, en général, de 15 %, mais il peut atteindre près de 17 % comme au Café d'Angleterre, boulevard Montmartre. Il est parfois calculé au centime près, comme au Cardinal, au Café de la Paix ou au George V ; mais, en l'absence de menus monnaie, c'est presque toujours le client qui doit payer quelques centimes de plus pour « arrondir » la somme.

Qu'est-ce qui justifie cette anarchie et cette escalade dans les tarifs, s'agissant de boissons dites pilotes ? On constate, par exemple, que le prix d'une tasse de café servie à la terrasse du Café d'Angleterre est plus élevé que celui d'un demi de bière bu juste en face, au Cardinal, alors que les deux établissements sont, apparemment, d'importance semblable.

Est-ce l'emplacement de la terrasse ? La note à payer n'est pas moins lourde selon que l'on s'approche plus de la place de l'Opéra ou du rond-point des Champs-Élysées que de l'Arc de triomphe. Est-ce le notoriété de l'établissement ? La tasse de café est plus coûteuse au Ely-Club qu'au Collège ; il est vrai qu'au Fouquet's le demi de bière (de qualité particulièrement mauvaise) vaut 8 F et la tasse de café (avec dans une tasse d'une propéité douteuse), soit, respectivement, près de 27 % et 60 % de plus qu'au Café de la Paix.

Quelles que soient les justifications éventuelles des débits de boissons, on sera tenté de penser que ces derniers ont vraiment pris, ces été, les Parisiens et les visiteurs de province et de l'étranger pour des touristes. — M. C.



(Dessin de CHENEZ)

Le syndicat général des impôts. Pour couvrir l'insuffisance d'une contribution exceptionnelle sur les fortunes et le capital et demande que « les conditions d'accès de l'impôt aux agriculteurs tiennent compte aussi exactement que possible de l'importance de la perte subie réellement et du montant des revenus déclarés à l'impôt sur le revenu, les années précédentes, par chaque exploitant concerné ».

combrera essentiellement aux salaires, l'insuffisance de l'impôt sur les fortunes et le capital et demande que « les conditions d'accès de l'impôt aux agriculteurs tiennent compte aussi exactement que possible de l'importance de la perte subie réellement et du montant des revenus déclarés à l'impôt sur le revenu, les années précédentes, par chaque exploitant concerné ».

La Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles du Nord et du bassin parisien « regrette le financement de l'indemnisation des agriculteurs par un impôt supplémentaire » et « propose la mise en œuvre d'un emprunt national de solidarité ».

Les jeunes agriculteurs de l'Ain ont attaché, le 2 septembre, six vaches aux grilles de la préfecture de Bourg, afin de protester contre le classement du département en zone III, ce qui ne permet, aux éleveurs que de toucher une aide limitée. — (A.P.)

### COMBIEN DE CONTRIBUABLES SERONT-ILS CONCERNÉS ?

Si l'État veut prélever cette année 5 milliards de francs par une majoration de 10 % de l'impôt sur le revenu (calculé sur les ressources des Français en 1975), les contribuables dont le montant de l'impôt devait être inférieur ou égal à 4 000 francs pourraient être exonérés. Seuls trois millions de contribuables environ (sur douze millions), ceux dont l'impôt doit excéder 4 000 francs cette année, participeraient à cet effort fiscal de solidarité nationale.

Si l'État souhaite prélever 6 milliards de francs par la seule voie de l'impôt direct (hypothèque qui est à peu près égale en l'état actuel), la majoration de 10 % devra toucher tous les contribuables dont l'impôt sur le revenu excède cette année 2 000 francs, soit un peu plus de cinq millions de personnes.

Pour le week-end, faites-vous plaisir, louez une voiture chez

europcar 645.21.25

LES MARCHES







## UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
- AMÉRIQUES
- ASIE
- DIPLOMATIE
3. AFRIQUE
- 4-5. EUROPE
6. POLITIQUE
- AÉRONAUTIQUE
- SOCIÉTÉ
7. RELIGION
- MÉDECINE
8. SCIENCES
- ÉDUCATION

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 9 à 13

- Quinze mille touristes en vacances sur le lac : Les compagnies aux transports.
- Plaisirs de la table : Certains l'aiment froid.
- Mode : Maison : Brocante ; Pâtisserie ; Jeux.

14. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- JUSTICE
- FAITS DIVERS
- 16 à 18. ARTS ET SPECTACLES
- 20 à 22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

Annouces classées (19 et 20) ; Aujourd'hui (15) ; Carnet (15) ; Journal officiel (15) ; Loto (15) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15) ; Bourse (22).

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, vendredi matin 3 septembre, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État chargé de la condition des travailleurs manuels, et M. Gilbert Cantier, député républicain indépendant de Paris. Le président de la République devait s'entretenir, dans l'après-midi, avec M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.

**COLIS FAMILIAUX**  
**HUILE D'OLIVE**  
VIERGE EXTRA « OLIVOLI »  
Produit naturel de l'olive fraîche  
Garantie extra vierge  
PREMIÈRE PRESSION A FROID  
et clarifiée par simple  
décantation et filtration  
France de port à port, de 5 litres  
Demandez document, gratuite n° 9 à la  
**SOCIÉTÉ PROVENÇALE**  
**OLÉICOLE**  
13300 SALON-DE-PROVENCE

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**

26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques  
sous le n° LBM 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris  
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



A B C D E F G

Le numéro du « Monde »  
daté 3 septembre 1976 a été tiré  
à 556 673 exemplaires.

## LA GRÈVE A LA S.N.C.F.

- Le trafic sur les grandes lignes est plus perturbé que prévu
- Moins de 50 % des trains circulent en banlieue parisienne

La grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. de la S.N.C.F. déclenchée pour protester contre la création d'un nouveau grade (T.5), atteint, comme annoncé, son « point fort » ce vendredi 3 septembre. Elle affecte surtout les réseaux de la banlieue parisienne, où moins de la moitié des trains, sauf à PARIS-NORD, ont circulé.

Sur les grandes lignes, où le mouvement est moins sensible, la direction générale de la S.N.C.F. a tout de même été contrainte de ne mettre en marche à PARIS-MONTPARNAISE et à PARIS-SAINT-LAZARE qu'un train sur deux dès ce vendredi matin à 6 heures, alors que le service normal devait être assuré jusqu'à midi.

Elle fait état des prévisions suivantes pour les vendredi 3 et samedi 4 septembre :

**VENDREDI 3 SEPTEMBRE**  
**BANLIEUE**  
Par rapport à la normale, le service est assuré à 30 % à PARIS-MONTPARNAISE, 40 % à PARIS-LYON, PARIS-AUSTERLITZ et PARIS-SAINT-LAZARE, 50 % à PARIS-EST et PARIS-INVALIDES, 70 % à PARIS-NORD.

Il est suspendu entre PARIS-INVALIDES et VERSAILLES-RIVS GAUCHE.

**GRANDES LIGNES**  
Dans les autres gares, la plupart des trains devraient partir aux horaires que nous avons indiqués dans notre précédent numéro.

**SAMEDI 4 SEPTEMBRE**

**BANLIEUE**  
Le service sera normal à PARIS-EST, et, en fin de matinée, à PARIS-LYON et à PARIS-AUSTERLITZ. Il sera réduit à 40 % à PARIS-MONTPARNAISE, à 50 % à PARIS-SAINT-LAZARE et à PARIS-INVALIDES, et 70 % à PARIS-NORD.

**GRANDES LIGNES**  
Le trafic sera normal, sauf à PARIS-MONTPARNAISE et à PARIS-SAINT-LAZARE où trois trains sur cinq seront mis en service.

## Des voyageurs informés résignés et compréhensifs...

« Par suite d'un arrêt de travail des conducteurs des trains risque d'être perturbée », lit-on sur des affichettes jaunes — couleur antigrieviste ? — apposées un peu partout, dans les gares parisiennes, par la direction générale de la S.N.C.F.

En effet : le trafic est perturbé en raison, bien sûr, de la grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. Un train sur deux ou trois, ou deux trains sur cinq sont mis en marche sur les réseaux de banlieue. Gare Saint-Lazare, par exemple, un panache à l'indique même : « La desserte des lignes Pont-Cardinet à Auteuil-Boulogne, Argenteuil à Ermont-Boulogne, Puteaux à Issy-Plaine n'est pas assurée », ce vendredi 3 septembre.

Dans cette même gare, et sans doute dans toutes les autres, la direction de la S.N.C.F. a mis au point un système d'information efficace. Des tableaux spéciaux, installés aux points stratégiques, sur les quais indiquent clairement les horaires des trains en partance, et le voyageur est prévenu qu'il lui faut les consulter avant de prendre son billet.

Est-ce ce souci d'informer correctement le public qui a engagé les usagers à prendre leur mal en patience ? Gare Saint-Lazare, au moins, il n'y a pas eu, ce vendredi matin, de mouvements d'insubordination comme on a pu en constater dans des circonstances semblables. Il y régnait une sorte de résignation calme, et les convois en partance étaient pris en compte en assez bon ordre. Il semble aussi qu'un certain nombre de « banlieusards » aient, pour une fois, délaissé le train pour la voiture.

Cette relative compréhension du public est certainement due, aussi, à l'effort d'explication auquel se

sont astreints les agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. non seulement par tracts, distribués aux voyageurs, mais aussi au cours de mini forums improvisés. A un usager qui s'étonne de la raison de ce mouvement revendicatif — la création d'un nouveau grade (T.5) — et qui estime dans le langage des sondages, que c'est plutôt une bonne chose, un gréviste répond : « Il faut bien comprendre que deux mille cinq cents d'entre nous seulement, sur vingt-deux mille, vendent le produit de leur travail à la S.N.C.F. ». « Alors, reprend l'usager, que voulez-vous ? » « Le futur T.5 touchera environ 300 F de plus. Nous voulons que les crédits débouqués pour la création de ce grade soient, au contraire, répartis entre les autres niveaux. Ce serait plus équitable, plus démocratique. Sapez-vous que, dans la même catégorie T.5, la plus haute actuellement, et qui regroupe la majorité des agents de conduite, les différences de salaires peuvent aller, en raison de la multiplicité des primes, jusqu'à 600 F ou 1200 F par mois ? » Le voyageur s'éloigne en hochant la tête. Sceptique ou convaincu ? — M. C.

## Le gouvernement estimerait à moins de 6 milliards la perte des agriculteurs à compenser

On peut commencer à évaluer les pertes de l'agriculture en 1976. Les estimations, encore officieuses et provisoires — faites par les pouvoirs publics et qui doivent être discutées le 21 septembre, lors de la réunion de la commission des comptes de l'agriculture, aboutissent à des résultats très différents selon les secteurs de production.

Pour les céréales, la baisse serait importante : de l'ordre de 17 % de la production, soit d'environ 2,8 milliards de francs, la valeur de la production ayant atteint 16,7 milliards de francs l'année dernière. Les céréales les plus touchées semblent avoir été le maïs (baisse estimée à 30 %), l'orge (— 18 %), le blé (— 10 %).

La récolte de pommes de terre a encore plus souffert, avec une baisse de production estimée à 40 % par rapport à 1975. Cependant, globalement, la production de fruits et de légumes (sauf les légumes secs) a subi une baisse de 2 %, grâce à une récolte très abondante de fruits. Pour le vin, la production 1976 devrait être à peu près égale à celle de l'année dernière, qui avait atteint une valeur de 10,1 milliards de francs.

Pour le bétail, dont la production représente une valeur égale à celle des céréales et des fruits et légumes réunis (soit 31,2 milliards de francs en 1975), les résultats seront bons. La sécheresse, si elle a entraîné une baisse de la production d'augmentation : + 3 % par rapport à l'année dernière.

Dans les autres secteurs, les résultats varient beaucoup : volailles en augmentation, plantes industrielles (betteraves, colza...)

en baisse très sensible (— 15 % par rapport à 1975).

Au total, les progrès enregistrés ici compensant les reculs subis là, on peut estimer que la production agricole (1) baissera globalement de 2 %.

Les conséquences dommageables de ce recul de la production sur le pouvoir d'achat des agriculteurs sont évidemment aggravées par l'alourdissement de leurs frais : hausse des prix, augmentation des consommations intermédiaires. En revanche, les comptes agricoles doivent prendre en considération les subventions versées par l'État à l'agriculture, et notamment les primes à la vache accordées en février 1976 par l'État aux exploitants.

Tous comptes faits, les calculs — encore provisoires, soulignons-le — aboutissent à une baisse de 10 % en valeur réelle du revenu individuel des exploitants agricoles. Ce revenu ayant atteint 57 milliards de francs en 1975 (2), c'est donc une perte de 5,7 milliards de francs environ qu'il faudrait compenser pour maintenir cette année le pouvoir d'achat des exploitants agricoles.

Il est probable que les pouvoirs publics devront recouvrer une somme d'environ 6 milliards de francs sur les contribuables s'ils veulent, comme il a été annoncé, empêcher le déficit budgétaire de se creuser davantage en 1976.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Estimée en tonnage, après pondération.  
(2) Ce chiffre comprend les subventions versées par l'État à l'agriculture, mais ne comprend pas les 17 milliards de francs environ versés en grande partie par l'État pour financer les régimes sociaux de l'agriculture.

## Le directeur des services comptables de la société Marcel Dassault disparaît avec 8 millions de francs

Le directeur des services comptables du groupe Marcel Dassault, M. Hervé de Vathaire, a disparu depuis deux mois en emportant une somme de 8 millions de francs retirée sur l'un des comptes du groupe. La nouvelle a été révélée ce vendredi 3 septembre, à Paris, par la police judiciaire chargée de l'enquête. C'est le 6 juillet dernier que M. de Vathaire s'est présenté à la succursale de la Banque nationale de Paris, 24, avenue de la Grande-Armée. La somme qu'il réclamait lui a été remise. Cependant, les services de la banque devaient rapidement

s'apercevoir que M. de Vathaire n'avait reçu aucun ordre pour le retrait de cette somme. Depuis ce jour, personne n'a revu M. de Vathaire. Dès l'annonce de cette disparition, M. Marcel Dassault avait déposé plainte pour abus de confiance. Mais il devait plus tard la retirer.

Interrogé au micro d'Europe 1 à ce propos, M. Dassault a déclaré : « Récemment, j'ai retiré la plainte, à la demande de sa famille. Par ailleurs, j'ai appris par un inspecteur de police que, vraisemblablement, le retrait plus en possession de la somme dérobée. Alors, comme il n'y avait aucune chance de retrouver quoi que ce soit, même si on le retrouvait lui, j'ai préféré retirer la plainte. »

A propos de la personnalité de M. de Vathaire, M. Dassault a ajouté : « C'était un chef de service tout à fait remarquable. Il avait une signature, et après la mort de sa femme, qui est morte d'une façon un peu étrange, eh bien, ça lui a donné un coup et il a été un peu déréglé dans sa vie privée. »

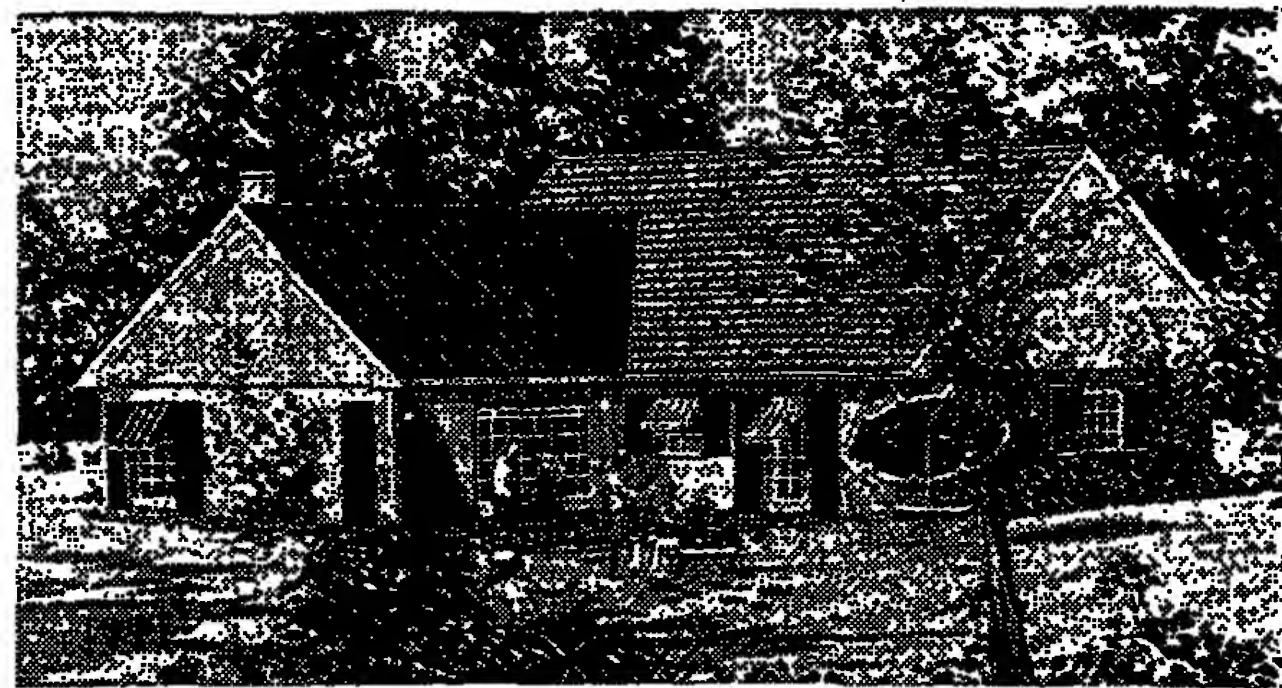
Très lié avec Jean Kay

Il semble que cette affaire ne se rattache pas seulement à l'escroquerie. L'enquête a révélé notamment que M. de Vathaire était très lié avec Jean Kay, ancien mercenaire et auteur d'une tentative de détournement d'avion à Orly en 1971.

M. Jean Kay, âgé de trente-trois ans, issu d'une famille d'origine irlandaise, fils de militaire, déserta l'armée à la fin de la guerre d'Algérie pour participer aux actions de l'O.A.S. Plus tard, on le retrouva dans les rangs des mercenaires au Biafra, au Yémen et, en 1974, en Angola, puis il y a quelques mois au Liban. Mais Jean Kay est surtout connu pour avoir détourné, le 3 décembre 1971, un Boeing 720 B pakistanaise en partance pour Karachi. Il voulait faire livrer 20 tonnes de médicaments à la population bengali. Maltraité par la police après sept heures d'attente et de tractations, il fut remis en liberté le 7 août 1972 après huit mois de détention. Le 12 octobre 1973, la cour d'assises de Versailles le condamna à cinq ans de prison avec sursis, après un procès au cours duquel M. André Malraux témoigna en faveur de cet être « idéaliste ».

● Un accord de principe est intervenu entre Lisbouna et Lusanda en vue de normaliser les relations diplomatiques suspendues en mai dernier à l'initiative de l'Angola.

# Breguet



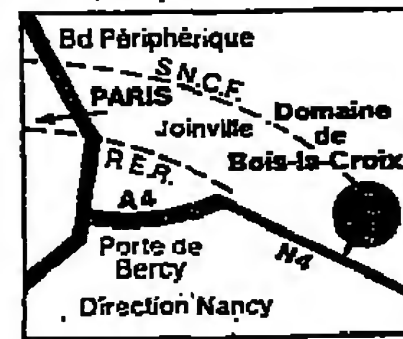
Chelsea, 135 m², 6 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons (de 93 à 278 m²).

## VIVEZ TOUTE L'ANNÉE COMME EN VACANCES

Vacances : air pur, calme, liberté des enfants... N'y renoncez pas. Nos maisons, largement ouvertes sur une belle nature, dans leurs grands jardins privés, vous permettent de passer toute votre vie comme en vacances... Venez, dès votre retour, visiter nos Domaines situés tout près de Paris. Cette visite sera déjà le premier prolongement de vos vacances...

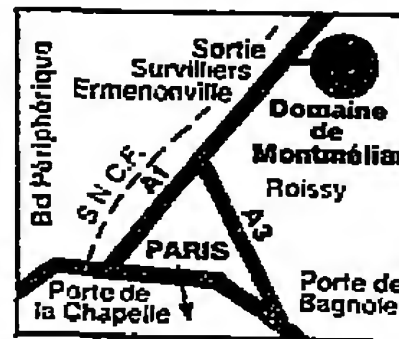
**Domaine  
du  
Bois la Croix**

EN LISIÈRE D'UN  
PARC PRIVÉ DE 18 HA  
À 18 KM DE PARIS



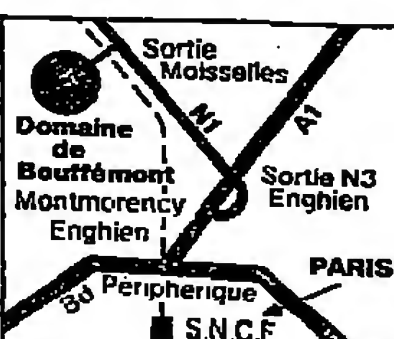
**Domaine  
de  
Montmélian**

À 2 KM DE LA SORTIE  
ERMENONVILLE DE L'A.1  
À 25 KM DE PARIS



**Domaine  
de  
Bouffémont**

EN LISIÈRE DE LA  
FORÊT DE MONTMORENCY  
À 21 KM DE PARIS



AUJOURD'HUI OU DÈS VOTRE RETOUR DE VACANCES VENEZ VISITER NOS 13 MAISONS  
MODÈLES, OUVERTES TOUS LES JOURS DE 10 À 19 H. NOUS VOUS DONNERONS LES ADRESSES :  
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 85470 ST-WITZ (Tél. 47.56.55)  
DOMAINE DU BOIS-LA-CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63)  
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95670 BOUFFÉMONT (Tél. 99.135.58)

Culture